

Maurice Bologne

L'INSURRECTION PROLÉTAIRIENNE DE 1830 EN BELGIQUE

Parus aux éditions Aden

Petite bibliothèque d'Aden

1. *Les Luites de classes en Flandre*, Paul Lafargue.
2. *Tuer l'espoir*, Norman Finkelstein.
3. *Mourir pour Mac Do en Irak*, Collectif.
4. *Comprendre le pouvoir*, Noam Chomsky.
5. *Socialisme utopique et socialisme scientifique*,
Friedrich Engels.
6. *Bastions pirates*, Do or die.
7. *Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé?* Nazim Hikmet.
8. *L'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique*,
Maurice Bologne.

Grande bibliothèque d'Aden

1. *Zola l'imposteur*, Julie Moens.
2. *Clausewitz et la guerre populaire*, T. Derbent.

Collection EPO

- *Breendonk, chronique d'un camp (1940-1944)*,
Jos Vander Velpen.
- *L'Horreur impériale*, Michael Parenti.
- *La guerre des médicaments. Pourquoi sont-ils si chers?*,
Dirk Van Duppen.
- *Le mythe de la bonne guerre*, Jacques R. Pauwels.

Les Éditions Aden publient, régulièrement, un courrier d'informations alternatives gratuit envoyé par mail.

Pour s'inscrire : adendif@skynet.be

L'insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique

Les textes de Maurice Bologne, José Fontaine,
Guy Desolre et Robert Devleeshouwer sont
précédemment parus dans « Critique politique » n°9,
juillet 1981.

LES EDITIONS ADEN
édition **Gilles Martin**
graphisme **Atelier**
des grands pêcheurs
(atelierdgp@wanadoo.fr)

Dépôt Légal septembre 2005

Les Editions Aden
44, rue A. Bréart
B-1060 Bruxelles
Belgique
Tél 00 32 2 5344661
Fax 00 32 2 5344662
adendif@skynet.be
www.aden.be

Maurice Bologne

L'INSURRECTION PROLETARIENNE DE 1830 EN BELGIQUE

Lettre adressée par Henri Pirenne à Maurice Bologne en 1929.

Gand, 1 Déc. 1929.

Monsieur,

Agréez mes remerciements très vifs pour l'aimable envoi de votre étude sur l'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique. Il y a là certainement un phénomène très important et dont on n'a pas toujours tenu assez compte. Je crois que cela provient de ce que l'on n'étudie pas assez l'histoire comme elle doit l'être, c'est-à-dire comme une science d'observation, analogue aux sciences naturelles. Quand on se place à ce point de vue, aussi indifférent aux théories qu'aux passions sociales, qu'elles soient bourgeoises ou prolétariennes, tout s'éclaire et s'ordonne. Je crois qu'il n'y a pas plus d'histoire capitaliste ou d'histoire marxiste qu'il n'y a une mathématique marxiste ou capitaliste. Vous me direz peut-être que c'est une illusion. Mais vous conviendrez en tous cas qu'elle est belle.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

H. Pirenne

Un pavé dans la mare des mythes belges

José Fontaine, *Critique Politique*

« (L'origine) est principe de vie pour la simple raison qu'elle est à la source et qu'il y a, par nature, dans un système fermé plus d'énergie au début qu'à la fin, à l'entrée qu'à la sortie. L'amont est générateur de forces et régénérer une société exige de remonter son cours par des rites sacramentels. C'est pourquoi l'exercice de la mémoire est *une fonction politiquement vitale*, que toute société tend à régler par l'usage et la loi afin de se régler sur elle. La commémoration du jour fondateur [...] c'est la reconstitution de la totalité nationale par la fête du même nom ; anniversaires et célébrations en assurent l'entretien ; monuments et mausolées matérialisent dans la pierre des assurances contre la mort, formes sociologiques de l'assurance-vie. Retenir le temps impose de le remonter symboliquement, et confère une valeur éminente aux doctes vieillards [...] capables de réciter les textes de l'amont pour remémorer aux cadets les prouesses de l'origine. Les clercs sont les fonctionnaires de la mémoire et une société amnésique ne serait plus une société. »

Régis Debray, *Le Scribe*, p. 73.

L'ORIGINE DE LA BELGIQUE, telle qu'elle est reprise par les «clercs» dont parle Régis Debray, n'est donc pas seulement un événement du passé mais un événement qui, aujourd'hui encore, structure la mémoire collective belge, et n'est sans doute pas pour peu dans l'adhésion, au moins passive, sur laquelle repose l'État d'aujourd'hui.

Le pavé dans la mare

Le livre que nous allons lire est précisément un «pavé dans la mare». La remontée à l'origine qu'il nous propose contredit, terme à terme, celle écrite et sanctionnée par les clercs. De fait, la voie empruntée pour remonter le cours des événements n'est pas celle de la conscience bourgeoise projetée dans le passé, mais bien la voie par laquelle on rejoint cette composante très souvent écartée, très souvent oubliée, en permanence répudiée par l'historiographie académique : la composante plébéienne des révolutions bourgeoises du XIX^e siècle. Aussi la «commémoration des événements de 1830» ne vise point ici à la «reconstitution de la totalité nationale»; elle tend plutôt à montrer comment cette recons-

titution fut réalisée sur base d'une confiscation sociale et politique. Mais avant d'exposer la particularité de l'analyse de Bologne, nous voudrions montrer à quel point les interprétations de 1830, implantées dans la mémoire collective, masquent la matérialité des événements jusqu'à l'absurdité, même quand ces interprétations se veulent critiques par rapport à l'État belge existant, comme le sont les thèses que nous appellerons « fédéralistes ».

Avant de le faire, nous voudrions souligner une limite volontaire que s'est imposée Maurice Bologne. Rapportant les événements de 1830, il se borne à l'interprétation de l'émeute de Bruxelles, du 25 août au début de novembre. Il s'attache donc, partant de ces événements particuliers, à décrire le processus interne de la révolution belge comme étant l'un des chapitres ou l'une des circonscriptions de la Révolution européenne. Cette Révolution part de Paris en juillet 1830. Sa vague atteint Bruxelles en août, passe par Liège qui la porte jusqu'à Aix-la-Chapelle, d'où elle traverse l'Allemagne et gagne la Pologne en novembre. Cet aspect résolument international (européen) de la révolution de 1830 est généralement négligé au profit des grandes fresques nationales. S'il est mentionné, c'est presque toujours sous la forme d'une toile de fond sur laquelle viennent s'imprimer les mouvements nationaux, liés, au mieux, par un « courant d'idées ». Rarement – sinon jamais – cette dimension européenne n'est analysée comme une dimension constitutive des événements de 1830. Notons d'ailleurs que la révolution en Pologne a contribué à la

réussite de la révolution belge, dans la mesure où elle fixait des forces importantes de répression loin de Bruxelles. L'étude de Bologne ne va pas jusque-là, pas plus qu'elle ne s'intéresse à la façon dont la diplomatie européenne, réactionnaire ou libérale, a tenté de contenir tous ces mouvements, notamment en acceptant que se crée l'État-Nation que nous appelons aujourd'hui la Belgique.

Mais cette limite de l'étude de Bologne présente l'intérêt suivant : elle nous oblige à saisir le mouvement de l'Histoire qui mène à la formation de l'État belge, dans son plus jeune commencement, à la fine pointe de ce qui débute et qui comporte toujours, de ce fait, une part d'énigme.

Pavé dans la mare ? Après tout, ce livre date de 1929 et on ne voit pas qu'il ait vraiment troublé la mémoire collective des Belges. Nous savons cependant qu'il a ému plus d'un historien, à commencer par le plus grand d'entre eux, Henri Pirenne *. Si l'ouvrage de Bologne n'a pas troublé le grand public, c'est en raison de la solide implantation dans la mémoire collective de deux autres interprétations de 1830, qui en masquent son aspect prolétarien et sa dimension plébéienne. Ici il faut passer constamment des faits aux discours qu'on en fait ou, si l'on veut, de la réalité à l'idéologie et de l'idéologie à la réalité. Dans ce va-et-vient qui exige tout

* La lettre adressée par M. Pirenne à M. Bologne, et que nous publions en début d'ouvrage, nous laisse, cinquante ans après, à la fois perplexes et ahuris : un positivisme historique extrême, mais qui, dans le brouillage idéologique actuel, prend valeur d'avertissement sinon de leçon !

à la fois le respect scrupuleux de la réalité et une grille de lecture des idéologies dominantes, nous ne pouvons que rencontrer la conclusion fondamentale de Maurice Bologne : si la révolution de 1830 a bien été le produit de l'insurrection populaire, elle a néanmoins été *immédiatement* confisquée par la bourgeoisie. Cette confiscation est rapidement passée dans l'ordre du discours, de la mémoire, de l'idéologie pour s'y rendre légitime. Elle est une si grande réussite, effective et idéologique, que l'on saisit mieux pourquoi le message de Bologne nous parvient encore si difficilement aujourd'hui. Nous avons été frappés par le fait en regardant l'évocation des journées de 1830 à la R.T.B.F., en septembre 1980. Malgré l'introduction, dans l'émission, de nombreux éléments qui tendent à montrer le rôle du prolétariat et des couches plébéiennes en 1830, voire l'attitude peu « patriotique » de la bourgeoisie, l'ensemble donnait l'impression d'une vision parfaitement conformiste du mouvement de la « reconstitution nationale ». Et ceci prouve bien la force de l'idéologie. Quand on a chanté la même rengaine pendant cent cinquante ans, on peut bien en modifier beaucoup de paroles, la chanson ressemble toujours à l'air connu du « Belge-sortant-du-tombeau ». Pour entendre autre chose et se mettre à l'écoute de la vérité de 1830, il faut réécrire toutes les paroles, changer complètement la musique, aller jusqu'à l'excès et même jusqu'à la polémique. C'est à ce prix que l'on a des chances d'être entendu. Mais on risque aussi d'être refoulé par les maîtres et leurs clercs.

Peu importe, ce message historique s'adresse en premier lieu à la classe ouvrière dont Bologne honore la mémoire. Nous songeons aussi aux masses populaires wallonnes pour lesquelles le président d'honneur de *Wallonie Libre* et de *l'Institut Jules Destrée* a tant milité, dans une optique qui n'a rien à voir avec un nationalisme étroit, à tel point qu'il est reconnu par *l'Encyclopédie du Mouvement flamand*¹ comme l'un des rares Wallons ayant compris le sens de ce mouvement social. Le livre de Maurice Bologne a d'ailleurs été d'abord réédité en néerlandais aux éditions *Kritak*, en 1979². Nous avons cru qu'il était bon aujourd'hui d'en assurer une nouvelle édition en français, parce qu'il constitue une contribution importante à l'effort entrepris pour se réapproprier, par l'analyse et avec un regard critique et lucide sur les événements, le mouvement réel de l'histoire de la Belgique. Une histoire qui devrait être lue et méditée, selon la belle expression d'André Renard, par «les travailleurs et le peuple wallons».

Ce que l'ouvrage de Maurice Bologne révèle, c'est que la révolution belge de 1830, à l'instar de nombreuses révolutions qu'à connues le XIX^e siècle, n'avait nullement un caractère «chimiquement pur» qui s'exprimerait, par exemple, dans une dimension exclusivement «nationale». Ce type de théorisation, souvent opérée *a posteriori*, néglige non seulement la complexité sociale et historique des événements, mais aussi évacue peut-être l'essentiel, à savoir les *mécanismes internes* de ce grand bouleversement européen que furent

les révolutions de 1830 un peu partout en Europe. En effet les classes et fractions de classes qui s'y affrontèrent avaient des projets politiques et des intérêts de classe divergents. De ce point de vue, l'ensemble des interprétations de cette révolution laissaient fortement à désirer, car elles faisaient bon marché du caractère composite de la révolution avant ce que Bologne appelle le « coup d'État » de la bourgeoisie. L'interprétation de Bologne est analogue à la démarche qui fut celle de Daniel Guérin dans son étude de l'opposition entre bourgeois et « bras nus » dans la Révolution française³ et qui permit à cet auteur d'y distinguer à la fois une révolution qui était bourgeoise dans ses résultats et une révolution qui était « permanente » dans ses mécanismes internes, dans la mesure où elle avait mis en mouvement des fractions non bourgeoises, plébéiennes, de la population qu'elle avait même poussées un moment à enjamber le cadre d'une révolution purement bourgeoise. Daniel Guérin, dans sa tentative de théorisation de ces mécanismes, fit référence, quant à lui, à la théorie de la révolution permanente telle qu'elle fut développée par Léon Trotsky : « La distinction entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, c'est l'alphabet. Mais après avoir appris l'alphabet, on apprend les syllabes qui sont formées de lettres. L'histoire a réuni les lettres les plus importantes de l'alphabet bourgeois avec les premières lettres de l'alphabet socialiste »⁴. Ceci pourrait être également dit de la révolution de 1830 en Belgique. Certes, s'agissant de la Révolution

de 1789, cette interprétation apparaîtra peut-être quelque peu forcée, compte tenu de l'absence, à l'époque, d'un prolétariat totalement rapportable à celui du XIX^e siècle. Mais s'appliquant aux révolutions de 1830, notamment en Belgique, pays déjà industrialisé, cette thèse incarne davantage la réalité.

De même y a-t-il plus d'un parallèle à établir entre les critiques que Bologne a dû essuyer et celles qui furent adressées à Guérin, à qui également, il fut reproché de faire des « démonstrations brillantes et fausses », de dissoudre les hommes réels « dans un bain d'acide sulfurique », d'opérer une « réduction du politique au social » et de vouloir « forcer l'histoire »⁵. De même, faut-il l'ajouter, l'ouvrage de Guérin comme celui de Bologne ont-ils, mieux que les autres, passé le cap de la critique des historiens académiques, ainsi que le montrent bien, pour ce dernier, Gale et Vanzielegheem dans la postface à l'édition néerlandaise de l'ouvrage⁶.

1830 : deux interprétations dans la mémoire collective

Le livre de Bologne doit en effet être lu dans la mesure où, schématiquement, deux interprétations dominent la mémoire collective. Elles tendent et même visent à masquer l'aspect prolétarien de la Révolution belge.

Voyons tout d'abord la thèse, à plusieurs variantes d'ailleurs, dont l'économie générale est fondée sur une sorte d'hypostase du couple historique « État-Nation ».

Ces deux entités sont posées en général comme des éléments quasi *a priori* ou, en tout cas, comme des éléments vers la formation desquels sont tendus – ou sont censés être tendus – tous les ressorts de l'histoire. L'État-Nation devient ainsi l'incarnation même du mouvement de l'histoire. Alors qu'il s'agit d'expliquer sa formation par l'histoire, il devient, paradoxalement, le lieu historique par excellence. C'est la thèse la plus répandue. Elle a pour elle l'existence même de l'État-Nation belge, de son enseignement, de son discours idéologique justificateur – explicite ou implicite – à travers l'ensemble des structures étatiques.

Il y a aussi la thèse que nous appelons « fédéraliste » et qui pourrait être aussi séparatiste ou « rattachiste », wallonne ou flamande. Elle utilise la phrase fameuse de Jules Destrée : « Sire, il n'y a pas de Belges » ; elle met l'accent sur ce fait, incontestable sous plusieurs rapports, que la Belgique est un État artificiel, créé de toutes pièces par les grandes puissances. Du côté wallon, ce caractère artificiel est parfois plaidé comme un argument en faveur du rattachement à la France. Du côté flamand⁷, en revanche, le « caractère artificiel » de la Belgique illustre la douloureuse coupure, au XVI^e et au XIX^e siècle, d'une unique nation néerlandaise. A cela s'ajoutent encore quelques considérations linguistiques qui jouent un grand rôle du côté flamand, un rôle moindre du côté wallon. Chez les Flamands, on rejette un 1830 bourgeois et francophile (voire fomenté par la France et accompli par les « têtes brûlées de Liège »)⁸. Cette

révolution a en effet imposé le français comme seule langue officielle. Du côté de la bourgeoisie francophone on reste attaché à la « Belgique en français » de 1830. Ajoutons que les premiers pas du mouvement wallon, d'ailleurs coupé, alors, de toute assise populaire, étaient intensément patriotiques et « unitaristes » pour s'exprimer dans le vocabulaire d'aujourd'hui⁹.

Examinons maintenant comment fonctionnent idéologiquement ces deux thèses dans la mémoire collective et dans quelle mesure elles concourent à *occulter* la réalité historique de 1830, c'est-à-dire non seulement la participation active des couches plébéiennes dans la révolution, mais – surtout – la *confiscation* de la victoire par la classe bourgeoise et ses appareils politique et militaire. La façon dont l'idéologie dominante s'enracine et se déploie dans la conscience collective mériterait davantage d'analyses, d'autant plus que cette manière de dissimuler la confiscation bourgeoise de 1830 s'est muée en confiscation idéologique de son sens historique. L'« oubli » du travail de Bologne en témoigne à suffisance.

Fonctionnement de la thèse Étatiste-Nationaliste

Nous n'avons pas la prétention de nous livrer ici à un travail historique. En fait, la première thèse, celle qui valorise et hypostasie l'État-Nation, est directement lisible dans les illustrations de nos manuels scolaires, et

c'est, entre autres, par ce véhicule que cette forme d'idéologie s'est imposée et s'impose encore aujourd'hui. Ce qui surprend le plus dans cette iconographie, c'est qu'elle ne paraît pas illustrer ce qu'elle est pourtant censée rapporter, c'est-à-dire une *révolution*, fût-elle typiquement bourgeoise. On s'attendrait à y trouver des luttes, le sang, le feu, la mort. En réalité, on contemple beaucoup de « bourgeois épanouis », triomphants, réunis autour de tables couvertes de parchemins, et qui semblent « poser devant la caméra » dans un décor calme et paisible. Au hasard, examinons un manuel assez récent destiné à l'école primaire¹⁰. Quatre images illustrent la 32^e leçon intitulée *La Révolution belge de 1830* : une visite de Guillaume de Hollande à John Cockerill ; le chahut étudiant à la sortie du Théâtre de la Monnaie, le soir du 25 août ; le départ de Liège des volontaires liégeois dans la cour du palais des Princes-Evêques, avec comme figure dominante la personne de Rogier ; un épisode de la bataille du Parc. En somme, seule cette dernière illustration montre véritablement la révolution en acte. Mais elle montre les émeutiers belges déjà revêtus de l'uniforme bleu qui sera bientôt celui de l'armée régulière du jeune royaume. L'émeute est présentée *sous un jour normalisé*. Il en va de même pour le chahut étudiant où l'on voit tout le monde porter canne et chapeau haut-de-forme. Tout le monde est bien habillé, propre, presque souriant. Il suffit de regarder ces images, présentes dans tous nos manuels scolaires, où l'accent est particulièrement mis sur la stabilité et le carac-

tère figé des «révolutionnaires», pour comprendre cette loi énoncée par les auteurs de *La Belgique, État constitutionnel modèle* : la bourgeoisie nie « qu'elle se hausse par la violence révolutionnaire aux privilèges que lui accordent les conditions politiques et économiques modernes [...] elle crache sur ceux qui se sont battus pour l'y amener [...] c'est là la théorie officielle de la bourgeoisie belge, qui prétend être arrivée au pouvoir sans révolution véritable : on la trouve aussi bien chez Pirenne que chez Kurth »¹¹. Autrement dit, ce que semble nier la thèse officielle (la version patriotique des événements de 1830), ce n'est pas seulement la composante prolétarienne, plébéienne, de la révolution : elle nie en fait que 1830 puisse ressembler en quoi que ce soit à une révolution. Elle nie que 1830 soit une «révolution». En effet, dans les récits bourgeois, revient à tout moment le mot «ordre». Ces relations semblent s'acharner à donner raison à Bologne qui pense justement que la bourgeoisie ne songeait qu'à rétablir l'ordre en 1830, quitte, finalement, à ce que cet ordre change de chapeau ou de drapeau. Sans doute les narrations bourgeoises s'intitulent-elles «révolution», mais c'est pour insister directement sur l'ordre, sans s'apercevoir de cette contradiction grossière, parfaitement lisible, comme nous allons le voir.

L'«ordre» et ses symboles

Les signes ou les symboles mis en évidence dans ces comptes rendus renvoient à cette même idée d'ordre :

le drapeau tricolore belge est en fait, au départ, le drapeau d'une garde bourgeoise qui entend écraser la « fange », c'est-à-dire ceux qui s'insurgent au mois d'août. C'est là d'ailleurs le terme employé dans la première version de la *Brabançonne* que Bologne reproduit dans son ouvrage.

En rapportant, dès 1867, les événements de 1830, le professeur Th. Braun, de l'École Normale de Nivelles, écrit : « Un mois à peine s'était écoulé, depuis les journées de septembre, et déjà l'*ordre* était établi, la nation marchait vers un but déterminé [...] »¹². Un manuel de 1930 prend les choses en amont : « Le 25 août 1830, la représentation de la Muette de Portici à la Monnaie provoqua à Bruxelles une bruyante manifestation anti-hollandaise qui menaça de prendre une tournure anarchique. Pour rétablir l'*ordre*, la bourgeoisie s'arma [...] »¹³. Trente ans plus tard, le manuel de Grout, déjà cité, écrit dans le même sens : « Pour éviter le pillage et maintenir l'*ordre*, les bourgeois durent organiser une police de volontaires [...] »¹⁴. L'hebdomadaire *L'Événement*, du 30 août 1980, présentant 1830 à ses lecteurs, lors du cent-cinquantième anniversaire, insiste sur « le spectacle imposant d'un peuple armé pour la conservation de l'*ordre* et le maintien des libertés publiques ». Comment cette farouche volonté de « maintenir l'*ordre* » s'inscrit-elle dans des événements révolutionnaires, voilà qui n'est jamais expliqué. Pour le faire il faudrait décrire le comportement et les projets opposés des classes sociales par rapport à la nécessité de l'« ordre ». Mais la thèse officielle ne peut évidemment parler de cette

opposition sans brouiller l'image d'une révolte *unanime* du peuple belge. L'« origine », au sens où Debray en parle, doit rester pure et parfaite, si elle sert à reconstituer la « totalité nationale » : pas question d'y admettre des discordances.

Dérision ou « folklorisation »

Pourtant – il le faut bien ! – même les manuels conformistes évoquent les combats et les luttes, mais alors uniquement quand ils se tournent contre les Hollandais. Justement, la focalisation des événements socio-politiques sur un Ennemi étranger permet de refaire l'unanimité entre les diverses classes qu'on imagine participer au combat. On sait cependant que cet unanimisme était non seulement loin d'être acquis, mais que, en plus, la bourgeoisie s'est elle-même soigneusement et craintivement abstenue de se mêler aux combats dits patriotiques. Et même si, parfois, il arrive que l'on admette que la majorité des combattants étaient des prolétaires, on s'en tire en prétendant que leurs motivations étaient purement patriotiques. C'est ainsi que Jacques Logie écrit, avec un paternalisme irritant que déforce sa thèse : « Ces braves ne luttaient pas pour établir un nouvel ordre social [...] ils résistaient aux troupes gouvernementales qui apparaissaient, à leurs yeux, comme étrangères [...] »¹⁵. Étrangères, certes, mais surtout étrangères à leur classe, classe de pauvres, d'artisans et de plébéiens. Maurice Bologne a montré, dans un autre livre¹⁶, que les idéaux démocratiques, et même

le « socialisme » d'un De Potter étaient bien connus du public, d'autant mieux connus que De Potter est une des personnalités les plus populaires en Belgique à cette date. Selon Bologne, il porte les aspirations populaires en septembre 1830, mais ne parvient pas à s'imposer au sein du gouvernement provisoire qui le compromettra habilement aux yeux de l'opinion.

On observe la double occultation : d'une part, on veut bien reconnaître que des prolétaires prirent part aux combats, mais alors nullement en tant que prolétaires ; et d'autre part, on « oublie » d'informer que les bourgeois, eux, c'est bien en tant que bourgeois qu'ils s'abstinrent de participer à ces mêmes combats, qualifiés, au demeurant, de « patriotiques ». Et si d'aventure cette participation du petit peuple venait à être mise en évidence, la présentation bourgeoise de 1830 possède une arme ultime pour la dévaloriser : la folklorisation. Tout le monde connaît, en Belgique, la figure de Charlier. Il suffit de réfléchir un peu pour se rendre compte que la « jambe de bois » du fameux Liégeois, son canon... ne sont là que pour entourer de dérision folklorique un personnage de la résistance populaire. On s'est même interrogé sérieusement sur le point de savoir si cette jambe de bois était la droite ou la gauche ! D'ailleurs, à côté de la seule image illustrant une phase de la Révolution en acte, le manuel que nous citons plus haut pose trois questions, dont deux renvoient aux signes dont nous parlions (drapeaux et uniformes). La troisième s'énonce ainsi : « A quoi reconnaissez-vous le Liégeois Charlier ? »⁷.

Nous ne sommes pas des grincheux, et nous savons les enfants friands de ce genre de détails, mais une pédagogie plus progressiste ne pourrait-elle pas relever l'élément permanent de la lutte entre les classes ? En vertu de quel principe l'iconographie de l'idéologie dominante s'érige-t-elle en « méthode pédagogique » de vulgarisation de l'histoire ? La folklorisation de 1830 est en marche dès les premières années du Royaume. Marx l'observe, en 1848, lors de la préparation des fêtes commémorant les Journées de Septembre, et il laisse percer son mépris pour le plus bourgeois des États bourgeois d'alors : « *L'Observateur* a enrichi le programme des fêtes de septembre d'une réjouissance : un défilé – un *Ommeganck* général – en l'honneur du *Doudou* de Mons, du Houplala d'Anvers et du Mannequin-Pisse (*sic*) de Bruxelles [...] »¹⁸. Notons en passant que cette ruée vers le folklore et la folklorisation de 1830 s'est produite alors même que sévissait l'une des plus graves crises économiques du siècle, crise dont les effets sociaux et politiques ont secoué l'Europe entière, à l'exception justement de la Belgique. Conservateurs anglais, junkers allemands et absolutistes russes n'ont pas manqué de féliciter la bourgeoisie belge d'avoir pu garder la Belgique à l'écart de la grande tourmente de 1848. Ainsi que le dira un député à la Chambre, commentant la révolution européenne de 1848 : « Pour faire le tour du monde, la Liberté n'a plus besoin de passer par la Belgique ». Cette « liberté » se résumait alors, pour une grande partie de la population belge, au « droit » à la mi-

sère, à la mendicité chronique, voire à mourir purement et simplement de faim. La folklorisation prend, dans ce contexte, un aspect qui révolte jusqu'à l'écoeurement puisque – Pirenne lui-même en témoigne – si la Révolution ne déborde pas en Belgique à l'époque, c'est en raison de l'extrême dénuement des masses!¹⁹ Or, le fait que la Belgique ait « tenu » en 1848 est souvent présenté à notre admiration patriote: « La Belgique, nous conte Rogier, tient comme un roc, impassible contre les assauts de l'histoire universelle, *elle ne bouge pas* ». Elle ne bouge pas: on peut voir en 1848 le moment décisif du ralliement de la bourgeoisie belge et européenne à l'existence du nouvel État. Et il convient de rapprocher ce ralliement-là de celui, cette fois, *des masses*, en 1914, dans un contexte international également troublé. Puisque nous sommes à parler de folklorisation, il est bon d'évoquer ici la manière dont l'État belge fêta son cent-cinquantième anniversaire à travers une fête nautique dont certains soulignèrent le caractère « grotesque » et qui, il est vrai, ne suscita, aux dires des journaux les plus unitaristes, qu'une indifférence polie, à peine bienveillante en Wallonie, parfois carrément hostile en Flandre.

Fonctionnement de la thèse « fédéraliste »

Si la thèse Étatiste-Nationaliste sur 1830 est encore fort répandue en Wallonie et à Bruxelles, il ne faudrait pas croire que la thèse que nous nommons « fédéraliste »

soit sans écho. De la même manière que la théorie Étatiste-Nationaliste projette un état de choses existant (l'État belge) dans des événements du passé, la proposition « fédéraliste » part d'une perception aiguë de la disparité entre les populations wallonne et flamande, pour décréter que la création de la Belgique en 1830 fut artificielle. Disons tout de suite que cette thèse (apparemment plus critique), pas plus que la précédente, ne discerne le processus interne à la révolution belge qui mène à l'institution de la Belgique en tant qu'État indépendant. Elle semble dire la même chose que Bologne en prétendant que l'État belge est une construction, un artifice. En réalité, nous verrons que la thèse de Bologne lui est tout aussi étrangère.

Voici, par exemple, comment s'exprime Etienne Duvieusart, qui représente un courant d'idées ultraséparatiste : « Un État est l'expression juridique soit d'une Nation, soit d'un réseau d'intérêts et de relations implantés sur un territoire ; une Nation – ETHNIE – s'impose, sa pérennité s'inscrit dans le cœur de chacun de ses concitoyens ; une coalition étatique d'intérêts et de relations n'atteint pas cette nature ; elle n'en est pas moins digne de respect ; elle se fonde sur ce que les juristes appellent avec exactitude l'*affectio societatis* ; elle est fonction de l'intensité de cette *affectio* qui en appelle tant au cœur qu'à la raison ; l'existence d'une telle coalition, contrairement à celle d'une Nation, n'est point transcendante à des périodes de divergences »²⁰. On pourrait discuter des concepts employés par Duvieusart

pour fonder sa théorie de la « nation » (une théorie qui se voudrait distincte de celle qui légitime et fonde l'État-Nation). En tout cas, pour lui, la Belgique n'est pas une Nation au sens qu'il donne à ce mot. Robert Devleeshouwer exprimait dans *Critique Politique*, à partir de considérations différentes, la position suivante : « En 1830, les forces politiques qui font la Belgique n'imposeront sa survie qu'à la condition que l'Europe y consente. Et les puissances finissent par y consentir, à condition que la Belgique soit à nouveau aliénée en partie [...] elle n'existe que dans la mesure où elle est déposée de ses initiatives extérieures [...] La nationalité belge est en quelque sorte une nationalité négative, *a contrario*, non vécue à l'intérieur de ses frontières [...] »²¹. Plusieurs courants séparatistes ont souligné ce phénomène, et Duvieusart lui-même affirme : « La Belgique procède de la volonté des puissances étrangères d'amputer une portion de l'Empire français dans un souci d'équilibre européen »²². Très proche du même Duvieusart, René Swennen écrit : « La Belgique ne fut jamais véritablement une nation. La "nation belge" de Godefroid Kurth est une fable. L'État belge est né d'un compromis entre puissances, ne possède rien qui lui soit propre, ni langue, ni culture, ni histoire, ni littérature, ni identité de mœurs [...] »²³. Le courant d'idées qui professe la « belgitude », se réclame, lui, de cette non-identité – ou de cette moindre identité – mais en lui donnant un sens positif. Christian Delacampagne décrit ainsi le courant littéraire qui invoque la « belgitude » :

« Ce ne sont pas les caractéristiques positives, concrètes d'un pays (à supposer qu'elles existent) qui s'expriment dans l'écriture. C'est plutôt l'absence de caractéristiques, le négatif, le creux, l'éloignement des origines et la perte de toute patrie »²⁴. Quelques socialistes radicaux de la province du Luxembourg ont publié, il y a quatre ans, une petite brochure intitulée : *Manifeste pour une République wallonne*. Ils y notent : « Née d'une volonté étrangère, sorte de cheval de Troie de l'Angleterre, point axial de l'équilibre des nations européennes [...] (la Belgique est) la clef de voûte de l'équilibre européen [...] un élément de consolidation des forces conservatrices, tant à l'extérieur, au plan continental, qu'à l'intérieur de nos frontières nationales [...] »²⁵. On pourrait encore ajouter à cette liste l'ouvrage de Lucien Outers : *Le Divorce belge*, dont le succès (comme celui, plus récent, du livre de Swennen) prouve à l'évidence l'implantation très nette de l'interprétation qui ne voit qu'artifice en 1830 ou, du moins, dans l'État né de cet événement.

Les diverses positions que nous venons d'exposer amènent leurs auteurs à des conclusions fort diverses. Ainsi Swennen nie toute identité à la Belgique, mais aussi à la Wallonie. S'il est manifestement « rattachiste », il ne l'est pas dans le même sens que les auteurs du *Manifeste pour une République wallonne* qui se réclament du marxisme, de l'identité wallonne, et d'une France devenue fédérale, où le pays wallon prendrait la place d'un État autonome à côté des États autonomes breton

ou occitan. Quant au courant dénommé « belgitude », il n'est ni un parti ni un mouvement. Si tant est qu'il ait une position politique – ou ayant des prolongements politiques –, il se distingue des divers courants que nous avons recensés rapidement.

La thèse que nous appelons schématiquement « fédéraliste » tend à souligner, dans les événements de 1830, les éléments et les acteurs qui font songer que cette révolution visait à la réunion de la Belgique à la France. Elle ne ferait dès lors que substituer un Étatisme-Nationalisme à un autre, français en l'occurrence.

Il faut dire un mot, enfin, du mouvement wallon. Le choix, par ce mouvement, des Journées de Septembre comme « fête nationale » de la Wallonie (en 1913), qui tranche avec la « fête » officielle du 21 juillet, consécration de l'ordre, peut avoir plusieurs significations : soit un acte de fidélité à la patrie belge devant les mises en cause grandissantes de celle-ci du côté flamand ; soit, peut-être, une sorte d'instinct, qui pousse des élites à choisir, pour le célébrer, un événement auquel les masses populaires wallonnes prirent effectivement part, et de manière prépondérante. La célébration des fêtes de Wallonie dans l'entre-deux-guerres comprenait un cortège de plusieurs milliers de personnes. Elles allaient incliner les emblèmes wallons à la place des Martyrs à Bruxelles. Un tel rite, pourtant le mieux adapté à l'histoire réelle de 1830, n'a pas été mis en œuvre par les instances officielles de l'État belge, mais par le mouvement wallon qui rejoindrait ici certains points de l'ex-

plication de Bologne. Mais nous ne nous appesantissons pas plus qu'il ne le faut sur cette trace d'une «interprétation» dans la mémoire collective, rejoignant plus ou moins celle de Bologne. La manifestation dont nous parlions est d'ailleurs tombée presque en désuétude. S'agissait-il d'ailleurs d'une manifestation wallonne et populaire ? On peut se demander si elle n'était pas plutôt francophone et antiflamande, 1830 étant alors interprété comme l'expulsion des Hollandais, mais aussi *du néerlandais*. Elle n'aurait alors qu'une signification linguistique. Dans le même contexte linguistique, la Communauté française de Belgique a également choisi de célébrer le 27 septembre. Ajoutons cependant que, dans un sens un peu différent, les militants des mouvements wallons, après 1945, parlaient de «refaire 1830». Or, le mouvement qui dresse la classe ouvrière contre Léopold III présente, en Wallonie, quelques analogies avec 1830 : la substitution des étendards wallons aux étendards belges dans certaines grandes villes ; la volonté de marcher sur Bruxelles ; le projet d'installer à Liège un gouvernement provisoire, pour accomplir la rupture avec la Belgique, sous la domination d'éléments radicaux de gauche comme André Renard. Un silence de plomb est malheureusement tombé sur ces événements – les plus importants de notre histoire intérieure – et ce que nous appelons la «mémoire collective» n'en perçoit plus très bien l'immense portée. Ici l'occultation est totale. De même que l'on pourrait s'interroger sur la façon dont la portée quasi insurrec-

tionnelle des événements de 1960-1961 a dérivé vers un régionalisme institutionnel et structurel.

Saisir son propre mouvement historique

En mettant en évidence la place et le rôle des classes prolétariennes et populaires dans la révolution de 1830, le livre de Maurice Bologne constitue une réponse directe à toutes les interprétations traditionnelles de la « Révolution belge », qu'elles soient « Étatistes-Nationalistes » ou « fédéralistes ». Même l'opuscule de Camille Huysmans²⁶, paru en 1907, cède à une optique flamande et fait la part belle aux « agents français ».

Quant à la préface de Vandervelde à l'ouvrage de Maurice Bologne, elle a ceci d'extraordinaire qu'elle tend à annuler ce qui en constitue son enjeu primordial, à savoir la mise en relief de la *dimension prolétarienne* de la révolution de 1830. En effet, cette préface considère que l'usurpation incontestable de la victoire de 1830 par la bourgeoisie, fut progressivement « corrigée » par l'action du P.O.B., qui a réussi à donner des droits politiques et sociaux au prolétariat. Certes, ces conquêtes prolétariennes sont loin d'être négligeables. Mais sur le fond, l'optique de Vandervelde rejoint la tradition nationaliste en tant qu'elle en constitue sa version *réformiste ouvrière*. « L'action du P.O.B. » ne se rapporte pas ici au mouvement et au projet *autonome* de la classe ouvrière, mais à son mouvement à l'intérieur des horizons de la société bourgeoise. On voit ici se

profiler toute l'idéologie réformiste qui intégra, par de multiples détours, les idéologies nationalistes et patriotiques typiquement bourgeoises. Caractéristique est à cet égard l'article de ce même Vandervelde : « A propos du dernier livre d'Hervé », paru dans *Le Peuple* du 30 août 1905²⁷. Bref, nous sommes ici en présence d'un des aspects du réformisme belge dont l'analyse et la trajectoire constituent un débat permanent de notre revue²⁸.

Lorsque, en décembre 1978, *Critique Politique* lançait publiquement sa discussion autour de l'histoire de Belgique et ses « énigmes » en partant de l'idée centrale que jusqu'ici la société belge fut incapable de saisir son propre mouvement historique²⁹, beaucoup ont réagi avec scepticisme ; notre démarche apparaissait alors, aux yeux de beaucoup, à la fois fort problématique et comme teintée d'un certain « élitisme ». Mais depuis lors le paysage intellectuel a quelque peu changé. Les initiatives pour redéfinir les grandes questions de notre histoire en dehors des chemins battus, n'ont fait que se multiplier. « Alors que du côté de la "société officielle" la célébration du cent-cinquantième et des divers millénaires tourne au ridicule, et prend l'allure d'un véritable délire folklorique et apologétique, du côté de nombreux chercheurs, des travaux prometteurs sont entrepris pour analyser de façon systématique et critique notre société. Incontestablement, quelque part, un éveil s'est produit. Il est à espérer que tous ces travaux aboutiront au résultat souhaité : une conscience critique nouvelle à la hauteur des exigences du présent »³⁰.

Aujourd'hui, avec la publication de l'ouvrage de Maurice Bologne, on peut enregistrer un premier résultat : l'idée que les deux thèses traditionnelles, stato-nationaliste et fédéraliste, participent de cette incapacité de la société belge de se comprendre dans son propre mouvement historique, a fait désormais son chemin. Toutes deux tentent, en effet, dès le début du mouvement de cette histoire, à le faire passer pour un ordre à établir, voire à le faire passer comme un ordre d'ores et déjà préétabli. Dans cette tradition la Belgique est un objet naturel fixe, qui n'est pas soumis aux déterminations de l'histoire :

« Créée pour assurer la stabilité et les équilibres politiques dans une conjoncture particulière de l'Europe capitaliste de la première société du XIX^e siècle, formée comme couronnement d'une certaine configuration des rapports de forces dans cette même conjoncture, construite comme expression d'un certain statu quo à l'échelle européenne, institutionnalisation d'un moment précis de l'histoire, la Belgique semble être installée dans une *synchronie* historique, la synchronie qui l'a justement consacrée comme formation sociale particulière. Il n'est pas étonnant dès lors que le mouvement historique, sous sa forme générale et abstraite, autrement dit *conceptuelle*, lui échappe entièrement. La Belgique conçoit ainsi son histoire non pas comme une *diachronie*, mais comme un agencement empirique d'une succession continue de synchronies, de moments, c'est-à-dire comme le développement *pragmatique* des conditions qui lui ont donné naissance »³¹.

Dans une telle conception, seuls subsistent des rois et des crises graves qui se succèdent selon un ordre à la fois biologique et théâtral. Les rois se découvrent comme dans un jeu de poupées russes, tandis que les « crises graves » sont aussitôt surmontées parce qu'il va de soi, d'avance, qu'aucune crise, qu'elle soit politique, sociale, économique ou communautaire, n'est à même de détruire une entité considérée comme « naturelle », celle de l'État-Nation belge. Dans certains livres d'histoire, les crises graves qui ont réellement mis en cause l'existence de la Belgique bourgeoise, subissent un traitement qui relève des scénarios et des épisodes propres à certains romans-feuilletons ou bandes dessinées : un héros – la société bourgeoise belge – traverse les pires aventures en en sortant toujours indemne. On tremble pour le héros, tout en sachant très bien qu'il triomphera finalement. Chaque crise est affectée aussitôt du même coefficient de dérision que 1830. Quand l'histoire est racontée comme cela, on n'est plus dans la réalité mais dans le mythe.

Pour sortir du mythe belge, il faudrait peut-être détruire la Belgique elle-même, comme semblent le demander certains autonomistes de part et d'autre, non pas de la frontière de classes, mais de la frontière linguistique. Mais sans attendre cette issue problématique, on pourrait se poser une question, à notre sens capitale : pourquoi personne n'a-t-il songé à établir des liaisons autres que descriptives entre les embryons prolétariens de l'insurrection de 1830 d'une part, et les mobi-

lisations ouvrières et les grèves générales de 1886, 1893, 1902, etc. ? Autre question : pourquoi personne n'a-t-il étudié le caractère international de la révolution belge en la replaçant dans le contexte des mouvements qui s'emparent des classes populaires d'un très grand nombre de pays d'Europe à la même époque ?³²

Nous ne savons comment il conviendrait de préciser ces liens, mais nous pressentons qu'ils existent, et que les établir permettrait de ressaisir le mouvement historique propre à la société belge. Un pareil travail pourrait être utilisé au bénéfice du mouvement ouvrier dans la perspective d'un élargissement du projet révolutionnaire. En tout cas nul n'a songé à entreprendre véritablement ce travail ; pas même la gauche wallonne, qui en tirerait pourtant le bénéfice de pouvoir préciser les traits de l'identité wallonne, qui tient davantage à l'histoire et aux luttes de la classe ouvrière qu'aux données linguistiques et culturelles. C'est un peu ce qu'ont commencé à faire deux chercheurs wallons, Jean Alexandre³³ et Michel Quévit³⁴.

Nous terminerons en signalant quelques traces dans la mémoire collective qui, plus que celles que nous indiquions plus haut, donnent le sentiment que l'ouvrage de Bologne, s'il reste isolé jusqu'à aujourd'hui, traduit néanmoins une conviction beaucoup plus diffuse et partagée, à des époques fort diverses, par des penseurs qui n'avaient pourtant pas vocation de réfléchir sur la totalité du « fait belge » au point de vue prolétarien.

Une réflexion de Simenon

Nous trouvons trace de cet ordre d'interprétation de 1830 dans l'ouvrage de Léon Defuisseaux paru en 1886 : *Les Hontes du suffrage censitaire*. Dans ce travail, cité par Becquet, Defuisseaux rapporte les paroles d'un ancien combattant de 1830 nommé Bils : « Ah ! si nous étions tous des électeurs ! Si, à côté du devoir noblement accompli, il y avait des droits reconnus ! Malheureusement il n'en est pas ainsi. Nous avons été capables de fonder un État et nous sommes incapables d'en élire les représentants ». Cette réflexion est intéressante parce qu'elle nous introduit directement au cœur du propos de Bologne, qu'elle confirme d'ailleurs. Un des aspects les plus spectaculaires de la confiscation bourgeoise de 1830 que décrit l'ouvrage est justement l'établissement du suffrage censitaire. On sait qu'à l'époque où Bils parle il n'y avait encore en Belgique que 100 000 électeurs. Même si le suffrage universel n'est pas nécessairement la garantie d'une démocratie véritable, son refus par la bourgeoisie, en 1830, exprime clairement sa volonté d'écarter de toute influence politique le peuple qui avait pourtant rendu possible la création du nouvel État. On voit qu'au moins en 1886, certains des acteurs populaires de 1830 étaient conscients de l'imposture bourgeoise.

Nous avons choisi deux autres traces d'une interprétation différente de 1830 ou, du moins, d'une Belgique qui devrait son existence au peuple, à la classe

ouvrière, d'une perception d'une Belgique qui « bouge ». Elles nous rapprochent de l'actualité sans pour autant nous séparer de 1830 puisqu'elles sont des réflexions sur la dernière grande grève générale (en Belgique), celle de 1960-1961. Yves de Wasseige écrivait dans la revue *Esprit* de mars 1961 : « La grève ne fut pas politique, car ses causes étaient d'ordre économique et social. Et pourtant elle fut politique, non parce qu'un gouvernement était menacé de tomber, mais parce que son résultat principal fut de remettre en question nos structures politiques, économiques et sociales. L'important est de tirer cette leçon à temps, sans attendre que d'autres conflits surgissent. N'oublions pas que notre Constitution est le résultat d'un mouvement insurrectionnel contre l'autorité légitime du pays, n'oublions pas que le suffrage universel est le résultat de plusieurs années de lutte et de trois grèves générales : l'un et l'autre nous paraissent légitimes et bons ; la démocratie économique le sera aussi tôt ou tard. »³⁵

Le second témoignage est inattendu. Il émane de Simenon. Certes, Simenon se limite à une réflexion sur les émeutes de l'hiver 1960-1961. Mais nous nous disons que les divers mouvements prolétariens qui ont agité la Belgique doivent avoir des liens entre eux... Sans qu'il nous soit possible de préciser la nature exacte de ces liens, l'intuition de l'écrivain Simenon en 1960 nous donne à penser : « J'ai été beaucoup plus impressionné que je l'aurais cru, hier et avant-hier, en voyant à la télévision des images des troubles de Belgique. Je

ne me sens pas plus belge que français, américain ou suisse, je crois l'avoir déjà dit. La Belgique est le pays où, je pense, je vivrais le moins volontiers, encore que, si j'avais une préférence (je n'en ai pas pour le moment), c'est le seul endroit que je désignerais pour le repos de mes cendres [...] Les images des foules lentes, silencieuses, dans les rues aux volets clos, m'ont rappelé la grève de mon enfance que j'ai essayé de décrire *dans Pedigree*. Et je me sens tout à coup très proche, très solidaire de ce peuple (je parle de la classe sociale que je connais à peine, que je ne fréquentais pas et dont, en réalité, j'avais très peur) [...] »³⁶

Simenon raconte ensuite les distinctions et médailles qu'il a reçues de l'État belge et qui lui font horreur : « J'aimerais me libérer de ces médailles qui me sont données par des gens que je n'estime pas, qui représentent un monde qui m'a toujours été étranger. Il n'en faudrait pas beaucoup pour que j'adresse un télégramme à la Wallonie, qui est à la tête du mouvement de révolte du peuple belge, pour leur dire que je suis avec eux [...] »³⁷

Solidarité avec une classe ouvrière wallonne en révolte, mépris du monde officiel belge, sensation d'étrangeté à son égard comme par rapport à la nationalité belge et, en même temps, sens évident de son appartenance à la Wallonie (bien qu'il le nie à l'époque), voilà des traits qui correspondent presque exactement aux sentiments d'un Bologne lorsqu'il commença à rédiger son livre. Fils du premier bourgmestre socialiste de Liège, cet autre Wallon qu'est Bologne a eu devant les

yeux le même spectacle des luttes ouvrières dans le pays liégeois. Il a toujours été persuadé que la citoyenneté belge ne signifiait rien. De plus, il pensait, et pense toujours, que l'analyse marxiste est la plus riche d'intelligibilité historique. « Les idées justes ne tombent pas du ciel ».

Bibliographie succincte

Nous signalerons ici quelques livres, non pas tellement consacrés à 1830, mais à l'historiographie de la Belgique :

Fernand VERCAUTEREN, *Cent ans d'histoire nationale en Belgique*, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1959, t. I. Le tome I de l'ouvrage de Vercauteren n'a jamais eu de suite, mais le livre suivant, quoique rédigé dans un tout autre esprit, pourrait être considéré comme cette suite :

Hervé HASQUIN, *Historiographie et Politique. Essai sur l'histoire de Belgique et la Wallonie*, Institut Jules Destrée, Charleroi, 1981.

Numéro spécial de la revue *Contradictions* intitulé : « État, accumulation du capital et lutte des classes » (n^{os} 23-24), Bruxelles, 1980.

Plusieurs numéros de la revue *Cahiers marxistes*, avec la contribution de Claire BILLEN (« Quelle histoire de Belgique ? », novembre 1980) et celle de Pierre JOYE (« Les débuts du capitalisme en Belgique », décembre 1980).

Notes (Un pavé dans la mare)

1. *Encyclopedie der Vlaamse Beweging*, p. 203.
2. Maurice BOLOGNE, *De Proletarische Opstand van 1830 in België*, KRITAK, Leuven, 1979. Postface de G. GALE et G. VANZIELEGHEM.
3. Daniel GUÉRIN, *La lutte des classes sous la première République. Bourgeois et «bras-nus» (1793-1797)*, Paris, Gallimard, 1946 (2 vol.).
4. L. TROTSKY, «La révolution permanente», in *De la révolution*, Paris, Ed. de Minuit, p.339.
5. Ces citations sont tirées de Jean-Paul SARTRE, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960, p. 34-37.
6. Dont on trouvera un résumé infra.
7. C'est la thèse défendue par Manu RUYS, dans *Les Flamands*, Ed. Lannoo, Tielt, 1974.
8. *De Spectator*, juillet 1980.
9. C.F. BECQUET, *La Belgique bilingue, cette grande illusion*, Institut Jules Destrée, p. 22 et ss, Charleroi, 1977.
10. G. GROUT, *Histoire des Belges*, H. Dessain, Liège-Paris, 1967.
11. Note in *La Belgique, Etat constitutionnel modèle*. Ed. Fil du Temps, Paris, s.d., p.109.
12. Th. BRAUN, *Nouveau livre de lecture*, H. Dessain, Liège, 1867, p. 178.
13. J. SCHOONYANS, *Résumé d'histoire de Belgique*, Wesmael-Charlier, Namur, I, 1930, p. 99.
14. G. GROUT, *op. cit.*, p. 102.
15. J. LOGIE, 1830. *De la régionalisation à l'indépendance*, Duculot, Gembloux, 1980. (Cf. *Critique Politique*, n°7-8, 1980-1981, Edouard LEGRAIN, «Bons baisers du prolétariat», p. 171-183.)
16. Maurice BOLOGNE, *Louis de Potter, Histoire d'un banni de l'Histoire*, Liège, 1932.
17. G. GROUT, *op. cit.*, p. 102.
18. Karl MARX, in *Marx-Engels Werke*, Berlin, 1959, p. 318 (tome V).

19. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, Bruxelles, 1932, t. VII, p. 125 et 282.
20. E. DUVIEUSART, *Pour l'indépendance de la Wallonie*, Charleroi, 1980, p. 12.
21. R. DEVLEESHOUWER, in *Critique Politique*, n°2, p. 24 et 34.
22. E. DUVIEUSART, *op. cit.*, p. 12.
23. R. SWENNEN, *Belgique Requiem*, Julliard, Paris, 1980, p. 132-133.
24. *Le Monde-Dimanche*, du 4 janvier 1981.
25. *Manifeste pour une République wallonne*, Cahiers du C.E.R.A.S., n°1, Virton, 1976, p. 9-10.
26. K. HUYSMANS, *De Omwenteling van 1830*, Gand, 1907.
27. *Critique Politique* entend entreprendre, dans le cadre de sa rubrique «Nationalisme-régionalisme», la publication de nombreux textes, comme celui de Vandervelde, oubliés ou inconnus du grand public afin de resituer, historiquement, un débat dont l'actualité ne fait que se confirmer.
28. Voir *Critique Politique*, n°6, septembre 1980: Alain BIHR, «Intégration ouvrière et désintégration du capitalisme»; Serge DERUETTE, «La nature de l'organisation ouvrière en Belgique: le libéralisme social»; G. DESOLRE, «Caractères et mystères du réformisme belge»; Roland LEW, «Peut-on parler d'une énigme du réformisme belge?». *Idem*, n°7-8: Alain BIHR, «Mises au point»; Serge DERUETTE, «Trahison de la vérité ou vérité de la trahison? A propos de l'organisation ouvrière belge».
29. *Critique Politique*, n°1, décembre 1978, p. 10 et ss.
30. *Critique Politique*, n°6, septembre 1980, p. 67.
31. *Critique Politique*, n°1, décembre 1978, p. 10.
32. Le caractère *cosmopolite* des révolutions de l'époque mériterait, en soi, une considération particulière. Que l'on pense, par exemple, aux révolutionnaires polonais, ainsi qu'au général Mellinet, français, qui fut plus tard condamné à mort pour sa participation à l'incident de Risquons-Tout en 1848, lorsque Karl Marx fut expulsé du territoire belge.
33. Jean ALEXANDRE, *Le déclin wallon*, thèse de doctorat, Paris, 1979.
34. Michel QUÉVIT, *Les causes du déclin wallon*, EVO, Bruxelles, 1978.
35. Yves DE WASSEIGE, «Les grèves en Belgique», in *Espit*, mars 1961, p. 503.
36. Georges SIMENON, *Quand j'étais vieux*, t. II, Presses de la Cité, Paris, 1970, p. 116-117.
37. *Ibid.*, p. 118.

Maurice Bologne

**L'Insurrection
prolétarienne
de 1830 en Belgique
(1929)**

Introduction par Emile Vandervelde

Introduction

CE PETIT LIVRE apporte une contribution d'un vif intérêt à l'histoire des origines de l'indépendance belge.

Jusqu'en ces dernières années, tous ceux qui ont écrit sur la Révolution belge en ont fait la légende plutôt que l'histoire.

La bourgeoisie victorieuse s'est représentée elle-même, dans des attitudes héroïques, luttant pour le redressement de griefs dont le peuple entier avait à souffrir et pour la conquête des libertés politiques dont la Constitution de 1831 a été la grande charte.

Il a fallu le sixième volume de Pirenne, pour que les dessous économiques de la Révolution commencent à transparaître, et qu'un peu de lumière se fasse sur ce que fut, au cours des événements, le rôle du prolétariat.

Voici que très opportunément, à la veille du Centenaire, la monographie de Bologne nous apporte, sur ce point, d'importantes précisions.

Il montre que, du point de vue bourgeois, à la veille de 1830, les rapports entre Belges et Hollandais étaient

moins tendus ; que la plupart des griefs d'ordre politique avaient pris fin ; que Guillaume, le roi d'affaires, le fondateur de la Société Générale, n'était nullement impopulaire parmi les industriels des provinces du sud ; bref, que si la bourgeoisie réclamait des réformes elle était aussi loin que possible de souhaiter une révolution.

Pirenne le constate d'ailleurs : « À la veille de la Révolution de 1830, le Royaume des Pays-Bas semble bien avoir été l'État le plus prospère de l'Europe occidentale et cette prospérité se manifeste d'une manière plus éclatante encore dans sa partie belge que dans sa partie hollandaise. »

Mais de cette prospérité, la bourgeoisie était seule à profiter. Le prolétariat, au contraire, connaissait toutes les misères qui ont marqué, à ses débuts, le développement de la grande industrie mécanique, misères que la politique fiscale du gouvernement hollandais avait cruellement aggravées.

Aussi, quand arrive la nouvelle des « trois glorieuses » de Paris, ce sont les travailleurs seuls qui subissent la contagion de l'exemple et, lorsque, les 24 et 25 août, des émeutes se produisent à Bruxelles, un futur membre du Congrès national peut écrire à son fils : « Tout cela se fait pour la mouture et l'abatage et pour les machines à vapeur qu'on ne veut plus souffrir. »

Dès que le mouvement se produit, d'ailleurs, la bourgeoisie réagit. On arme la garde bourgeoise, non contre les Hollandais, mais contre les ouvriers de Bruxelles et, au lendemain de la répression, les notables rédigent une

adresse au roi Guillaume et d'Hoogvorst promet en leur nom, le 31 août, « que l'ordre légal rentrerait en pleine action et l'autorité royale en tous ses droits, dès que l'exaltation populaire serait tant soit peu apaisée ».

Comment, malgré tout, l'insigne maladresse du Gouvernement royal, l'intervention provocatrice des troupes hollandaises et, aussi, l'élan révolutionnaire de la « vile multitude », finit par amener la bourgeoisie elle-même à des actes décisifs, il faut le lire chez Bologne. Ces quelques lignes d'introduction n'ont point pour but de le résumer.

Aujourd'hui que la Constitution belge ne consacre pas seulement des libertés qui, pendant longtemps, profitèrent presque exclusivement à la bourgeoisie, mais des *droits* que, par un demi-siècle d'efforts, le prolétariat a su conquérir, les travailleurs belges, lors du Centenaire, se souviendront des héros obscurs qui ont été les précurseurs de leur mouvement d'émancipation.

E. Vandervelde, 1929.

Les vérités dévoilées par la méthode marxiste sont extrêmement désagréables et désavantageuses à la bourgeoisie.
Pokrowsky

Avertissement

Ce livre, offert aux travailleurs de Flandre et de Wallonie, est le résultat d'une étude objective basée sur la conception marxiste de l'histoire, appelée communément matérialisme historique.

Pour tout marxiste, les révolutions sont l'œuvre d'une classe sociale agissant sous la poussée de causes économiques déterminées, contrairement à la conception idéaliste des historiens bourgeois qui attribuent les révolutions à des volontés individuelles et à des causes morales.

« On ne pourrait même plus concevoir, aujourd'hui, écrit Vandervelde, une étude historique, ou une action politique qui, s'en tenant à la surface des choses, ne tiendrait pas compte de ce que Marx appelait le facteur économique sous-jacent »¹.

Vue sous cet angle, la Révolution belge de 1830 soulève un problème capital qui n'a pas encore été abordé, pour autant que nous le sachions : *quelle classe a fait la révolution et laquelle en a profité ?*

C'est cette façon de poser le problème et sa solution que nous opposons à la thèse officielle de l'incompatibilité d'humeur des habitants du nord et du sud des anciens Pays-Bas, thèse que l'on trouve dans tous les manuels scolaires de Belgique.

La bourgeoisie des provinces belges avant 1830

Les événements politiques sont soumis à l'influence dominante des faits économiques. Le fait économique essentiel de l'histoire, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, est l'existence de *la propriété privée d'instruments de production* qui entraîne la division des hommes en deux classes hostiles : les *possédants* et les *non-possédants*.

A notre époque, c'est-à-dire depuis le début du siècle passé, la classe des possédants est constituée par la *bourgeoisie*. Le *prolétariat* forme la classe de ceux qui ne possèdent pas.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la Belgique avait été un pays essentiellement agricole avec une industrie rurale. La naissance du capitalisme coïncide avec les années de la Révolution française et se continue pendant le régime hollandais². Le fait principal de cette période est donc la formation du capitalisme et de ses classes : la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est l'attitude de ces deux classes dans la Révolution belge que nous devons étudier. Les individus qui pri-

rent part à ces événements ne nous intéressent qu'en fonction de la classe qu'ils représentent, consciemment ou non, le plus souvent sans en avoir l'intention.

Tous les historiens belges attribuent la Révolution de 1830 au *peuple belge*. Cette expression est vide de sens concret et est purement métaphysique. C'est une abstraction. Or l'histoire n'est pas faite d'abstractions, elle est l'œuvre des hommes groupés en classes.

Le peuple belge métaphysique est une parcelle de l'appareil idéologique de la bourgeoisie régnante. Cela ne signifie rien ou cela signifie *bourgeoisie belge*.

Et c'est en effet bien cette dernière acception que nous donne l'analyse du symbole *peuple belge* tel que les historiens bourgeois, c'est-à-dire non marxistes, l'emploient dans leurs *Histoires de Belgique*.

En fait, ces historiens attribuent la Révolution belge à l'action de la bourgeoisie.

C'est un premier point à examiner et qui semble vrai à première vue: il suffit de parcourir la liste des grands hommes de 1830.

Mais il nous faut plus que l'apparence extérieure. Notre devoir est de fouiller jusqu'à trouver les causes matérielles qui auraient poussé la bourgeoisie belge à secouer le joug de la bourgeoisie néerlandaise.

Nous devrions pour cela établir que la bourgeoisie belge subissait une crise économique grave dont elle ne pouvait sortir que par la violence.

Or, des économistes et des historiens³ ont constaté que la Révolution de 1830 n'est pas justifiée économi-

quement, que la bourgeoisie était loin de préparer une révolution et qu'elle espérait seulement que la *Révolution de Paris* hâterait le redressement *légal* des quelques griefs *politiques* qu'elle formulait contre le gouvernement des Pays-Bas.

Il n'est en effet pas trace de griefs *économiques* sérieux à la veille de 1830. On peut affirmer, au contraire, que le gouvernement du roi Guillaume fut le guide le plus attentionné et le plus averti de la jeune bourgeoisie belge inexpérimentée, qui créait avec peine l'industrie et le commerce capitalistes.

Le gouvernement avait une tâche lourde de difficultés économiques provenant de la nature différente de l'économie du nord et de celle du sud : celle-ci surtout industrielle, celle-là essentiellement commerciale.

Les intérêts de ces deux branches de la production étaient loin de concorder. La bourgeoisie commerçante du nord est naturellement libre-échangiste. La jeune bourgeoisie industrielle du sud doit lutter pour la conquête du marché intérieur contre les industries anglaises et françaises. Elle est de ce fait protectionniste.

Il fallait satisfaire à ces intérêts divergents et le gouvernement des Pays-Bas n'était pas loin d'y arriver lorsque éclata la révolution *inattendue* de 1830.

La fin du régime français avait évidemment été funeste pour l'industrie belge. C'était un vaste débouché qui lui échappait⁴. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le début du règne de Guillaume suscitât les plaintes de la bourgeoisie du sud qui réclamait, entre

autres, des droits d'entrée plus élevés sur les produits des industries étrangères concurrentes. Mais dès 1816, elle obtenait un commencement de satisfaction, lorsqu'ils furent portés au taux moyen de 8 à 10 %⁵.

« En 1819, écrit de Gerlache, le roi qui voulait se concilier l'affection des Belges fit prévaloir un système d'impôts favorable à leurs intérêts. On chargea le sucre et le café, malgré les réclamations du haut commerce. On établit des droits sur les produits étrangers afin de favoriser les manufactures indigènes. »⁶

Les progrès de l'industrie belge à partir de cette époque furent ininterrompus.

L'industrie cotonnière, subsidiée par le roi⁷, profita des perfectionnements apportés en Angleterre et en France. De 150 000 en 1826, le nombre de broches à Gand passa à 283 000 en 1830⁸. La fabrication du coton était arrivée à un haut degré de prospérité sous le régime hollandais et la Révolution lui porta un coup sensible⁹.

Une loi de 1826 avait, en effet, transformé les droits qui frappaient différentes espèces de tissus de manière à laisser la maîtrise du marché intérieur aux producteurs belges¹⁰. D'autre part, le marché des Indes lui avait été acquis dès 1822, grâce aux mesures protectionnistes du gouvernement¹¹. Le tonnage au port d'Anvers double en dix ans; des canaux sont creusés, dont celui de Bruxelles à Charleroi; la canalisation de la Sambre est achevée en 1829; des nouvelles routes pavées sont établies. Avec l'aide de Guillaume, de grandes industries capitalistes surgissent dans les provinces du

sud, à Gand (*Phénix*), à Seraing (*Cockerill*), dans le Hainaut¹².

Aussi la popularité du roi, l'inspirateur de la politique économique des Pays-Bas, était-elle grande dans le monde des affaires des provinces belges. Quand il y fit un voyage en 1829, *à la veille même de la Révolution*, la bourgeoisie lui fit un accueil délirant¹³. Ce fait montre clairement que la politique néerlandaise était conforme aux intérêts de la bourgeoisie belge¹⁴.

Dans ces conditions, elle ne pouvait pas désirer la révolution. Ses griefs, nous l'avons vu, étaient purement politiques et pouvaient avoir une solution constitutionnelle. Bien plus : ils sont de si minime importance que Pirenne estime qu'ils n'existent plus. « Les griefs qu'elle invoquait à l'origine avec tant d'âpreté n'existent plus, écrit-il. Il n'y a plus de Collège philosophique, plus d'arrêté de 1815, plus d'abatage et de mouture ; le Concordat est maintenant appliqué, et le 4 juin le roi retirera même les mesures linguistiques imposées en 1819 »¹⁵.

Le prolétariat des provinces belges avant la Révolution

À la veille de 1830, la bourgeoisie belge, comme classe sociale, était formée par les nobles, les ecclésiastiques, les commerçants et les industriels. Les ducs d'Arenberg et d'Ursel, les princes de Ligne, de Chimay et de Gavre, les marquis de Treizegnies, d'Assche et de Lalaing, les

comtes de Mérode, d'Aerschot, Vilain XIII, d'Oultremont et de Mercy d'Argenteau, les barons de Sécus et de Stassart, les commerçants et industriels Engler, Meeus, Coghen et Mertens étaient considérés comme les plus riches et les plus influents de la bourgeoisie belge¹⁶.

On pourrait s'étonner de cette incorporation de la noblesse et du clergé dans la bourgeoisie. Les documents de l'époque nous montrent cependant que ces groupes forment le noyau réel du capitalisme belge. Ils étaient les détenteurs de la richesse. Ce sont leurs capitaux qui alimentent l'industrie et la créent. Ils deviennent propriétaires des principaux charbonnages.

Les plus grands seigneurs du pays, tels Mercy d'Argenteau, d'Oultremont et d'Aremberg, ont demandé des concessions de mines au gouvernement hollandais¹⁷.

Quant au prolétariat, il était déjà très nombreux. Son importance comme facteur actif de la société du XIX^e siècle a été fréquemment méconnue. Il s'était formé à la suite de l'accroissement rapide de la population qui caractérise la première moitié du siècle¹⁸. En 1802, il n'y avait que 220 ouvriers cotonniers à Gand, en 1810 il y en aura 10 000¹⁹. Vers 1825, la Flandre orientale devait compter plus de 150 000 ouvriers dans les manufactures de coton. L'ensemble des provinces du sud employait plus de 220 000 ouvriers de cette industrie. Cockerill avait déjà 2 500 ouvriers. Dans le Hainaut, le charbonnage du Grand Hornu crée en 1816 une cité ouvrière de cinq cent vingt maisons²⁰. Cette formation

soudaine du prolétariat s'explique encore par l'exode des paysans dépossédés lors de l'aliénation des forêts et des biens communaux, commencée sous le régime français et continuée sous le régime hollandais²¹. De plus, la hausse inouïe du fermage avait créé des ruines nombreuses²².

Ce prolétariat fut fortement éprouvé dès le début de l'existence du Royaume.

Une crise économique des plus graves sévit pendant l'année 1817. L'été de 1816 avait lui-même été des plus mauvais. Le même désastre recommença en 1817, aggravé par une maladie de la pomme de terre, aliment essentiel des travailleurs du sud. La famine dressa son spectre²³.

Depuis 1814, l'industrie déclinait sous la concurrence anglaise. De nombreuses manufactures avaient fermé leurs portes, réduisant des milliers d'ouvriers au chômage²⁴. La misère des masses, qui avait été grande pendant les dernières guerres napoléoniennes, devint alors plus tragique. « Des milliers de miséreux parcouraient les campagnes, écrit Terlinden, mendiant du pain de maison en maison ; les municipalités manquaient de ressources pour leur venir en aide ; les habitants terrifiés, tapis dans leurs demeures, entendaient, jour et nuit, les plaintes et les hurlements de cette multitude affamée qu'ils étaient dans l'impossibilité de secourir. Certains déterraient les pommes de terre et s'en nourrissaient sur place, d'autres assaillaient les boutiques des boulangers et se jetaient, comme des

fous, sur les sacs de farine. Pour la seule ville de Liège, le nombre de ces affamés atteignait dix-sept mille »²⁵.

Les mesures économiques du gouvernement, en favorisant l'industrie belge, venaient à peine de mettre fin à cette situation épouvantable que ce même gouvernement frappa, cinq ans plus tard, la mouture et la viande d'un impôt qui devait lui rapporter plus de cinq millions de florins²⁶.

L'impôt sur la mouture taxait le grain et la farine introduits dans les villes. La mouture des froments était imposée à raison de 1 florin 40 cents par hectolitre. Celle des seigles de 40 à 50 cents²⁷. Cet impôt atteignait les ouvriers en augmentant le prix du pain.

La taxe sur l'abatage se prélevait sur le poids général des viandes de boucherie et après que les droits d'octroi sur l'animal vivant avaient déjà été acquittés à son entrée dans la ville. Elle était de 10 cents par florin de la valeur des taureaux et bœufs, de 8 cents pour les cochons, etc.²⁸

Dans un discours prononcé aux états généraux en 1822, de Stassart dit: « Qu'il est affreux d'avoir en perspective un impôt véritablement antisocial, un impôt qui diminue la consommation du produit le plus important du sol, un impôt qui doit tôt ou tard nécessiter, au défaut d'une augmentation de prix de main-d'œuvre impossible par la triste situation de nos fabriques, une *taxe des pauvres*, compatible peut-être avec un pays où les portefeuilles renferment de grandes fortunes, mais à coup sûr désastreuse au dernier point, dans nos pro-

vinces méridionales où les capitalistes sont excessivement rares ! »²⁹

Le député du Hainaut Charles Leeocq démontra que l'impôt emportera la huitième partie du travail de certains ouvriers chargés de quatre enfants dans certaines villes³⁰.

Il fut cependant admis par les Chambres en 1822.

Dès 1823, le mécontentement fut tel qu'une émeute éclata dans le Luxembourg, du côté de Thionville. Des paysans armés de gros bâtons s'emparèrent des moulins et chassèrent les employés du fisc chargés de la perception. La maréchaussée dut céder. Des placards séditieux furent affichés à Bruxelles et à Liège. La troupe intervint. Une douzaine de révoltés furent livrés aux tribunaux³¹.

Ces impôts ne furent abolis qu'en 1829, mais le mal qu'ils avaient fait était si profond que leur retrait ne put avoir d'influence sur l'effervescence qu'ils avaient créée³².

Pendant ce temps un événement capital pour l'avenir de l'industrie belge et de son prolétariat se produisait dans le domaine économique : la concurrence étrangère et la demande croissante du marché obligeaient la bourgeoisie à *rationaliser* sa production, pour employer une expression moderne, par l'introduction de méthodes nouvelles et de machines à meilleur rendement. L'année qui précéda la Révolution vit l'introduction de 218 machines dans les seules provinces de Liège et du Hainaut³³.

Ce fait essentiel de l'histoire économique de notre époque, au lieu d'être une source de bien-être pour la classe des travailleurs, eut pour conséquence d'aggraver sa situation.

Le gouvernement, qui avait poussé les industriels dans la voie de la *rationalisation*, voyait se dresser contre lui une fois de plus les ouvriers dépossédés de leur travail par la machine rivale. Cette rationalisation mit le comble à la colère du prolétariat. Il devint menaçant. Tout annonçait l'émeute³⁴.

D'autre part, le coût de la vie ne cessait d'augmenter³⁵. La politique protectionniste du gouvernement y avait contribué pour une large part. La loi de 1826 notamment favorisait les gens aisés en laissant pénétrer les tissus de luxe étrangers et frappait lourdement les ouvriers et les paysans en livrant le marché des tissus ordinaires aux producteurs belges libres de toute concurrence.

La misère devint telle que des économistes s'en inquiétèrent. « Donnez du pain aux classes laborieuses, disait l'un d'eux, et les efforts de l'intrigue se briseront contre leur fidélité »³⁶.

D'après les statistiques de l'époque, le chiffre des pauvres s'élevait, en effet, à près de 690 000, c'est-à-dire à environ un neuvième de la population du Royaume. D'aucuns vont même jusqu'à dire qu'il atteignait un sixième³⁷.

Cette misère générale se comprend facilement si l'on songe que le gain moyen d'un ouvrier belge vers 1820 correspondait à la moitié de celui d'un ouvrier anglais³⁸.

Le tableau que nous venons de donner de la situation des travailleurs, bien que rapide, montre que le prolétariat avait des *griefs très sérieux*. Il était atteint dans ses intérêts matériels les plus directs. Pendant les

quinze années que dura le régime hollandais, la jeune bourgeoisie belge vit sa prospérité s'accroître journalièrement pour aboutir à un état inconnu jusqu'alors. « A la veille de la Révolution de 1830, dit Pirenne, le Royaume des Pays-Bas semble bien avoir été l'État le plus prospère de l'Europe continentale, et cette prospérité se manifeste d'une manière plus éclatante encore dans sa partie belge que dans sa partie hollandaise »³⁹.

Mais cette prospérité de la bourgeoisie s'était épanouie au détriment des classes inférieures que ces quinze années de développement économique sous le signe des Nassau dotèrent de la famine, de la misère et du chômage⁴⁰.

Les partis politiques dans les provinces belges

Il existait alors dans les provinces du sud deux grands partis politiques composés chacun d'éléments modérés et d'éléments extrémistes : le parti catholique et le parti libéral.

Le premier était l'expression politique des aspirations de la *bourgeoisie foncière* (noblesse, clergé) et dominait dans les campagnes.

Le second avait des adeptes dans les villes et représentait la *bourgeoisie industrielle et commerçante*⁴¹.

Les deux principaux organes des catholiques étaient le *Courrier de la Meuse* (Liège), avec Kersten, et le *Catholique des Pays-Bas* (Gand), avec Bartels et l'abbé de Haerne.

Les libéraux possédaient le *Courrier des Pays-Bas* (Bruxelles), avec Lesbroussart, Van De Weyer, Ducpétiaux, Nothomb et De Potter, et le *Mathieu Laensberg*, qui s'appellera ensuite le *Politique* (Liège), avec Rogier, Lebeau et Devaux⁴².

A partir de 1828, la bourgeoisie belge mit fin à ses querelles intestines et forma l'union des catholiques et des libéraux dans le but d'imposer au gouvernement le redressement de ses *griefs politiques* sur l'emploi des langues dans les provinces belges, la répartition des emplois dans les administrations officielles, le régime scolaire et la liberté de la presse.

Dans son ensemble, la bourgeoisie du sud était complètement ralliée à la monarchie de Guillaume qui lui procurait un vaste marché économique. Sa lutte politique restait donc sur le terrain *constitutionnel* et ne visait que le renversement du *ministère* actuel, trop peu belgophile à son avis. Il n'y avait aucun mouvement *séparatiste* (division du Royaume en deux régions administrativement autonomes, nord et sud) ; à plus forte raison aucun mouvement *autonomiste* (création d'une Belgique autonome).

La Constitution du Royaume des Pays-Bas donnait pleine satisfaction aux bourgeois du sud, ils n'avaient à se plaindre que de son application par les ministres du jour. Quelques Wallons seulement, fabricants d'armes, propriétaires de houillères ou intellectuels, qui avaient Gendebien à leur tête, tournaient les yeux vers la France où un plus vaste débouché s'offrait à leur industrie et à leurs aptitudes⁴³.

Mais les libéraux, pas plus que les catholiques, n'envisageaient l'éventualité d'une révolution⁴⁴.

Le prolétariat n'avait pas son parti propre, le système électoral ne lui donnait aucun droit. Il subissait l'influence des deux grands partis bourgeois. Catholique dans les campagnes, il était libéral dans les villes. Il mettait surtout sa confiance dans la bourgeoisie *démocrate* dont les leaders étaient le républicain libéral De Potter⁴⁵ et le catholique Bartels. La bourgeoisie ne voyait dans *Gaspard*, comme elle appelait le prolétariat, qu'un auxiliaire qu'elle brandissait comme un épouvantail destiné à effrayer le gouvernement. Elle prit cependant bientôt peur elle-même devant l'attitude menaçante de cette masse poussée par la misère croissante⁴⁶. D'Omalins, gouverneur de la province de Namur, avait d'ailleurs averti le gouvernement qu'on ne parviendrait à émouvoir les classes inférieures que s'il surgissait une disette « ou des chômages de fabriques »⁴⁷.

La situation critique du prolétariat transformait, en effet, l'agitation *constitutionnelle* de la bourgeoisie contre le *ministère* en une action *révolutionnaire* des masses contre le *gouvernement hollandais et la bourgeoisie belge modérée*.

Influence de la Révolution de Paris

Le mardi 27 juillet 1830, les ouvriers imprimeurs de Paris avaient donné le signal de la révolte. Deux jours après, le peuple était maître de la ville⁴⁸.

L'émotion que cette nouvelle provoqua dans les provinces belges des Pays-Bas est indescriptible. Les relations tant orales qu'écrites de la victoire ouvrière étaient écoutées et lues avec le plus grand enthousiasme. Les journaux, tirés à des milliers d'exemplaires, ne suffisaient pas à satisfaire la curiosité de la masse. Des pamphlets écrits en flamand reproduisaient les récits de la presse française et créaient une effervescence générale dans les centres ouvriers de la Flandre⁴⁹.

Un contemporain nous rapporte qu'il régnait alors une vague et lourde fermentation, un désir de mouvement et de changement, une rumeur sinistre et profonde, une indéfinissable irritation de l'esprit public, qui annonçaient l'approche de l'explosion⁵⁰. Les prolétaires montraient la voie à leurs frères du nord.

Des groupes excités apparaissent dans les rues de Bruxelles. «À la première nouvelle de cette grande catastrophe, écrit de Gerlache, on se précipitait dans les cafés, dans les rues, dans les places publiques, pour y entendre lire à haute voix les journaux de Paris que chacun se disputait; et la foule attentive applaudissait à outrance. Voilà, disait-on, comme on fait une révolution! Un roi se parjure et on le chasse! Vivent les barricades! Vivent les bras populaires pour écraser le despotisme et ses satellites! Vive le peuple! Oh! le peuple est admirable! Oui, si on ne corrompait jamais le peuple il serait toujours bon, toujours noble, toujours grand! Ayons donc enfin des gouvernements pour le peuple et par le peuple!»⁵¹.

Dans les autres villes la situation est la même. Près de la frontière, les diligences venant de France sont assaillies à leur arrivée par une foule avide de nouvelles précises⁵². Pour la première fois sous le régime hollandais on crie : Vivent les Français ! Vive la liberté ! et l'on chante la *Marseillaise* et la *Parisienne*⁵³ :

Peuple français, peuple de braves,
 La liberté rouvre ses bras :
 On nous disait : Soyez esclaves ;
 Nous avons dit : Soyons soldats !
 Soudain Paris dans sa mémoire
 A retrouvé son cri de gloire.
 En avant, marchons !
 Contre leurs canons,
 À travers le fer, le feu des bataillons,
 Courons à la victoire !⁵⁴

Devant cette surexcitation du prolétariat les *unionistes* sont désarmés⁵⁵. Le mouvement qu'ils veulent *légal* leur échappe et le prolétariat cherche à mener une action indépendante sous la direction de chefs propres. Parmi ceux-ci le relieur *Schavye* jouissait d'une grande influence dans la capitale, du fait de sa participation à l'insurrection de Paris. On racontait qu'il s'y était initié à la stratégie du peuple dans les combats de rue. Il disposait de la population ouvrière et plus particulièrement des ouvriers imprimeurs, très nombreux à cette époque et animés du même esprit révolutionnaire que leurs frères de Paris.

La police s'alarma de son action subversive et chercha à l'intimider. Il tint tête et alla même jusqu'à menacer de l'insurrection le directeur de la police. Il le prit sur un ton si hautain que le directeur, effrayé, le laissa partir en liberté⁵⁶. Ces faits se passaient au début du mois d'août.

Le 16, le mouvement prit de l'ampleur. Un ouvrier de Paris, qui avait pris part à la Révolution de juillet, probablement le nommé Schavye, fut porté en triomphe par ses camarades de Bruxelles au chant de la *Marseillaise*, dont les prolétaires des provinces belges faisaient leur chant de révolte. La bourgeoisie ne prenait évidemment pas part à des manifestations de ce genre : ses craintes lui paraissaient de plus en plus fondées⁵⁷.

L'insurrection prolétarienne d'août 1830

À son grand effroi, la bourgeoisie vit apparaître dès le 22 août des petits placards annonçant la révolution pour le 25. La classe ouvrière commence à se plaindre hautement de la cherté des vivres, les groupes dans les rues deviennent plus bruyants⁵⁸. Le gouverneur du Brabant signale à Van Maane une augmentation du prix du pain à la suite de pluies abondantes. Cet «événement malheureux» n'est pas fait pour calmer les esprits⁵⁹.

Il devait y avoir des fêtes à Bruxelles, à partir du 23, avec feu d'artifice et illuminations, pour célébrer l'anniversaire de la naissance du roi des Pays-Bas. Ces festivités, qui créaient des dépenses superflues, exaspé-

raient le peuple dont la misère était criante, d'autant plus que l'administration de la ville continuait à percevoir l'impôt sur la mouture, sous prétexte qu'elle manquait de ressources⁶⁰.

Dans la soirée du 24, des groupes hostiles se formèrent et remplirent les estaminets. Jadis fréquentés par la bourgeoisie, les cabarets furent en effet abandonnés au prolétariat sous le régime hollandais⁶¹. Dès que les illuminations des édifices publics et des maisons particulières commencèrent à éclairer les rues, ces groupes envahirent la voie publique en remplissant l'air de cris et de chants séditieux. Des tisserands sans travail demandent une amélioration de leur sort. Les bourgeois se barricadaient dans leurs hôtels tandis que la foule s'avancait vers le Parc et brisait à coups de pierres les fenêtres illuminées⁶².

Une « manifestation » eut lieu également aux abords de la maison du bourgmestre L.-P.-A. de Wellens de ten Meulenberg, dont c'était la fête patronale. À cette occasion, une société lui donnait une sérénade. Des ouvriers imprimeurs vinrent interrompre cette idylle. Ils étaient coiffés d'un chapeau de papier orné d'une cocarde aux couleurs françaises et illuminé par un bout de chandelle. Leurs cris et leurs menaces obligèrent les musiciens à se retirer⁶³.

Les libéraux et les catholiques étaient atterrés de la tournure que prenaient les événements⁶⁴.

La Révolution « belge » de 1830 commençait. Comme à Paris, les ouvriers imprimeurs sont à la tête du mou-

vement. Comme à Paris, la bourgeoisie ne prend pas part à la révolte, hormis quelques jeunes intellectuels. Dès le début le caractère de la révolte est donc nettement prolétarien et, comme White le constatait déjà, le mouvement n'a rien de *national*⁶⁵.

Le cri des révoltés était: «Vive la France!» Leur chant, la Marseillaise et leurs couleurs, celles de la France, car l'exemple de l'insurrection venait de Paris. La France était le symbole de la révolte. Pas un seul instant à ce moment, on ne voit apparaître d'emblème national ou provincial. Il ne s'agit pas alors de créer une patrie belge, mais bien de se dresser contre la misère, le pain cher, le machinisme expropriateur et les responsables de cette situation: le gouvernement et la bourgeoisie⁶⁶.

Après une nuit agitée, le 25, des bandes d'ouvriers sans ouvrage parcourent le quartier de la rue Haute d'un air menaçant. Des groupes continuent à se former où la conduite à suivre est discutée. Le bruit court que les soldats ne tireront pas et que les grenadiers, entre autres, se sont déjà prononcés dans ce sens⁶⁷.

C'est le soir de cette journée qu'eut lieu la fameuse représentation de la *Muette de Portici*, l'émeute sur le théâtre, selon le mot de Gerlache⁶⁸. De Wargny dit que tout y fut tranquille⁶⁹, mais d'après les autres historiens le théâtre était comble, des applaudissements frénétiques accueillaient les chants de révolte. Ce qui est certain, c'est que l'émeute se préparait surtout au dehors. La place de la Monnaie était couverte de monde⁷⁰. La police est impuissante à maintenir l'ordre.

A la tête des compagnons typographes, Pierre Schavye donne le signal du soulèvement⁷¹.

Dès avant la fin de la représentation, la foule toujours grossissante va saccager les habitations des hommes du gouvernement⁷² aux cris de : « Vive De Potter ! Vivent les Parisiens ! »⁷³. Les pompiers désarmés se mêlent aux émeutiers⁷⁴ qui se sont fait un drapeau avec les rideaux de l'appartement d'une maison dévastée⁷⁵. En obligeant les armuriers à livrer armes et munitions, les prolétaires transforment l'émeute en insurrection⁷⁶. Elle dura toute la nuit. « Cependant, il faut rendre cette justice à ce peuple exaspéré, écrit Niellon, que, tout en saccageant et en brûlant durant cette nuit, aucun vol n'a été commis. Les ouvriers se sont même montrés très scrupuleux pour réprimer eux-mêmes à l'instant tout acte qui aurait pu faire suspecter le mouvement dans sa véritable signification »⁷⁷.

Voici un exemple qui mérite d'être rapporté, malgré son caractère anecdotique, parce qu'il montre avec évidence qu'il ne s'agit pas d'une émeute de la canaille, comme certains se sont plu à le dire, mais bien d'une révolte ouvrière. Le récit en est fait par la victime⁷⁸ et par De Wargny. Il s'agit du pillage de la maison de M. de Knijff, le chef de la police : « On monte, trois jeunes gens bien mis se présentent et disent à Mme de Knijff qu'elle ne doit pas s'effrayer, mais que tout doit être à l'instant pillé et dévasté chez elle sans restriction, qu'elle doit donc se retirer ; elle répond que non, mais que, quoi qu'il arrive, elle ne sortira pas, parce qu'elle est

étrangère, ainsi que ses enfants, aux torts que l'on peut reprocher à son mari. L'un d'eux ajoute qu'il y a là, à la cheminée, une montre d'or qui irait bien à son gousset, aussitôt l'aîné des enfants, jeune homme de seize ans, plein d'énergie, répond : "Monsieur, c'est la mienne, prenez-la, je vous en fait cadeau, mais épargnez ma mère !" On accepte et on fuit ; un instant après, le vacarme redouble sur les escaliers, on entend des cris, des gémissements, et Madame voit entrer le même jeune homme porteur de la montre, accompagné de dix hommes du peuple qui le frappent, le blessent, le meurtrissent en jurant, et lui ordonnent de rendre à l'instant la montre qu'il avait volée, en disant qu'on venait là pour tout briser, mais non pour prendre ; il obéit tout ensanglanté et à genoux ; en vain le jeune de Knijff dit qu'il l'a donnée ; on ne l'écoute pas, on le force à la reprendre et on sort en frappant toujours le malheureux qui l'avait acceptée. Ce trait est bien caractéristique et doit être recueilli »⁷⁹.

Pendant cette nuit, l'armée, composée en majeure partie de prolétaires et de paysans belges, laissa faire en beaucoup de points, comme il avait été prévu⁸⁰. Les soldats n'avaient aucune sympathie pour le gouvernement qui faisait régner une discipline tracassière sous la menace de la bastonnade. Les officiers, d'origine bourgeoise et de nationalité hollandaise pour la plupart, étaient souvent durs et grossiers⁸¹. Il y eut cependant quelques coups de fusil qui firent des victimes⁸².

Ces événements des 24 et 25 août eurent lieu contre la volonté de la bourgeoisie, nous l'avons vu. C'est un

mouvement spontané de la classe ouvrière bruxelloise, soutenue par quelques intellectuels⁸³. « Tout cela, écrivait le 27 août un bourgeois de Bruxelles qui sera plus tard membre du Congrès national, tout cela se fait, dit-on, pour la mouture et l'abatage et pour les machines à vapeur qu'on ne veut plus souffrir »⁸⁴. Ce sont là les véritables causes, en effet.

Le lendemain, jeudi 26 août, au lever du soleil, des cadavres d'ouvriers tués la veille, dont un enfant de douze ans, sont promenés par la ville. Ce spectacle exaspère la foule renforcée par des paysans venus de la banlieue⁸⁵. Vers huit heures, quatre cents personnes armées, tambour en tête et une guenille au bout d'un bâton en guise de drapeau, se portent en ordre vers l'hôtel du gouvernement de la province, rue du Chêne, en tirant de nombreux coups de fusil en l'air⁸⁶. Des drapeaux rouges se mêlent aux couleurs françaises⁸⁷.

Au chant de la *Marseillaise*, d'autres groupes se dirigent vers la Grand-Place et hissent le drapeau bleu-blanc-rouge à l'hôtel de ville en présence de milliers de personnes enthousiastes⁸⁸.

Le mouvement prend dès lors nettement les allures d'une *insurrection prolétarienne*⁸⁹. Le peuple, conscient de sa force, se décide à faire ses propres affaires⁹⁰.

Vers deux heures, des prolétaires, des ouvriers fileurs pour la plupart, se réunissent dans des cabarets de la rue Haute et projettent d'aller détruire les fabriques à machines des environs, à l'exemple des Anglais de Manchester. Trois groupes armés partent dans trois

directions différentes. À huit heures du soir, les fabriques de MM. Basse, Rey, Wilson, Bosdevex et Bal étaient détruites, plus de vingt maisons de plaisance et vingt-sept boutiques dévastées. Le dommage s'élevait à plus d'un million de florins⁹¹.

Menacée dans ses propriétés, la bourgeoisie belge adjure les généraux hollandais d'employer la force pour rétablir l'ordre⁹². Ils envoyèrent des patrouilles dont les unes assistèrent sans intervenir et dont les autres furent ou repoussées ou désarmées. Il y eut cependant encore une vingtaine de morts et une cinquantaine de blessés⁹³.

La garde bourgeoise

Ainsi que nous l'avons dit, les événements du 25 avaient consterné la bourgeoisie⁹⁴. La troupe s'était montrée incapable de la protéger contre les prolétaires en armes et maîtres du centre de la ville⁹⁵. Dès le matin du 26, son premier moment de stupeur passé, elle songea à s'armer à son tour pour renforcer l'armée hollandaise et, au besoin, maintenir l'ordre par ses propres moyens⁹⁶.

Quelques bourgeois riches et influents, plus directement menacés, se réunirent au poste de la Garde communale hollandaise et, avec le concours des officiers de cette garde, adoptèrent des mesures immédiates pour l'organisation d'une garde bourgeoise⁹⁷. Ducpétiaux, Lesbroussart, Vleminkx, Vanderlinden, Delfosse, Pletinckx et Niellon étaient parmi les plus zélés. Schavye, un des «meneurs», s' enrôle aussi dans les bataillons de l'ordre⁹⁸.

La garde communale, chargée normalement du maintien de l'ordre dans la cité, n'offrait en effet aucune garantie. Par suite du système des remplacements, elle se composait en majeure partie de prolétaires fort peu intéressés à la sauvegarde de la propriété⁹⁹. Au début du mois d'août elle avait déjà reçu l'ordre de se tenir prête pour faire le service intérieur de la ville, mais au milieu de ce même mois on lui retira les armes et on n'osa plus la réunir. Elle aurait même pris fait et cause pour les insurgés dès la nuit du 24 et aurait « enfoncé les magasins qui contenaient ses armes »¹⁰⁰. Le gouverneur avait donc marqué son accord pour la création d'une garde bourgeoise chargée de contenir le peuple¹⁰¹.

Lesbroussart se vante d'avoir été l'un des sept premiers qui s'armèrent pour la protection des personnes et des propriétés¹⁰². Le comte Félix de Mérode, qui se trouvait par hasard à Bruxelles dans la nuit du 25 et avait une partie de sa fortune exposée, prit les armes également et fut bientôt rejoint par ses trois frères, Henri, Werner et Frédéric¹⁰³.

Le drapeau français qui flottait à l'hôtel de ville fut aussitôt remplacé par le *drapeau brabançon* dont les couleurs allaient servir de signe de ralliement à la nouvelle garde. Lucien Jottrand raconte dans le journal *Le Droit* (5 janvier 1875) l'origine de ces couleurs. L'apparition des couleurs françaises avait jeté les bourgeois dans une grande perplexité. On ne pouvait évidemment pas reprendre le drapeau hollandais. C'était trop nettement montrer sa fidélité au régime et exciter davantage la

colère du prolétariat contre la bourgeoisie belge. Jottrand se souvint de l'étendard de la République des États Belgiques Unis de 1789-1790 : rouge, jaune et noir, dans le sens horizontal. Il proposa à Ducpétiaux d'arborer ce drapeau. Ce qui fut fait¹⁰⁴.

« On cria beaucoup, on applaudit ; mais il est bien certain que personne alors n'aurait pu dire ce que signifiaient ces trois couleurs », écrit De Wargny¹⁰⁵. Le but était atteint, car il s'agissait de créer la confusion dans les esprits.

En même temps, afin de calmer la population, un arrêté du bourgmestre supprimait la taxe sur la mouture¹⁰⁶.

Cependant, dès sa création, la garde bourgeoise entra en collision avec les prolétaires qui réclamaient du pain et des armes¹⁰⁷. À force de démarches pressantes, les créateurs de la garde parvinrent à réunir trois à quatre cents bourgeois qui furent immédiatement armés par les autorités hollandaises avec les armes qui se trouvaient à la caserne des Annonciades¹⁰⁸. Leur premier soin fut d'essayer de désarmer les prolétaires par tous les moyens, entre autres par des gratifications d'argent et par des rasades de genièvre¹⁰⁹, mais nous venons de voir qu'ils ne purent empêcher la destruction de certaines fabriques, villas et boutiques. Bien plus, des ouvriers assemblés sur la Grand-Place les sommèrent de marcher avec eux vers le Palais pour s'en emparer ou de livrer leurs armes¹¹⁰.

Ainsi mise en demeure de choisir entre le prolétariat belge et le gouvernement hollandais, la bourgeoi-

sie bruxelloise n'eut aucune hésitation : elle fit feu pour la première fois sur la classe ouvrière en révolte. La propriété était plus sacrée que la « Patrie ».

Plusieurs hommes tombèrent, mais la garde repoussée fut forcée de promettre d'exiger des généraux hollandais l'évacuation totale de la cité. La journée du 26 août fit une vingtaine de victimes, dont les tailleurs *Reynders* et *Knapen*, les journaliers *Verdonck*, *Dehaese*, *Rampelberg* et *Dommenge*, l'employé *Vanderhaegen*, le plafonneur *Buche* et le particulier *Janssens*¹¹¹.

Dans d'autres parties de la ville et durant toute la nuit, le prolétariat rencontra devant lui la garde bourgeoise accrue, qui essayait de faire respecter l'ordre et la propriété, mais en vain¹¹².

Le lendemain, 27 août, aux premières clartés du jour, les groupes reparurent et se mêlèrent aux postes de la garde bourgeoise réclamant du travail, du pain, la liberté et *De Potter*. En même temps, les autorités publiaient une série de proclamations destinées à faire pression sur les révoltés : l'une promet une *carte de pain* à ceux qui se retireront chez eux, l'autre menace tout individu qui participe aux *secours de la table des pauvres* de lui retirer cette aide, s'il fait partie d'un attroupement quelconque. Une proclamation anonyme invite les « ouvriers bruxellois » à déposer leurs armes et à rentrer dans leurs ateliers¹¹³. Quelques arrestations sont même opérées¹¹⁴.

Malgré ces mesures d'intimidation, vers dix heures du matin, les prolétaires, en masse compacte, marchent sur le Parc et y détruisent les décorations prépa-

rées pour les festivités, sous les yeux de la troupe et de la garde bourgeoise débordées par le nombre¹¹⁵. Un millier seulement était armé, mais à en croire les contemporains, ils étaient quarante mille qui suivaient leurs camarades en armes. La bourgeoisie avait pu réunir deux mille gardes, nobles, notables, députés, magistrats, fonctionnaires, étrangers (Allemands, Anglais, Français), artistes dramatiques, jeunes gens « montés et armés à leurs frais », prolétaires attirés par des distributions d'argent et de pain, qu'elle plaça sous le commandement du baron *Emmanuel d'Hoogvorst*. Riche, adversaire des révolutions et de la démocratie, il jouissait d'une grande popularité dans sa classe¹¹⁶. On croyait pouvoir trouver en lui un homme capable de calmer les masses¹¹⁷.

Voici les principaux chefs de cette « institution conservatrice », comme l'appelait De Wellens, le bourgmestre de Bruxelles à cette époque :

Capitaines : Vangelder-Parys ; l'industriel Basse, dont les usines avaient été dévastées ; Everard-Goffin, Blaes, Hagemans, Ferdinand Meeus, Latour et Michiels.

Majors : Van der Smissen, Otton, Gay, Fleury du Ray, Pletinckx-Janssens, Jean Palmaert, le comte de Bocarmé, le comte de Hogendorp et le baron Frédéric de Sécus, député.

Aides de camp : Prosper de Brabander, baron de Felner, chevalier d'Odomont, Max Delfosse, Adolphe Auman, les avocats Plaisant et Stevens et le docteur Viemynck¹¹⁸.

Dans le courant de cette même journée, des hommes du peuple avaient trouvé sur leur chemin une patrouille bourgeoise qu'ils forcèrent à crier : « Vivent De Potter et la liberté ! » Un bourgeois ajouta : « Oui, mais vive l'ordre aussi, nous sommes réunis pour le maintenir et vous le troublez ! » Alors un homme du peuple fit cette réponse remarquable : « Eh ! croyez-vous donc, vous autres, qu'on fait des révolutions avec de l'ordre ! »¹¹⁹. Ce trait montre bien l'esprit qui animait les classes au cours de ces événements mémorables.

Le soir, la garde bourgeoise prit sa revanche des défaites subies depuis sa création. Le choc décisif eut lieu place Royale. Sur l'ordre de rendre leurs armes, les prolétaires répondirent qu'ils préféreraient mourir¹²⁰. La bourgeoisie fit feu et tua ou blessa une dizaine d'entre eux dont le cordonnier *Van Ziene*, le peintre *Van Goethem*, le maçon *Matagne* et le fileur *Matto*¹²¹. C'est pour protéger les Palais royaux que la garde avait usé de la violence. Peut-on trouver une preuve plus éclatante de la volonté d'éviter toute révolution et de maintenir par tous les moyens l'ordre établi ? La garde bourgeoise alla, ce jour-là, jusqu'à faire la triste besogne de l'armée du roi Guillaume¹²².

Le francophile *Gendebien*, en apprenant qu'on avait repoussé le peuple à coups de fusil, n'eut qu'un regret : celui d'avoir perdu pour sa cause « notre chair à canon, dont on avait à redouter des actes de vengeance »¹²³.

« En me rendant compte du conflit qui s'était élevé entre les bourgeois qui ne voulaient que la conservation de leur bien-être, n'importe comment ni sous qui,

et le peuple qui voulait l'indépendance et la liberté à tout prix, écrira De Potter, entre celui-ci qui demandait des armes pour combattre les Hollandais, et ceux-là qui les refusaient de peur que le peuple ne pillât les boutiques, mon ami disait : "J'appris qu'on avait été obligé de faire feu sur le peuple, et que nous avions ainsi perdu notre *chair à canon*." Ce mot qui, de la part même de Napoléon, m'a toujours paru d'une atrocité plus révoltante que tout ce qu'ont pu dire de plus monstrueux les terroristes de 93, devenait à mes yeux, dans la bouche d'un aspirant homme populaire, quelque chose d'*inqualifiable* sur quoi ma pensée refusait de s'arrêter et qui me serrait le cœur»¹²⁴.

La nuit se passa dans le calme. La bourgeoisie était parvenue à dominer la situation grâce à l'énergie de ses chefs. Le peuple semblait presque entièrement désarmé, mais on verra par la suite qu'il avait caché une grande partie de ses armes pour le moment propice¹²⁵.

La répression bourgeoise

La répression commença le lendemain 28 août. La garde bourgeoise organisa des patrouilles à pied et à cheval. L'avocat Plaisant prit le poste du directeur de la police et fit arrêter les chefs des bandes qui avaient détruit les usines. L'un d'eux, du nom de *Fontaine* (ou Fonteyn), considéré comme l'un des auteurs des destructions de machines, fut condamné à vingt ans de fers. Il y eut plus de deux cent cinquante arrestations dont quarante-deux furent maintenues¹²⁶.

La bourgeoisie était cependant loin d'être rassurée pour l'avenir. Elle avait pu constater la faiblesse du gouvernement des Pays-Bas et avait été la première à en pâtir dans ses intérêts. L'incapacité de celui-ci à maintenir l'ordre dans la ville n'était que trop évidente. Elle se rendait compte que sa victoire n'était que le résultat de la surprise que son intervention rapide et imprévue créait dans les masses révoltées. Le prolétariat avait cru jusqu'alors que la bourgeoisie *démocrate* serait à ses côtés contre le gouvernement que la presse unioniste attaquait avec des mots si vigoureux. Dans ces conditions, la moindre faute de la part du gouvernement ou de la bourgeoisie pouvait compromettre le rétablissement de l'ordre. À la force, il convenait d'ajouter la ruse, en faisant mine d'accorder certaines satisfactions¹²⁷.

Quant aux bourgeois de gauche, ils voulaient profiter des événements pour obtenir du gouvernement le redressement des griefs politiques qu'ils formulaient encore, tels qu'un système électoral où l'élection soit plus directe par le peuple, le rétablissement du jury, la responsabilité pénale des ministres, l'annulation de toutes les condamnations en matière politique, etc.¹²⁸

L'état-major de la garde bourgeoise se réunit donc au soir avec une cinquantaine de notables, nobles, industriels, propriétaires, avocats, négociants, et décida d'éclairer le roi sur la portée des événements. Une Adresse au Roi fut rédigée par Ducpétiaux, Jottrand, Plaisant, Rouppe, Lesbroussart, Gendebien et Pletinckx. Elle annonçait la visite de cinq citoyens de Bruxelles,

Joseph d'Hoogvorst, Félix de Mérode, Gendebien, Frédéric de Sécus et Palmaert père, chargés d'exposer à Sa Majesté que jamais, dans une crise pareille, les bons habitants ne méritèrent davantage son estime et de demander la convocation des états généraux¹²⁹.

« On voit, dit de Gerlache, que les bons habitants de Bruxelles, les respectueux et fidèles sujets du roi, n'étaient pas encore très portés pour une révolution à la fin d'août 1830. Ils en avaient au contraire fort peur : ils se contentaient de demander la réparation des griefs par les voies légales, et ils insistaient notamment sur la prochaine convocation des États-Généraux »¹³⁰.

Guillaume I^{er} était loin de s'attendre aux événements des jours derniers. S'il avait eu le temps d'envisager sérieusement la situation, il aurait compris que son intérêt lui commandait de se rallier sans retard aux propositions modérées de la bourgeoisie. Il s'attachait ainsi les éléments démocrates qui hésitaient encore entre la révolution pleine d'aléas et l'ordre légal, plus commode et moins dangereux en présence de l'esprit d'indépendance des masses.

Mais, soit qu'il fut mal renseigné sur le rôle de la garde bourgeoise, soit qu'il fut mal conseillé par son entourage très peu politique, il prit une mesure à deux fins qui devait mécontenter tout le monde et particulièrement les insurgés : il envoya six mille hommes vers Bruxelles et chargea leur chef, le prince Guillaume d'Orange, de lui faire rapport sur la situation. Cette décision maladroite devait tout compromettre. Il fallait

agir promptement et on temporisait, il fallait calmer les esprits et on les surexcitait.

Le 31, d'Hoogvorst, Vander Smissen, le chevalier Hotton, le comte Vander Burch, Rouppe et S. Van de Weyer furent envoyés au devant du Prince pour le supplier de ne pas laisser entrer ses troupes dans la ville et de faire confiance à la bourgeoisie¹³¹.

Le prince Guillaume et son frère Frédéric, connaissant mal les intentions des émissaires, se montrèrent d'abord très irrités à la vue des couleurs brabançonne qu'ils portaient : ils croyaient y voir un signe de révolte, mais les délégués se hâtèrent de mettre les choses au point.

Nous empruntons aux *Mémoires du comte Dumonceau* le récit de cette entrevue : « Après que d'Hoogvorst eut exprimé le but de leur mission, le prince d'Orange répondit qu'il était sensible, ainsi que son frère, à cette démonstration de la bourgeoisie bruxelloise, qu'étant envoyé par le Roi, son père, pour apaiser les esprits, il se trouvait heureux d'avoir à louer le zèle dont la garde bourgeoise avait fait preuve pour comprimer les désordres, mais devait blâmer sévèrement la conduite ultérieure de quelques meneurs, le reniement des autorités légales, l'adoption de couleurs factieuses, la violation des lois, etc. »¹³².

« Vous devriez plutôt nous remercier ! s'écria M. Rouppe. Vous êtes mal informés ! Nous n'avons pris ces couleurs que comme signe de ralliement et pour éviter qu'on n'arborât partout le drapeau tricolore français ! »¹³³.

« M. d'Hoogvorst entreprit d'excuser ce qui avait été fait en répondant à son tour, avec les apparences du plus profond respect, que la garde bourgeoise n'avait aucunement, ni jamais songé à se départir de la considération qu'elle devait au Gouvernement, ni surtout au Roi, que si elle avait paru s'en écarter, ce n'était que par suite de l'exaltation de la multitude qui l'avait obligée à paraître entrer plus ou moins dans le courant de ses idées pour parvenir à la dominer ; que si l'autorité légale se trouvait annulée, c'était uniquement par suite de son impuissance à accomplir les devoirs de ses fonctions pendant les derniers événements ; que son remplacement par l'assemblée des notables se trouvait dès lors devenu une nécessité pour remédier aux besoins du moment ; que l'adoption des couleurs brabançonnnes n'avait eu lieu qu'en vue d'arrêter l'apparition du drapeau français, arboré déjà en plusieurs endroits, qu'en agissant ainsi on avait pensé rendre le service essentiel d'écarter toute idée de réunion à la France dont quelques-uns se flattaient, qu'en somme la sécurité publique pouvait être censée entièrement rétablie et serait maintenue actuellement sans aucune doute ; que l'ordre légal rentrerait en pleine action, et l'autorité royale en tous ses droits, dès que l'exaltation populaire serait tant soit peu apaisée, par quelques concessions légitimes ; qu'en tout cas la bourgeoisie serait heureuse de voir LL. AA. RR. apparaître au milieu d'elle, pourvu que ce fût sans être accompagnée de nouvelles troupes, que la vue de celles-ci ferait infailliblement renaître les troubles précédents »¹³⁴.

Le Prince ayant encore manifesté son mécontentement au sujet des couleurs brabançonnnes, tous les délégués s'empressèrent de les mettre en poche, jurant qu'ils n'y attachaient aucun prix. L'un d'eux exhiba même une cocarde orange qu'il se disait prêt à arborer¹³⁵.

L'importance de ces déclarations des représentants officiels de la bourgeoisie n'échappera à personne. Les faits eux-mêmes portent à croire qu'elles étaient sincères et qu'elles caractérisent parfaitement l'état d'esprit de la majorité de la bourgeoisie bruxelloise à ce moment. Toute son action depuis le début de l'insurrection fut, en effet, contre-révolutionnaire. Tantôt par la force, tantôt par la duplicité quand la force n'est plus de son côté, elle essaie de s'emparer du mouvement pour le canaliser ou de le réprimer pour ne pas être submergée.

De retour à Bruxelles, les délégués firent connaître les conditions des Princes par voie d'affiche: « Vous pouvez dire à la brave bourgeoisie de Bruxelles que les Princes sont à la porte de cette résidence royale et ouvrent leurs bras à tous ceux qui veulent venir à eux. Ils sont disposés à entrer dans la ville, entourés de cette même bourgeoisie et suivis de la force militaire destinée à la soulager dans le pénible service de surveillance que cette bourgeoisie a rempli jusqu'à ce moment, dès que les couleurs et des drapeaux qui ne sont pas légaux auront été déposés, et que les insignes qu'une multitude égarée avait fait disparaître pourront être remplacés »¹³⁶.

On voit la maladresse de cette proclamation. Elle laissait entendre que la bourgeoisie n'avait été qu'un

instrument du gouvernement hollandais et, d'autre part, considérait le drapeau de cette bourgeoisie comme séditieux. Il n'en fallait pas plus pour le rendre populaire.

La sensation qu'elle produisit fut d'ailleurs inexprimable. Les prolétaires avaient compris sa véritable signification avec cet instinct remarquable des masses. De longues clameurs éclatèrent de toutes parts ; le peuple quitta la Grand-Place, criant partout : « Les Hollandais nous ouvrent leurs bras, mais c'est pour nous étouffer ! Les troupes vont entrer ; aux armes ! Dépavons les rues, faisons des barricades, aux armes ! »

Hommes, femmes, enfants, tous se mirent à l'œuvre. On abattit les arbres des boulevards, on renversa des voitures, on remplit de pavés les chambres et les greniers. On vit vingt femmes se réunir pour transporter une poutre¹³⁷.

Voilà le résultat de la politique des Princes. La garde bourgeoise, plus habile, comprit que seules des concessions plus radicales aux éléments démocrates pouvaient empêcher une reprise de la guerre civile. Une seconde délégation fut donc envoyée aux Princes pour leur faire connaître le déplorable résultat de leur ultimatum.

La triste entrée du prince d'Orange en sa ville de Bruxelles

Après des hésitations, le prince d'Orange céda aux arguments des députés et promit de venir le lendemain dans sa capitale, sous la seule escorte de la bourgeoi-

sie¹³⁸. On ne peut pas dire que ce fut une « Joyeuse Entrée ».

Si l'aristocratie, la finance et le commerce se prononçaient contre toute commotion et étaient prêts à recevoir dignement le fils de leur souverain, le peuple n'avait pas les mêmes intentions.

Dès son arrivée, ce 1er septembre, le Prince fut reçu avec les honneurs dus à son rang par l'état-major de la garde bourgeoise. M. d'Hoogvorst l'attendait à pied, accompagné des principaux chefs. Le Prince lui exprima sa confiance absolue dans la loyauté de la bourgeoisie. Les gardes, « la plus grande partie en habit noir », présentaient les armes et les tambours battaient aux champs¹³⁹.

Aux fenêtres, les dames lui faisaient un accueil gracieux¹⁴⁰, mais la foule dans la rue se montrait moins aimable et semblait vouloir cerner l'escorte princière.

Pris de panique en apercevant qu'il était poussé vers l'hôtel de ville, le Prince essaya de fuir, mais aussitôt des cris et des huées l'accueillirent : « Au palais du Peuple ! » Le nouveau chef de la police lui conseilla de s'incliner pour éviter de nouvelles complications. Malgré ces sages conseils, arrivé près de l'hôtel de ville, le Prince lança son cheval au galop vers son palais, poursuivi par « des hommes en sarreaux » que la garde contint avec peine¹⁴¹.

Cette attitude maladroite fit s'écrouler les plans de la bourgeoisie dont l'intention était de proclamer au besoin le prince d'Orange chef d'un gouvernement qui

s'appuierait sur elle¹⁴². Sa fuite avait l'allure d'une défaite et donnait aux masses le sentiment de leur force.

Il s'était imaginé sottement que la bourgeoisie l'abandonnait et voulait aussi la chute de la dynastie. L'état-major de la garde bourgeoise, qui l'avait rejoint au Palais, essayait de lui faire comprendre une fois de plus que ses intentions étaient des plus louables et que le plus sage, au point où les choses en sont, était d'apaiser le peuple par des mesures politiques ne portant pas atteinte à la dynastie¹⁴³. Le Prince se contenta de former une Commission chargée de lui faire des propositions. D'Hoogvorst, le duc d'Aremberg, Rouppe et Van de Weyer en faisaient partie¹⁴⁴.

Des bourgeois clairvoyants se rendaient pourtant bien compte que le temps des petites concessions était passé. L'effervescence révolutionnaire, un moment réprimée, reprenait plus forte et plus décidée. Le même jour où le Prince faisait son entrée à Bruxelles, une centaine de Wavriens, mal armés, la plupart de fourches et de haches, arrivaient dans la ville en annonçant que les bourgs et villages voisins allaient suivre leur exemple. Ils furent fêtés, acclamés¹⁴⁵.

C'est ainsi que chaque jour aggravait la situation. Il devenait d'heure en heure plus difficile d'apaiser le prolétariat par des paroles et des promesses, mais malgré tous les efforts des chefs de la garde, le Prince refusa de se mettre à leur tête¹⁴⁶.

Pendant ces événements, la députation envoyée par la bourgeoisie auprès de Guillaume Ier était revenue

avec la promesse que les états généraux seraient convoqués pour le 13, à l'effet d'examiner la situation. Cette nouvelle fut connue par le peuple le 2 septembre. Il repoussa la temporisation et exigea des actes immédiats. Il se porta au Palais du Prince aux cris de : « A bas les traîtres ! A bas les Hollandais ! »¹⁴⁷.

Dans la soirée, il lacéra et brûla le rapport de la députation et la proclamation qui recommandait le calme et la confiance¹⁴⁸.

L'heure était critique pour la bourgeoisie belge. L'attitude équivoque du gouvernement des Pays-Bas surexcitait les esprits. La bourgeoisie avait promis des concessions aux masses. Le gouvernement ne lui donnait que des promesses assez vagues et des troupes aux portes de la ville. La menace était évidente et les promesses ne donnaient guère d'espoir. Dans ces conditions, le peuple jeta la suspicion sur les notables et les chefs de la garde en qui il crut voir des complices de la politique de Guillaume. Cet état d'esprit est très compréhensible si l'on songe à l'attitude de la garde lors des événements d'août. Dans tout cela, la responsabilité du gouvernement est énorme. S'il tarde encore à se rallier aux propositions modérées de la bourgeoisie belge, celle-ci demain sera débordée par une nouvelle insurrection, et sous peine de succomber dans une lutte inégale, obligée de réclamer des concessions de plus en plus radicales. Prise entre un prolétariat exaspéré et un gouvernement notoirement incapable, qui lui crée chaque jour de nouvelles difficultés, elle se sent acculée une

fois de plus à faire sa besogne elle-même et à se substituer à ce gouvernement bien malgré elle. Si Guillaume était un grand industriel, il se montrait bien piètre diplomate et aurait pu prendre des leçons auprès de sa bourgeoisie du sud; mais son orgueil l'empêcha de tenir compte des avertissements de ses meilleurs sujets.

Dès ce moment, la bourgeoisie est obligée de demander la séparation entre les provinces méridionales et les provinces septentrionales, sans autre point de contact que la dynastie régnante. Accorder cette satisfaction que De Potter avait déjà réclamée neuf mois auparavant, c'était peut-être sauver le Royaume des Pays-Bas¹⁴⁹. Guillaume se contenta de se débarrasser de *Van Maanen*, le ministre le plus impopulaire. Venue beaucoup trop tard, cette démission n'eut aucune répercussion favorable. Seule la présence des troupes hollandaises importait au prolétariat décidé à la lutte à outrance, si bien que les chefs de la garde bourgeoise déclarèrent au Prince qu'ils ne pouvaient plus répondre de sa personne et lui conseillèrent de quitter Bruxelles au plus tôt¹⁵⁰; *Van de Weyer* lui promit bien imprudemment d'arrêter le mouvement révolutionnaire en attendant son retour.

Avant son départ, il rédigea, d'accord avec MM. de Brouckère, De Langhe, le baron de Sécus, le comte Cornet de Grez et le comte de Celles, une proclamation où l'on pouvait lire que la garde bourgeoise s'engageait sur l'honneur à ne pas souffrir de changement de dynastie et à protéger la ville et spécialement les Palais royaux¹⁵¹.

Ces tractations entre la bourgeoisie et le gouvernement n'étaient pas de nature à apaiser la classe ouvrière, on le conceit, d'autant plus qu'elle ne cessait de recevoir du renfort des provinces. Ces auxiliaires furent bientôt si nombreux qu'il fallut les loger chez les habitants. Des soldats bruxellois de l'armée du Prince se mirent à désertre et à répandre un manifeste qui disait notamment : « Soldats belges ! Non, vous n'imiterez pas la poignée de misérables qui, dans Paris, s'est couverte d'infamie en tirant sur les citoyens. Non, vous ne serez pas assassins de vos frères. Vous éviterez les remords auxquels sont livrés ceux qui se sont souillés de ce crime. Vous éviterez les actes de désespoir qui ont porté plusieurs de ces malheureux aveuglés à se délivrer d'une vie devenue désormais insupportable et odieuse à leurs yeux. Vous éviterez le malheur affreux qui décida le 53^e régiment à fraterniser avec les citoyens : un fils venait de tuer son père ! etc. »¹⁵².

Le 6 septembre, le peuple voulut passer outre aux recommandations au calme et une troupe marcha sur Tervueren où se trouvaient les Hollandais, mais Van de Weyer et Plétinckx parvinrent à la contenir définitivement¹⁵³.

Le 7 septembre, des volontaires liégeois, ouvriers pour la plupart, bien armés, pleins d'enthousiasme révolutionnaire, entraient dans la capitale au chant de la Marseillaise¹⁵⁴. Ils étaient accompagnés de volontaires jodoignois et furent accueillis aux cris de Vive Liège ! Vive Jodoigne ! Vive Bruxelles ! Vive la Liberté !

C'est ce même jour que la *Brabançonne* fit son apparition. L'auteur, Jenneval, qui fit partie de la garde bourgeoise dès le 27 août, y chante un peu vite la victoire de la bourgeoisie sur le peuple :

Aux cris de mort et de pillage,
Des méchants s'étaient rassemblés.
Mais votre énergique courage
Loin de vous les a refoulés.
Maintenant, purs de cette fange
Qui flétrissait votre cité,
Amis, il faut greffer l'Orange
Sur l'arbre de la liberté!¹⁵⁵

Les méchants étaient cependant loin d'être refoulés et cette fange allait créer bien des ennuis aux énergiques jardiniers de la garde bourgeoise.

La Commission de sûreté publique et la Réunion centrale

La situation n'était pas propre à calmer les esprits : pas de travail et pas de pain¹⁵⁶ et la réponse du roi aux demandes transmises par le prince d'Orange était menaçante pour les fauteurs d'anarchie¹⁵⁷. Comme au début d'août, les attroupements ne cessaient pas et l'attitude de la bourgeoisie était discutée âprement. Le peuple n'avait plus confiance qu'en lui-même¹⁵⁸.

Les 8 et 9 septembre, la garde bourgeoise procéda à l'élection d'une *Commission de sûreté publique*, appelée

d'abord Commission de défense¹⁵⁹, chargée de renforcer l'organisation de la défense bourgeoise et d'essayer de calmer le peuple en se le conciliant. Dans ce but, elle faisait appel à tous les hommes de bonne volonté sans distinction de classe et adoptait, avec le bonnet de police, la blouse bleue des ouvriers et des paysans¹⁶⁰. D'autre part, pour éviter d'être débordé par le nombre sans cesse croissant de prolétaires et de paysans arrivant de toutes les provinces du sud, d'Hoogvorst, par une proclamation, les engagea à suspendre momentanément leur marche sur Bruxelles¹⁶¹. Politiquement, la Commission se proposait d'assurer la dynastie tout en maintenant le principe de la séparation et le maintien de l'ordre social¹⁶². Une affiche, signée du baron Em. d'Hoogvorst, annonce que toute tentative de soulèvement ouvrier sera aussitôt réprimée¹⁶³.

La Commission comptait dans son sein Félix de Mérode, Gendebien, Rouppe, le banquier Meeus et Van de Weyer¹⁶⁴, groupant ainsi modérés et démocrates. La plus grande confusion ne tarda pas à y régner. Il était dangereux de trop se compromettre aux yeux du peuple, qui pouvait triompher, et aux yeux du gouvernement, qui pouvait tout aussi bien l'emporter¹⁶⁵. Il n'était surtout pas question de se battre contre les Hollandais, la grande préoccupation était la défense de la propriété. Toujours dans le but d'apaiser la classe ouvrière, le Conseil de Régence essaye d'occuper les ouvriers sans travail aux travaux du boulevard pour un salaire de 25 à 50 cents par jour¹⁶⁶.

Mis au courant de ce qui se passait à Bruxelles, De Potter envoyait de Paris des lettres où il raillait le modérantisme des démocrates et lançait le mot d'ordre d'une *République fédérative indépendante*¹⁶⁷. Ce mot d'ordre, qui reflétait l'aspiration des masses, jeta le trouble à la Commission de sûreté et les éléments les plus avancés (Charles Rogier, Ducpétiaux, Van Meenen, Niellon, Jottrand, Verboeckhoven, Jenneval, Camille de Smet, etc.) s'en séparèrent plus ou moins ouvertement, le 15 septembre, pour aller fonder la *Réunion centrale* ou *Réunion populaire*, opposée à la Commission. C'était, en somme, la scission dans les rangs de la bourgeoisie entre les éléments de droite et ceux de gauche sous la poussée du prolétariat. La Commission de sûreté est fidèle au régime et s'appuie sur la grosse bourgeoisie. La Réunion centrale, sans programme bien déterminé, mais résolument séparatiste, s'appuie sur le peuple. Des prolétaires assistent à ses assemblées¹⁶⁸. Les bourgeois démocrates y ont fort à faire pour leur résister et canaliser le mouvement à leur profit¹⁶⁹. Ils se proposaient de forcer la main à la Commission de sûreté et de la déborder au besoin¹⁷⁰.

« Là, raconte White, sous le prétexte de discuter avec calme les questions politiques, les principes les plus exagérés furent mis en avant et les mesures les plus violentes proposées. Comme c'est l'habitude dans toutes les commotions politiques, une seule doctrine politique était admise. Toute proposition d'opposition à la volonté populaire, fût-elle même juste et politique, était

déclarée antinationale et attirait sur ses auteurs les accusations dangereuses de traître et de partisan de la Hollande »¹⁷¹.

L'insurrection prolétarienne de septembre 1830

La séance des états généraux avait eu lieu le 13 septembre à La Haye. Le discours du roi et la relation de cette séance furent brûlés le soir du 16 sur la Grand-Place, au milieu des sifflets et des huées du peuple¹⁷². Pendant que les états généraux délibéraient en Hollande et la Commission de Sûreté à Bruxelles, les volontaires, malgré la proclamation de d'Hoogvorst, ne cessaient d'accourir de tous les points du pays. « Les intrépides Wallons, écrit White, avec ce caractère d'audace aventureuse que l'histoire leur reconnaît, abandonnaient leurs travaux, pour marcher, armés de pics et de fusils, vers le centre de la commotion ; les Borains, comme des esprits infernaux, sortaient de leurs mines souterraines et s'élançaient en foule vers la capitale. Le Limbourg et les Flandres avaient fourni leur contingent, Liège continuait à envoyer des armes et des canons, et un corps formé à Wavre arrivait dans la capitale avec deux pièces d'artillerie »¹⁷³.

Les députés belges firent rapport sur la séance des états généraux devant la Commission de Sûreté, le dimanche 19 septembre. Encore une fois, ils ne rapportaient que de vagues promesses. La majorité de la

Commission se déclara pourtant satisfaite et proposa de temporiser, mais une minorité plus clairvoyante, qui ne voulait pas que «le peuple vînt la jeter par les croisées», composée de Van de Weyer, Plétinckx, Fleury-Duray et Palmaert, se prononça nettement pour la séparation administrative immédiate et alla rejoindre les hommes de la Réunion centrale¹⁷⁴.

Une assemblée tumultueuse y eut lieu où les extrémistes eurent le dessus. La Commission de Sûreté avait été violemment attaquée¹⁷⁵.

Un événement avait mis le comble à la fureur du peuple. Des volontaires liégeois avaient en effet tenté deux sorties contre les avant-postes hollandais et s'étaient emparé de chevaux de l'ennemi. La Commission de Sûreté, fidèle à sa politique, avait aussitôt fait afficher une proclamation dénonçant cet acte comme subversif et comme une violation des droits de l'homme ! Elle ordonnait de rendre les chevaux et annonçait qu'une lettre d'excuse était envoyée au prince Frédéric¹⁷⁶. Vers six heures et demie du soir une trentaine d'hommes avec drapeau et tambour, pénétrèrent dans l'hôtel de ville et entrèrent dans la salle où le conseil de la garde bourgeoise tenait séance. Ils insistent pour que la personne qui a rédigé cette proclamation leur soit livrée. M. d'Hoogvorst refusa d'accéder à cette demande, saisit leur drapeau, leur reprocha leur attitude et après une chaude altercation ils se retirèrent¹⁷⁷.

Vers dix ou onze heures du soir, la Grand-Place fut noire de monde. Les cris : « Des armes ! En avant ! Nous

sommes trahis et vendus ! À bas la Commission ! À bas la garde bourgeoise ! » dominaient les autres clameurs.

« Des témoins oculaires rapportent à peu près ainsi les propos qu'ils entendirent alors sur la Grand-Place, nous dit De Wargny. Nos femmes et nos enfants n'ont pas de pain. (*C'est vrai, c'est vrai !*) Les riches ne songent qu'à garder leur argent sans s'inquiéter de nous. (*Nous le savons bien !*) Ils s'arrangeront avec les Hollandais pour avoir de bonnes places et nous en serons les dupes. (*Il faudra voir.*) C'est à nous à défendre la patrie. (*Bravo !*) De chasser les étrangers qui nous mangent. (*Bravo !*) De ne pas souffrir que le nom de Bruxelles soit flétri, (*Jamais ! Jamais !*) Mourons tous plutôt, etc. (*Tonnerre d'acclamations*) »¹⁷⁸.

Vers minuit, cette foule prend l'hôtel de ville d'assaut et force la porte. Un groupe nombreux, où l'on remarquait les Liégeois, envahit les salles tambour battant. Charles Rogier tente en vain de contenir le flot populaire¹⁷⁹. « La résistance était inutile, écrit White, la seule chose qui restait à faire, était de flatter le peuple et de lui faire des promesses »¹⁸⁰.

Les groupes de prolétaires, dans un état d'exaspération indicible, se répandent dans diverses directions pour désarmer la garde¹⁸¹. Vers une heure du matin, une patrouille bourgeoise est assaillie ; perdant tout sang-froid, elle fait feu et quatre hommes tombent, dont le tisserand *Liensbourg* de Termonde et le journalier *Verdonck* de Bruxelles¹⁸².

Vers six heures du matin, l'immense multitude d'ouvriers et gens du peuple s'était grandement renforcée.

La sixième partie de cette masse était armée de fusils. La veille, il semblait que les prolétaires n'en possédaient pas un seul. Des groupes se formèrent. Ils marchaient en bon ordre et avaient à leur tête les mieux armés. Leur but était de poursuivre le désarmement de la bourgeoisie, qui abandonna tous ses postes et se retira chez elle. « Les hommes en blouse et aux bras nus, écrit Gervinus, reprirent les armes que les bourgeois leur avaient arrachées le 27 août »¹⁸³.

Ce 20 septembre, malgré les événements, la Commission de Sûreté et l'état-major de la garde bourgeoise se rendirent à l'hôtel de ville vers huit heures du matin pour délibérer. Ce devait être la dernière fois.

Vers dix heures, plus de quinze cents hommes armés enfonçaient les portes en criant : « Aux armes ! Vive la liberté ! À bas les traîtres et les vendus ! » et chassaient du « Palais du peuple » les chefs bourgeois¹⁸⁴, « ces Messieurs de l'Hôtel de Ville avec leurs casaques noires »¹⁸⁵. D'Hoogvorst ne dut son salut qu'à sa présence d'esprit et à des amis dévoués¹⁸⁶.

Après la prise de l'hôtel de ville, le peuple se réunit en tumulte sur la Grand-Place et se rangea en bataille sous les ordres d'*Ernest Grégoire* qu'il reconnaissait seul pour chef. Colette de Liège, Lambinon de Dinant et Gillain de Namur commandaient sous lui¹⁸⁷. On évalue à dix mille les prolétaires qui prirent part au désarmement de la bourgeoisie¹⁸⁸.

Les notables, les riches bourgeois, les officiers de la garde et les membres de la Commission de Sûreté pri-

rent la fuite, la plupart vers la France. Ceux qui restaient firent appel à l'aide des Hollandais, et supplièrent le roi Guillaume de recourir à la force¹⁸⁹. « Des adresses et des émissaires furent envoyés au Prince Frédéric, rapporte White, pour lui dépeindre l'état d'anarchie dans laquelle la ville était plongée, pour l'implorer afin qu'il vînt promptement à leur secours, et l'assurer qu'aussitôt que ses colonnes se présenteraient aux portes de la cité, elles verraient disparaître ces hordes indisciplinées, que l'étendard orange flotterait encore sur les tours de Sainte-Gudule et que lui et ses soldats, après un triomphe pacifique, seraient accueillis comme des libérateurs »¹⁹⁰.

C'était le triomphe de l'insurrection ouvrière et de la Réunion centrale. « La Commission et le Conseil de la garde bourgeoise pouvaient être considérés comme dissous, lit-on encore dans White. Le pouvoir tout entier avait passé aux mains de l'association centrale et des chefs des volontaires »¹⁹¹.

Maîtres de la ville, armés de piques, de bâtons, de pistolets, de sabres ou de fusils, les prolétaires s'organisèrent en fractions de corps et se distribuèrent leurs postes, tout en imposant un service pour la police de la ville¹⁹². « Chose admirable de la part de ce peuple qu'on redoutait tant, s'écrit Niellon, pendant toute la journée où la cité fut à son entière discrétion, aucun acte de violence ne fut commis et l'ordre, sinon la confiance, régna plus absolu que dans les journées précédentes »¹⁹³.

Après un mois de lutte, le prolétariat de Bruxelles avait conquis sa cité comme celui de Paris en juillet, mais l'armée de Guillaume était aux portes de la ville, appelée par la bourgeoisie belge¹⁹⁴.

La résistance

Un seul homme de la fameuse garde bourgeoise n'avait pas perdu confiance en l'avenir et fit preuve d'un réel courage : le général baron Emmanuel d'Hoogvorst. De grand matin, le lendemain 21, il tenta de reformer sa garde par un compromis avec les bourgeois démocrates de la Réunion centrale, ses anciens amis Plétinckx, Vandermeeren, Mellinet, Niellon, Grégoire, Jenneval et Rodenbach, auxquels ils abandonna le commandement des forces actives qui devaient repousser l'armée de Guillaume¹⁹⁵.

En même temps, ces démocrates essayèrent de former un gouvernement en se substituant à la Commission de Sûreté dissoute par les événements. Afin de sonder l'opinion publique, C. Rogier ordonna de préparer une bannière sur laquelle était inscrit : *Gouvernement provisoire : De Potter, Gendebien et d'Oultremont (comte) de Liège*, et de promener cette bannière par la ville. Une proclamation datée de la veille annonçait également l'organisation d'un gouvernement provisoire, composé en outre de Félix de Mérode, De Stassart, Raiken et Van de Weyer¹⁹⁶. Le choix de De Potter comme premier nom était significatif. Il devait apparaître comme

le gage de la participation du peuple au pouvoir nouveau. Mais l'arrivée des troupes hollandaises portait l'attention générale sur les événements graves qui se préparaient.

Dans tous les quartiers, les prolétaires organisent la défense de la ville. Les barricades surgissent partout. Le peuple en armes, conduit par d'anciens soldats, court aux portes de la cité¹⁹⁷.

À la veille d'une bataille décisive et qui semble désespérée, les éléments modérés de la Réunion centrale prennent la fuite à leur tour, abandonnant la ville aux prolétaires et aux démocrates extrémistes, Plétinckx, Ducpétiaux, Everard, Nique, le baron Felner, Ernest Grégoire, Edouard Fischer, Roussel, Bayet, Schavye et autres. Rogier eut le mérite de partir le dernier, comme il reviendra le premier¹⁹⁸.

Dans le désarroi d'une telle situation, Plétinckx s'efforce d'organiser la résistance et, tandis que la bourgeoisie s'éloigne du danger, les prolétaires et les paysans de la banlieue accourent au secours de la capitale¹⁹⁹.

De son côté, le quartier général hollandais continue à recevoir des émissaires belges lui apportant l'assurance de la disposition pacifique de tous les citoyens respectables et affirmant que les troupes seraient reçues par des acclamations²⁰⁰.

Dans la soirée du lendemain 22, l'entrée victorieuse des troupes à Bruxelles apparaissait comme une chose certaine et les rares bourgeois restés dans la ville ne cachaient pas leur joie. « Plusieurs même des plus exal-

tés patriotes, lisons-nous dans White, après le départ de la Commission et la dissolution de la garde bourgeoise, commencèrent à comparer l'inégalité de leurs moyens de défense avec les moyens d'attaque, et trouvèrent qu'il était plus que temps de tenter d'entrer en négociations avec le prince Frédéric. Une capitulation était ardemment désirée; mais la crainte d'être accusé de trahison empêchait de se prononcer²⁰¹. Le découragement était si grand alors, poursuit White, que même quelques-uns des volontaires liégeois, sous les ordres de Rogier, se retiraient et qu'on jugea nécessaire de convoquer une assemblée des chefs à l'hôtel de ville, à six heures après-midi le 22, pour discuter ce qui était le plus convenable de se défendre ou de se rendre. Les opinions furent extrêmement divisées, plusieurs des plus prudents déclarèrent que la résistance devait nécessairement amener leur perte, ils opinaient pour la soumission. Mais leurs voix furent couvertes par des cris de refus de la part du peuple, tandis que Grégoire, Niellon et Mellinet, Français qui ne possédaient aucune propriété, et Roussel, de Louvain, démocrate exalté, juraient qu'ils défendraient la cité, dussent-ils s'ensevelir sous les ruines. Après une violente discussion, l'assemblée se sépara et la résistance fut décidée²⁰². Cependant, à une heure plus avancée de la nuit, les sollicitations des marchands et des négociants, joints aux habitants les plus riches, devinrent si pressantes qu'une seconde assemblée eut lieu et les plus violents meneurs étant absents, il fut unanimement reconnu

que la défense était impraticable et la soumission nécessaire. Une pétition ou adresse à ce sujet, signée par quarante notables, fut rédigée à minuit et portée au prince Frédéric»²⁰³.

Cette longue citation était nécessaire pour indiquer la situation à la veille de l'entrée des troupes.

Dès le matin du 23, on rencontrait dans les rues des dames en grande toilette, prêtes à recevoir les brillants soldats de Guillaume²⁰⁴. Désespérant de la victoire du peuple, Rogier, Félix de Mérode, Van de Weyer, Vanderburg, Vandermeeren, Niellon, Moyard, Levae, Bodson et leurs amis se décidèrent à chercher un refuge en France. Quant au peuple, il était plein d'enthousiasme²⁰⁵. Il s'apprêtait à vaincre ou à mourir sans s'embarrasser des chefs de la Réunion centrale. « Près de la place de la Monnaie, raconte Kessels, un attroupement attira mon attention, une femme du peuple portant dans ses bras un enfant, excitant la foule pour l'engager à la suivre et aller piller et incendier les propriétés de ceux qu'elle appelait en flamand : *Die heeren met hun swarte casakken van het stadhuis, nu ziet men die verdoemde capoenen niet, nu er gevogten moet worden, het zijn nu de kielen, die de stad moeten verdedigen.* (Ces messieurs de l'hôtel de ville avec leurs casaques noires, on ne les voit plus ces damnés capons maintenant qu'il faut se battre, ce sont les blouses qui doivent défendre la ville.) Sur ces entrefaites elle m'aperçut (j'étais alors revêtu d'une redingote noire) et amassa quelques hommes du poste du théâtre, en disant : *Zie, daar er nog zoo een verdoemde*

*capoen, schiet hem door zijn donder*²⁰⁶ (Voyez, voilà encore un de ces damnés capons, tirez lui dessus)²⁰⁷.

Vers dix heures, le canon se fit entendre pour la première fois et dix mille soldats hollandais pénétrèrent dans la ville pour châtier les rebelles. Un corps d'armée parvint à occuper le Parc, mais douze cents hommes à peine, ouvriers et paysans, pour la plupart, secondés par les femmes, les enfants et les vieillards qui construisent de nouvelles barricades, sauront arrêter cette élite des troupes de Guillaume²⁰⁸.

«Ce que je puis dire, sans entrer dans la question politique et sans prétendre accuser ni justifier personne, écrira le correspondant du *Globe*, c'est que le peuple de Bruxelles, la populace, la canaille comme ils l'appellent, s'est conduite héroïquement. Il y a trois jours qu'ils sont en armes, sans gouvernement d'aucune espèce, sans vivres assurés, et il n'y a pas l'ombre d'une menace contre les propriétés. Depuis deux jours, ils se battent comme des lions (il y avait en effet eu des escarmouches aux portes de la ville avant le 23, N.D.A.) et il n'y a parmi eux ni capitaine, ni général, ni rien. Tout s'improvise à la minute, par petits pelotons»²⁰⁹.

Cette journée du 23 fut décisive et la victoire était assurée²¹⁰. En ce moment, les chefs démocrates ont perdu toute influence sur les masses²¹¹. *Engelspach*, dit *Larivière*, minéralogiste, fils d'un acteur alsacien, siège seul à l'hôtel de ville. À l'âge de vingt-deux ans, il avait fait un long voyage d'étude et d'exploration, travaillant de ses mains pour en payer les frais. À Saint-Petersbourg

il fut même réduit à se faire garçon de café pour avoir l'argent du retour. Revenu en Belgique, il publia des travaux géologiques remarquables qui lui valurent l'approbation d'Alexandre de Humboldt. Tout jeune encore, membre de nombreuses académies et sociétés savantes, au début de l'insurrection il fut de la garde bourgeoise, mais il devint extrémiste en septembre. Depuis le 20, jour de la prise de la ville par le prolétariat, il pourvoyait aux besoins les plus pressants, s'emparant du service des postes, réglementant les grains et farines, réquisitionnant les poudres. Du 20 au 30, il exercera un pouvoir à peu près illimité. Pendant ces dix jours, il délivrera plus de dix mille ordres. Il mourra dans l'oubli un an plus tard à peine, le 23 juillet 1831²¹².

Le coup d'État des chefs bourgeois

Le lendemain et les jours suivants, du renfort continue à affluer, augmentant l'espoir des révoltés. « Le paysan abandonnait son champ, écrit White, l'ouvrier ses ateliers, le mineur sa houillère; toutes les classes laborieuses quittaient simultanément leurs travaux et se portaient sur la capitale »²¹³.

Devant la tournure prise par les événements, les chefs démocrates exilés reprennent confiance et regagnent la ville en toute hâte pour profiter d'une victoire qui apparaît comme certaine. Rogier est parmi les premiers, comme nous l'avons déjà dit.

Pendant que le peuple se bat sur les barricades et arrête l'élan des troupes royales, par un véritable coup d'État, ils forment une Commission administrative composée de d'Hoogvorst, le peintre Jolly, Rogier, de Copin et Vanderlinden. Leur premier acte fut de nommer *don Juan Van Halen*, un aventurier, un des hommes qui prirent part à la répression bourgeoise d'août²¹⁴, commandant en chef des forces actives de la Belgique²¹⁵, et d'investir Engelsbach de pouvoirs illimités avec le titre d'agent-général²¹⁶.

Cet acte audacieux, dû à l'initiative de Rogier et de ses amis, transforma l'insurrection prolétarienne en révolution politique au profit de jeunes intellectuels qui n'avaient joué qu'un rôle de second plan jusqu'à ce jour. En liant leur sort au mouvement révolutionnaire, ils devaient mettre tout en œuvre pour le faire aboutir et, pour cela, le premier objectif à atteindre tant pour le prolétariat que pour la Commission administrative était de bouter le Hollandais dehors. C'était là, d'ailleurs, l'unique point qui unissait les prolétaires et les bourgeois de la Commission. Ces derniers s'efforceront dans l'avenir de détourner la Révolution de son véritable but à leur unique profit²¹⁷.

Pendant la journée du 25, la lutte continua plus ardente que jamais. « Telle était l'ardeur du peuple, dit Van Halen, que l'on voyait souvent ceux qui n'avaient pas d'armes se jeter au milieu de la mitraille pour s'emparer des fusils des ennemis »²¹⁸. Dans les intervalles entre les attaques, lit-on dans van Kalken, les insurgés

— casquette de cuir sur l'oreille — quittaient leurs postes de défense pour aller dans les cabarets raconter leurs exploits, en vidant forces chopes. Les femmes et les enfants, insoucieux du danger, venaient apporter la soupe au père sur les barricades. Il y eut des héros populaires, comme ce vieil artilleur estropié liégeois, Charlier, *la Jambe de Bois*. Enfin, les étrangers mirent dans ce tableau pittoresque la note exotique, avec leurs bolivars, leurs capes à l'espagnole et leurs grandes bottes » ²¹⁹.

Poursuivant son coup d'État, la Commission administrative, toujours pendant la bataille, se transforma le 26 en *Gouvernement provisoire* par l'adjonction de fuyards rentrés de la veille, membres de l'ancienne Commission de sûreté que les prolétaires avaient chassée : Félix de Mérode, Gendebien, Van de Weyer et Nicolaï ²²⁰.

Au cours de la nuit, les Hollandais abandonnèrent leurs positions. L'aube du 27 apportait la victoire du peuple sur l'armée démoralisée du roi Guillaume, qui payait cher son aveuglement obstiné. « Bruxelles passa, écrit White, des scènes de confusion et de terreur aux scènes d'une exaltation immodérée. Des cris et des chants de victoire retentissaient partout ; le bruit effroyable du tocsin qui pendant quatre jours avait appelé le peuple aux armes, avait fait place au son des cloches de réjouissance, annonçant la délivrance de la ville » ²²¹.

Le soir de ce jour mémorable, De Potter faisait sa rentrée à Bruxelles. « Lorsque M. De Potter, arrivé le 27, fut présenté au peuple au balcon de l'hôtel de ville, ce fut Engelsbach qui le conduisit par la main recevoir

l'ovation populaire. Il dit (Engelspach), dans les notes qu'il a laissées, qu'aucun des membres du gouvernement provisoire n'avait voulu se charger de cette mission et que l'un d'eux lui avait dit: "Nous ne nous soucions guère de présenter M. De Potter au peuple, veuillez le faire" »²²².

En présence de l'enthousiasme de la masse, le gouvernement provisoire comprit qu'il lui était impossible de gouverner plus longtemps sans celui que le peuple considérait comme son véritable chef.

À ce moment, De Potter aurait pu s'emparer de la dictature, il ne le fit pas²²³. Il accepta de collaborer avec ceux qui profiteront de la première occasion pour se débarrasser de sa gênante présence. Cette faute grave s'explique aisément: brillant polémiste et théoricien remarquable, De Potter n'avait rien de l'homme d'action. Il fallait un Robespierre pour conduire les masses à une victoire complète. Elles n'eurent qu'un philosophe. «Je ne me doutai pas le moins du monde, écrira-t-il plus tard, qu'en prêtant à ces messieurs tout l'appui de ma popularité qui était immense alors, je m'ôtai à moi-même la possibilité de la conserver, puisque n'ayant qu'une voix au conseil, j'assumais sur moi la responsabilité entière des actes même les plus impopulaires du gouvernement, que je les eusse ou ne les eusse pas voulus. Car le peuple ne voyait que moi. La faute que je fis en acceptant une place au gouvernement provisoire, est la plus grande que je pusse faire: elle m'enleva tout moyen, et j'en avais à cette époque de fort effi-

caces, de faire le bien, et elle fit peser sur moi tout le mal qui fut fait» ²²⁴.

En entrant au gouvernement, il fit connaître par une proclamation les principes qui devaient animer le nouveau pouvoir : « Liberté pour tous ! Égalité de tous devant le pouvoir suprême, la Nation ! devant sa volonté, la Loi ! Peuple ! Ce que nous sommes, nous le sommes par vous ; ce que nous ferons, nous le ferons pour vous » ²²⁵. Il eut la naïveté de croire que ses collaborateurs, anciens gardes bourgeois, allaient suivre ces mots d'ordre révolutionnaires ²²⁶.

Le 29, quand on passa en revue les glorieux combattants en blouse bleue, on y compta huit mille volontaires armés dont deux compagnies de bourgeois ²²⁷. Tous les combattants qui ont succombé dans la première journée de résistance aux Hollandais, à quelques exceptions près, appartiennent exclusivement au prolétariat ²²⁸. « La génération actuelle ignore, disait Victor De Bavay en 1875, que ce sont uniquement des hommes du peuple, de la populace, de la canaille, comme on les appelait alors, qui ont tenu tête à l'ennemi, avec des volontaires liégeois et louvanistes, et avec des paysans d'Uccle, commandés par un maréchal ferrant » ²²⁹. White l'avait déjà reconnu : « La victoire était essentiellement populaire, écrivait-il, car elle était incontestablement l'œuvre du peuple, gagnée comme le pain qu'il gagne chaque jour à la sueur de son front, ou plutôt au prix de son sang » ²³⁰.

L'insurrection dans les autres villes du sud

Nous venons de voir que l'insurrection de Bruxelles eut nettement le caractère d'une lutte de la classe ouvrière secondée par les paysans et quelques intellectuels démocrates, contre le gouvernement hollandais, soutenu jusqu'à sa défaite par la majorité de la bourgeoisie bruxelloise.

Cette lutte, la première livrée par le prolétariat belge dans une société où la bourgeoisie a le pouvoir, se développe en trois phases :

1) Elle débute par une *émeute* de la classe ouvrière qu'un état de misère profonde a exaspérée et par la riposte de la bourgeoisie qui crée une garde d'auto-protection pour suppléer à l'incurie gouvernementale.

2) Elle continue par une *lutte armée* entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, avec le désarmement de cette dernière comme aboutissement.

3) Elle se termine par un *coup d'État* d'éléments démocrates qui s'emparent de la révolution à leur profit et partagent le pouvoir avec les anciens chefs de la garde bourgeoise.

Il ne nous est pas possible, dans le cadre de cet ouvrage, de faire pour chaque ville des provinces du sud des Pays-Bas l'analyse détaillée des événements qui marquent cette période de la lutte des classes en Belgique. Qu'il nous suffise de dire, en nous appuyant sur les principaux auteurs que nous avons fréquemment cités ²³¹, que la plupart des villes furent le théâtre

d'événements analogues, en Flandre comme en Wallonie: à Gand, à Anvers, à Bruges, à Huy, à Liège, dans le Borinage, à Verviers, à Malines, partout la Révolution débute par une insurrection prolétarienne. Bien plus, le mouvement prolétarien déborda le royaume. Aix-la-Chapelle connut une lutte semblable à la même époque et de nombreux Wallons y prirent une part active, selon G.C. Gervinus.

Centre industriel très important où étaient occupés de nombreux ouvriers wallons, une insurrection y éclata le 29 août. Le signal semble avoir été donné par l'arrivée de la diligence de Liège dont les postillons et les chevaux portaient des rubans aux couleurs françaises. La maison de Charles John Cockerill, frère du propriétaire de Seraing, fut pillée. Ici aussi, la bourgeoisie écrasa la révolte dans le sang, mais d'une manière définitive. Le mouvement s'étendit d'ailleurs à plusieurs villes d'Allemagne: Eberfeld, Leipzig, Hambourg, Brunswick, Dresde, Chemnitz et même Berlin ²³².

Ce fait est d'une grande importance pour notre thèse: il montre clairement et sans réfutation possible que la Révolution de 1830 n'a pas ce caractère national qu'on lui attribue généralement, puisqu'elle s'étend à une ville située en dehors du royaume des Pays-Bas. Elle ne peut s'expliquer que par les causes économiques que nous avons mises en relief dans les premiers chapitres.

L'émeute d'Aix-la-Chapelle et d'autres villes allemandes confirme que la Révolution de 1830 n'est qu'une phase de la lutte des classes.

L'indépendance des provinces du sud et la confiscation bourgeoise

C'est le 4 octobre que le gouvernement provisoire proclama l'indépendance des provinces belges.

Les jours suivants furent pris par la préparation d'un *Congrès national* chargé d'établir la Constitution du nouvel État, tandis que les volontaires continuaient à repousser les troupes hollandaises vers le nord.

L'Union belge, le journal officiel du gouvernement provisoire, en de nombreux articles, montre l'importance de ce Congrès pour l'avenir du pays. À ce moment, l'influence du prolétariat toujours armé est encore considérable. On n'ose pas gouverner directement contre lui. C'est lui qui a fait la Révolution et c'est lui qui refoule l'ennemi. Nul ne songe à le nier. Le Congrès national a donc pour mission de proclamer la souveraineté du peuple qui est l'auteur de l'indépendance. *L'Union belge* le proclame notamment dans un article, non signé, du 18 octobre : « La mission du Congrès national, mission haute et sacrée, est de manifester par la Constitution la volonté du peuple, et surtout celle des classes inférieures. Ce sont elles, en effet, il ne faut pas hésiter à le reconnaître, ce sont elles qui ont donné le signal de la résistance à l'ennemi ; qui, à défaut de poudre, ont trouvé les pics et les pavés ; qui, affrontant avec une héroïque ivresse les canons et la fusillade, ont rendu à tous la conscience de leurs droits et de leurs forces et la foi dans l'avenir. »

Le 10 octobre, un arrêté du gouvernement provisoire faisait connaître les modalités de l'élection des députés au Congrès national dont la mission haute et sacrée était de manifester surtout la volonté des classes inférieures. Il proclame en termes ambigus que, le Congrès devant être une véritable représentation nationale, il est nécessaire d'adopter, dès à présent, un système d'élection directe et libérale, mais qu'à titre transitoire on garde les bases de l'ancien système censitaire pour éviter des lenteurs.

Ce monument de duplicité donnait au prolétariat une promesse pour l'avenir et à la bourgeoisie la certitude d'une majorité au Congrès dans le présent. Le gouvernement provisoire, où un seul homme représente l'aspiration des masses, De Potter, avait fait deux concessions aux artisans de la Révolution : l'élection directe et l'éligibilité sans condition de cens, mais le suffrage universel avait été jugé trop dangereux et restait à l'état de promesse.

On comprend dès lors la précipitation apportée par le gouvernement à organiser les élections, au point que *l'Union belge* elle-même constate le peu de sérieux des votes préparatoires : « Si nous sommes bien informés, les élections se préparent à Bruxelles d'une singulière façon, lit-on dans le numéro du 5 novembre. En arrivant dans les sections les électeurs reçoivent des mains de messieurs tels ou tels des listes de candidats ; et, sans discuter le mérite des hommes qu'on leur propose de nommer, ils copient bénévolement ces listes, compo-

sées de gens riches, honorés, qui réunissent, on l'assure du moins, les vœux de la majorité, et qui, en définitive, grâce à cette confiance routinière et au zèle de deux ou trois amis, se trouvent présentés comme candidats au Congrès. » Voilà les hommes qui doteront le nouvel État d'une Constitution. Quoi d'étonnant? La masse n'avait aucun droit électoral. La population au 1^{er} janvier 1829 s'élevait en effet à près de 4 000 000 d'habitants et il y avait seulement 46 000 électeurs inscrits sur les listes²³³. En 1830, la province de Liège comptait 371 568 habitants, 4 983 seulement étaient électeurs²³⁴. A Bruxelles, où l'on a vu des milliers de prolétaires en armes, il y eut 2 000 votants et, à Liège, 1 500. D'après le comte de Lichtervelde, les votants pour le pays tout entier semblent avoir été en moyenne dans la proportion des deux tiers des inscrits²³⁵, soit un peu plus de 30 000 !

« J'ai dit que la révolution faite par le peuple, devait tourner tout entière au profit du peuple », a écrit De Potter dans l'*Union belge* du 2 novembre. On devine ce qu'il en sera dans ces conditions.

Le 10 novembre, le Congrès national se réunit pour la première fois, installé par De Potter qui démissionna aussitôt de ses fonctions au gouvernement provisoire.

À côté des sommités du commerce et de l'industrie, de la magistrature et du barreau, siégeaient les représentants des principales familles aristocratiques, de grands propriétaires et plusieurs membres du clergé²³⁶.

« L'action véritablement démocratique dans la Révolution de 1830 cessait ce jour-là, écrit Jottrand, et la retraite de De Potter devait en être la conséquence²³⁷. De Potter, donc, voyant dévier la Révolution belge des voies où il croyait sincèrement l'avoir vue entrer, et dans lesquelles il croyait qu'on l'avait appelé à la guider, se retira dès qu'il reconnut s'être trompé »²³⁸.

De Potter avait alors l'intention de séjourner à Bruxelles, mais le gouvernement fit tout pour lui rendre la vie impossible. Il organisa même un guet-apens à la suite duquel De Potter alla s'établir à Paris. Il y resta jusqu'en 1838, date à laquelle il revint définitivement à Bruxelles²³⁹.

Le premier acte important du Congrès bourgeois fut de voter la forme monarchique du nouvel État après de longs débats académiques sur les différents systèmes de gouvernement. La minorité républicaine fut réduite à une opposition stérile.

L'année suivante, la Constitution était votée à l'unanimité. Elle laissa subsister l'inique régime censitaire, qui ne devait être que transitoire d'après la déclaration solennelle du gouvernement provisoire. Lors de la courte discussion du futur article 47 qui devait consacrer cette spoliation, le député Charles Le Hon donna les raisons qui la justifient à ses yeux : « La source de tous les pouvoirs réside dans les élections. Or, à qui appartient-il de les constituer ? À ceux qui sont intéressés à leur maintien, au bon ordre, à la prospérité et à la tranquillité de l'État. Personne n'est aussi intéressé

à tout cela que celui qui possède une fortune quelconque et un cens qui la représente »²⁴⁰.

Pas une seule voix ne s'est élevée contre ces paroles.

« Il faut bien avouer, écrira l'abbé Balau, qu'il est tout au moins étrange qu'on ait privé du droit de concourir aux affaires publiques ceux-là mêmes qui s'étaient les premiers trouvés au poste du danger, et qu'on ait investi de ce droit les timides censitaires à 80 florins, que la préoccupation de sauvegarder leurs intérêts avait seule pu décider à se joindre au mouvement patriotique »²⁴¹.

« Il y avait un terrible écueil à éviter, lit-on aussi dans la préface aux *Souvenirs personnels* de Lebeau, le suffrage universel. En somme, c'était le peuple qui avait fait la révolution; c'était le peuple qui s'était battu au Parc et qui avait jeté les Hollandais hors de Belgique. Le peuple, à qui l'on devait la victoire, pouvait réclamer une part dans le gouvernement, et d'ailleurs le suffrage universel avait plus de partisans qu'aujourd'hui (en 1883 N.D.A.). Mais malgré les entraînements du moment, nos hommes d'État comprirent que (...) une Constitution (...) ne pouvait être pratiquée que dans un pays où le Gouvernement était aux mains de la bourgeoisie. Le célèbre mot de Gendebien: *Le peuple a fait la révolution et la bourgeoisie l'a confisquée*, est donc parfaitement vrai — heureusement pour la Belgique. »²⁴²

Nous avons peu de chose à modifier à ces conclusions imposées par les faits historiques que nous avons rapportés. Nous ne croyons pas qu'un gouvernement

issu du suffrage universel eût été impossible à cette époque et eût fait le malheur de la Belgique, selon l'opinion naïve de l'auteur cité.

À ce moment, le prolétariat ne pouvait pas créer une société socialiste, le régime capitaliste industriel n'étant pas suffisamment évolué, mais il pouvait préparer les voies rendant l'évolution plus rapide, au lieu de mener une lutte politique d'un siècle presque pour la conquête du suffrage universel confisqué par les fondateurs de la monarchie belge.

Post-scriptum

Ce n'est pas seulement sur le plan de la conquête d'une véritable démocratie que se déroulera l'histoire politique du nouvel État, mais la naissance d'un *problème national* allait tout aussitôt éclater et s'amplifier au cours des décennies du fait de l'existence de deux peuples distincts, les Flamands et les Wallons, dans un État unitaire.

Alors que les Wallons s'étaient opposés à la prédominance de la langue néerlandaise sous le régime hollandais, les Flamands vont s'opposer à la primauté de la langue française sous le régime belge.

Il en résultera la naissance d'un *mouvement flamand* dès l'aube du Royaume de Belgique, auquel répondra un mouvement wallon cinquante ans plus tard ²⁴³. De sorte que l'histoire politique de ce pays sera, alternativement ou simultanément, animée par des luttes de classe et des luttes nationalitaires dites linguistiques.

Ces faits confirment la théorie de Karl Kautsky et de Rosa Luxembourg, entrevue par Engels, que lutte de classe et lutte nationale deviennent complémentaires et solidaires sans toutefois se confondre ni se superposer ²⁴⁴.

Bibliographie

Almanach de Gotha, années 1800.

BALAU, Sylv. (abbé), *Soixante-dix ans d'histoire contemporaine de Belgique*, Bruxelles-Liège, L. Grandmont, 1888. Seconde édition : 1889. Préface de M. Woeste.

BARTELS, Ad., *Documents historiques sur la Révolution belge*, Bruxelles, Lejeune, 1836.

BARTELS, Ad., *Les Flandres et la Révolution belge*, Paris, Paulin, 1834.

BÉCOURT, Ch. DE, *La Belgique et la Révolution de juillet*, Paris, Moutardier, 1835.

BERGMANS, Paul, *Étude sur l'éloquence parlementaire belge sous le régime hollandais (1815-1830)*, Bruxelles, Hayez, 1892.

BERTHOLET, «L'invention du drapeau national belge», dans *Wallonia*, 1901, IX, 241.

BLOK, P.J., *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk, tweede druk, vierde deel*, Leiden, Sijthoff, z.d.

BOSSCHA, J., *De Belgische revolutie*, Leeuwarden, 1856.

BRUNELLE, P.-J., *Récit de ce qui s'est passé dans la Belgique depuis le 24 août jusqu'à présent et des causes des troubles actuels*, Bruxelles, Beugnies, 1830.

BUFFIN, Camille, «Le 23 septembre 1830», dans *Revue générale*, 1910, n°2.

BUFFIN, Camille, *Mémoires et documents inédits sur la Révolution belge et campagne de dix jours (1830-1831)*, 2 vol., Académie Royale de Belgique, Commission royale d'Histoire, Bruxelles, Kiessling, 1912.

CARTON DE WIART, H., *À propos du rôle de la Garde bourgeoise dans les événements de 1830*, Bruxelles, Hayez, 1927.

- CHARLIER, Jean-Joseph, dit la Jambe de Bois, *Les Journées de Septembre 1830 ou Mémoire de...*, Liège, Carmanne, 1853.
- CLOSSON, Ernest, « Pourquoi la "Brabançonne" n'est pas devenue un chant populaire », dans *La Revue belge*, 5^e année, tome III, n° 6, p. 533, 1928.
- COLENBRANDER, H.T., *De Belgische omwenteling*, 's-Gravenhage, Nijhoff, 1905.
- COLENBRANDER, H.T., *Gedenkstukken der algemeene Geschiedenis van Nederland*, 's-Gravenhage.
- « Combat du 30 septembre 1830 à Liège (le) », dans *Wallonia*, 1901, IX, 243.
- CONINCKX, Hyacinthe, « 1815-1830. La fin de deux régimes », dans *Bull. du Cercle archéol. litt. et artist. de Malines*, t. XIV, 1904.
- CRUYPLANTS, B. (colonel), *Souvenirs d'un volontaire de 1830*, Gand-Paris, Vanderhaegen-Dumaine, 1880.
- DAMOISEAUX, Maurice, « Les origines de la révolution belge de 1830 », dans *Revue générale*, t. LXXXI (1905) et LXXXV (1906).
- DE BAVAY, Charles-Victor, *Histoire de la Révolution belge de 1830*, Bruxelles, Bruylant-Christophe, 1873.
- DE BÉTHUNE, « Documents relatifs à la persécution dans le Courtrais sous le gouvernement hollandais », dans *Cercle hist. et archéol. de Courtrai*, 1911-1912, p. 223-231.
- DE BOER, G., « Guillaume Ier et les débuts de l'industrie métallurgique en Belgique », dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. III (1924).
- DE PONTÉCOULANT (colonel Vicomte), *Pétition à MM. les sénateurs et représentants de la Belgique*, Bruxelles, 1835.
- DE GERLACHE, G.-C. (baron), *Histoire du Royaume des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*, Bruxelles, Goemaere, 1859.
- DELCAMBRE, *Lettre écrite d'une maison, rue Ducale*, Bruxelles, Mertens, 1830.
- DE LEUTRE, Charles, *Histoire de la Révolution belge de 1830*, 3 vol., Bruxelles, Jamar, 1849.

DELPLACE, L. (S.J.), *La Belgique sous Guillaume Ier, roi des Pays-Bas*, Louvain, Ista, 1899.

DELSINNE, Léon, *La Révolution belge de 1830*, Bruxelles, Eglantine, 1925.

DE POTTER, L., *Souvenirs personnels*, Bruxelles, Jamar, 1840.

— *Lettre à mes concitoyens*, Bruxelles, Ode et Wodon, 1830.

— « La Révolution belge de 1830 », dans *Revue trimestrielle*, XVI^e volume, t. IV.

DE SAEGHER et JACQUIN, *Le général don Juan van Halen*, Renaix, Leherte, 1905.

DE WARGNY, A., *Esquisses historiques de la Révolution de la Belgique en 1830*, Bruxelles, Tarlier, 1830.

— *Supplément aux esquisses*, Bruxelles, Méline, 1831.

DISCAILLES, Ernest, *Charles Rogier (1800-1885)*, Bruxelles, Lebègue, 1892-1895.

DONNY, Em., *Histoire du Hainaut de 1443 à nos jours*, Charleroi, 1925.

DUPUIS, Sylvain, « La Brabançonne », dans *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, Classe des beaux-arts, 1922, p. 158.

Événements de Bruxelles du 25 août 1830 et jours suivants, Bruxelles, De Greef, 1830.

FRIS, Victor, *'t Jaar 30*, Gent, Vuylsteke, 1905.

FROMENT, Ch., *Etudes sur la Révolution belge*, Gand, Duvivier, 1834.

GEMELLI, Carlo, *Histoire de la Révolution belge de 1830*, traduite de l'italien par P. Royer, Bruxelles-Ostende, Claessen, 1860.

GERVINUS, G.G., *Histoire du. XIX^e siècle*, t. 21-22, Paris, Lacroix, 1870, 1874.

HALKIN, Joseph, *Histoire de Belgique*, Namur, Wesmael, 1919.

H.R., « Préliminaires de la révolution belge de 1830 », dans *Ann. de la soc. archéol. de Namur*, t. XXIV, p. 57-74.

HUYBRECHT, P.-A., « Le règne de Guillaume Ier en Belgique »;

- « La Révolution belge de 1830 », dans *Revue trimestrielle*, XII, XIV, XV, XVII (1857-1858).
- *Histoire politique et militaire de la Belgique (1829-1831)*, Bruxelles, Renier, 1856.
- HUYSMANS, Camille, *La révolution de 1830 et le mouvement politique (75 années de domination bourgeoise, 1830-1905)*, Gand, Volksdrukkerij, 1905.
- HUYTTENS, Emile, *Discussions du Congrès national de Belgique (1830-1831)*, Bruxelles, Wahlen, 1844.
- ISNARDON, Jacques, *Le théâtre de la Monnaie depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, Bruxelles, Schott, 1890.
- JANSSONE, Jan, « Omwenteling van 1830 », dans *Germania*, 1902, p. 3-17.
- JOTTRAND, L., *Louis De Potter*, Bruxelles, Decq, 1860.
- JUSTE, Théodore, *La Révolution belge de 1830*, Bruxelles, Bruylant, 1872.
- *Les fondateurs de la monarchie belge*, Bruxelles, Muquardt, s.d.
- KERCHOVE DE DENTERGHEM, O. DE, « Les préliminaires de la révolution belge en 1830 », dans *Revue de Belgique*, 1896.
- KESSELS, H., *Précis des opérations militaires pendant les quatre mémorables journées de septembre*, Bruxelles, Méline, 1831.
- KNOOP, W.-J., *Herinneringen aan de Belgische omwenteling van 1830*, 's-Gravenhage, De Tijdspiegel, 1884-1885.
- KURTH, Godefroid, *Manuel d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Dewit, 1919.
- LEBEAU, J., *Souvenirs personnels et correspondance diplomatique (1824-1841)*, Bruxelles, Lebègue, 1883.
- LEBÈGUE, L.-F., *Notice sur l'histoire métallique de la Révolution belge de 1830*, Gand, Lippens, 1832.
- LECLÈRE, Constant, *Histoire de Belgique*, Liège, Thone, 1927.
- LECONTE, Louis, « Les éphémères de la révolution de 1830 », dans *La Belgique en 1930*.

- LEJEAR, J., *Histoire de la, ville de Verviers. Période hollandaise et Révolution belge de 1830*, Verviers, Féguenne, 1906.
- LESUR, C.-L., *Annuaire historique universel*, Paris, Thoissnier, s.d.
- LEWINSKI, Jan St., *L'évolution industrielle de la Belgique*, Bruxelles, Misch, 1911.
- LICHTERVELDE (comte Louis DE), *Le Congrès national de 1830*, Bruxelles, Dewit, 1922.
- Liège-Bruxelles, *Souvenirs. 1830. Discours de M. le Gouverneur de la Province de Liège*, Liège, Thiriart, 1880.
- LOY, V., *Biographie des hommes de la révolution*, Bruxelles, Crickx, 1832.
- MACOIR, Georges, «Souvenirs autographes de la révolution de 1830», dans *Bull. des Musées roy. des arts décor. et industr.*, 1910, n° 3, p. 21-24.
- MAGNETTE, F., *Précis d'histoire liégeoise*, Liège, Vaillant, 1^{re} édition. — «Le pétitionnement belge pour le redressement des griefs (1828-1830)», dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XII, n° 4, 1933.
- MALOU, J., *Notice historique sur la Société générale 1822-1862*, Bruxelles, 1863.
- MEULEMANS, Auguste, *La Belgique, ses ressources agricoles et commerciales*, Bruxelles, Van Buggenhoudt, 1864.
- MICHIELSEN, J., «Te Turnhout in het jaar 1830», dans *Taxandria*, 1905-1906.
- MOENS, G., *Considérations sur la Révolution belge de 1830*, Liège, Jeunehomme, 1836.
- NIELLON (général), *Histoire des événements militaires et des conspirations orangistes de la Révolution en Belgique de 1830 à 1833*, Bruxelles, 1868.
- NIMAL, Ch., *Thuin sur le déclin du régime hollandais, pendant la révolution, etc.*, Liège, Dessain, 1907.
- NOTHOMB, J.-B., *Essai historique et politique sur la Révolution belge*, Bruxelles, Muquardt, 1876.

OPPELT, Gustave, *Histoire générale et chronologique de la Belgique de 1830 à 1860*, Bruxelles, Hoyez, 1861.

Patrie belge (La), 1830-1930, Les éditions illustrées du « Soir », 1930.

POULLET, P., « Relation inédite sur les débuts de la Révolution belge de 1830 », dans *Revue générale de Belgique*, 1897.

POULLET, Prosper, « Les premières années du Royaume des Pays-Bas », dans *ibid.*, 1895.

PIRENNE, H., *Histoire de Belgique*, t. VI, Bruxelles, Lamertin, 1926.

PLETINCKX, K., *Souvenirs révolutionnaires*, Bruxelles, 1857.

QUETELET, A., *Recherches sur la population dans le royaume des Pays-Bas*, Bruxelles, Tarlier, 1837.

Révolution belge, 1830, Bruxelles, Remy, 1831.

Révolution (La) de la Belgique et les événements de Bruxelles en septembre 1830, La Haye-Amsterdam, Van Cleef.

REYNAUD, Paul, *Les trois glorieuses. (Révolution de juillet à Paris)*, Paris, Hachette, 1927.

ROBIDÉ VANDER AA, *Catalogus van boekwerken en vlugschriften*, Amsterdam, 1838-1840.

RODENBACH, Constant, *Episodes de la Révolution dans les Flandres*, Bruxelles, Hauman, 1833.

ROYAN, Alphonse, *Les hommes politiques de la Belgique*, Bruxelles, Dumont, 1835.

RYELANDT, « La révolution de 1830 à Bruges », dans *Annales de la soc. d'émulation*, 1905.

SIRTEMA DE GROVESTINS, *Notice et Souvenirs biographiques*, Saint-Germain-en-Laye, Picault, 1852.

STEVENS, Th., « Kortrijk in de omwenteling van 1830 », dans *Gesch. en oudheidk. Kring te Kortrijk*, Bulletijn, 1905-1906, p. 71-90.

TERLINDEN, Ch., « La politique économique de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas en Belgique (1814-1830) », dans *Revue historique*, 1922.

— *Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas et l'Eglise catholique en Belgique* (1814-1830), Bruxelles, Dewit, 1906.

— *La Révolution belge de 1830 racontée par les affiches*, Bruxelles, 1903.
TIELEMANS, F., *Réponse à un anonyme*, Liège, Jeunehomme, 1832.

Union belge (L'), Premier numéro: le 19 octobre 1830.

VAN BEMMEL, Eugène, *Patria belgica*, Bruxelles, Bruylant, 1873.

VAN BYLANDT, W. (Grave), *Verhaal van het oproer te Brussel*, La Haye, Vervloet, 1831.

VANDER KEMP, *De Belgische omwenteling in Luik en Limburg, 's-Gravenhage*, Van der Beek, 1904.

VAN DER LINDEN, Herman, *Manuel d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Lamertin, 1924.

VANDERSYPEN, Ch., *Jenneval-Campenhout: La Brabançonne*, Bruxelles, Bruylant, 1880.

VAN HALEN, J., *Les quatre journées de Bruxelles*, Bruxelles, Méline, 1831.

VAN KALKEN, Frans, *Histoire du Royaume des Pays-Bas et de la Révolution belge de 1830*, Bruxelles, Lebègue, s.d.

— *Histoire de Belgique*, Bruxelles, Office de publicité, 1920.

VANLANGENHOVE, Fernand, *La volonté nationale belge en 1830*, Bruxelles, Van Oest, 1917.

VAN LIMBURG, Jan, *De Revolutie van 1830*, Anvers, Opdebeek, 1900.

VAN NECK, Léon, *1830 illustré*, Bruxelles, Lamberty, 1905.

VERRIEST, Léo, «Tournai et la révolution belge», dans *Revue tour-naisienne*, 1905, p. 33-99.

Ville rebelle (la), par un témoin oculaire. Imprimerie de Swart, 1830.

WHITE, Charles, *La Révolution belge (The Belgic Revolution)*, trad. française par Mary Corr, Bruxelles, Hauman, 1836.

WILLAME, Georges, *La Révolution de 1830 à Nivelles*, Nivelles, Guignardé, 1895.

WILLEMSEN, G., «Les événements de 1830-1831 à Saint-Nicolas», dans *Annales du cercle archéol. du pays de Waes*, 1905, t. XXIV, n°1.

Notes (L'insurrection prolétarienne)

1. E. VANDERVELDE, *Le marxisme a-t-il fait faillite ?*, Bruxelles, Ed. de l'Eglantine, « Etudes politiques et sociales », XII, 1928, p. 32.
2. J.S. LEWINSKI, *L'évolution industrielle de la Belgique*, p. 43 et 45.
— Cf. Bibliographie, infra.
3. C. VAN DE MAEREN et A. COUVREUR, dans *Patria Belgica*, t. II, p. 791 ; Th. JUSTE, *Révolution belge*, t. I, p. 1 ; A. MEULEMANS, *La Belgique, ses ressources agricoles et commerciales*, p. 87 ; L. DE POTTER, *Souvenirs personnels*, passim.
4. J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 77.
5. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. VI, p. 342.
6. G.-C. DE GERLACHE, *Histoire du Royaume des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*, t. II, p. 116.
7. J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 117.
8. ROMBERG, dans *Patria Belgica*, t. III, p. 219.
9. *Idem, ibid.*, p. 220.
10. Ch. TERLINDEN, « La politique économique de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas en Belgique (1814-1830) », dans *Revue historique*, n° CXXXIX, p. 30.
11. J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 77.
12. *Idem, ibid.*, p. 116 ; P.-A. HUYBRECHT, *Histoire politique et militaire de la Belgique (1829-1830)*, p. 32. Voir aussi P.J. BLOK, *Geschiedenis van het Nederlandsche Volk*, t. IV, hoofdstuk, p. III ; E. DONY, *Histoire du Hainaut de 1443 à nos jours*, p. 4. — Voir aussi G. DE BOER, « Guillaume I^{er} et les débuts de l'Industrie métallurgique en Belgique », dans *Revue belge de philol. et d'hist.*, n° XIV, p. 527-552.
13. Ch. TERLINDEN, *op. cit.*, p. 39 ; P.-A. HUYBRECHT, « Le règne de Guillaume I^{er} en Belgique. La Révolution belge de 1830 », dans *Revue trimestrielle*, n° XII, p. 262 ; J. LEBEAU, *Souvenirs personnels et correspondance diplomatique, 1824-1841*, p. 11 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, t. I, p. 137 et 157.
14. C. BUFFIN, *Mémoires et documents inédits sur la Révolution belge et la campagne de dix jours, 1830-1831*, t. I, p. 66 ; J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 80 ; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 40 ; ROMBERG, dans *Patria Belgica*, p. 222 ; Ch. TERLINDEN, *art. cit.*, p. 39.

15. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 363 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, t. I, p. 149 ; P. POULLET, « Relation inédite sur les débuts de la révolution belge de 1830 », dans *Revue générale*, n°LXVI, p. 619 ; G.G. GERVINUS, *Histoire du XIX^e siècle*, t. XXI, p. 220. — Voir aussi H. CONINCKX, « 1815-1830. La fin de deux régimes », dans *Bulletin du Cercle archéol., litt. et artist. de Malines*, n°XIV ; M. DAMOISEAUX, « Les origines de la Révolution belge de 1830 », dans *Revue générale*, n°LXXXI, p. 551-561 et p. 682-694 ; F. MAGNETTE, « Le pétitionnement belge pour le redressement des griefs (1828-1830) », dans *Revue Belge de philol. et d'hist.*, n°XII, p. 1061 et ss ; Ch. TERLINDEN, Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, et l'Eglise catholique en Belgique (1814-1830).
16. Ch. WHITE, *La Révolution belge (The Belgic Revolution)*, trad. française par Mary Corr, t. I, p. 195.
17. J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 124 et 129.
18. *Idem, ibid.*, p. 55, 57, 87, 97.
19. *Idem, ibid.*, p. 73.
20. Ch. TERLINDEN, *op. cit.*, p. 34 ; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 160 ; J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 80 ; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 146 ; E. DONY, *op. cit.*, p. 443.
21. J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 91.
22. *Idem, ibid.*, p. 93.
23. Ch. TERLINDEN, *op. cit.*, p. 13.
24. *Idem, ibid.*
25. *Idem, ibid.*
26. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 79.
27. C.L. LESUR, *Annuaire historique universel*, 1821, p. 279.
28. *Idem, ibid.*
29. *Idem, ibid.*, 1822, p. 303.
30. *Idem, ibid.*, p. 304.
31. *Idem, ibid.*, 1823, p. 293.
32. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 79.
33. Ch. TERLINDEN, *op. cit.*, p. 79.
34. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 366.
35. *Idem, ibid.*, p. 372.
36. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 158.
37. *Idem, ibid.*, p. 159 ; C.L. LESUR, *op. cit.*, 1820 ; J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 89.
38. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 340.
39. *Idem, ibid.*, p. 337.

40. *Idem, ibid.*, p. 339 ; F. VAN KALKEN, *Histoire de Belgique*, p. 485 ; L. DELSINNE, *La Révolution belge de 1830*, p. 17 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 206 ; H.T. COLENBRANDER, *Gedenkstukken der Algemeene Geschiedems...*, t. IX, 2, p. 840.
41. P.-A. HUYBRECHT, « Règne... », *art. cit.*, p. 256 et 274.
42. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 93.
43. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 295 ; P. VAN KALKEN, *Histoire du Royaume des Pays-Bas et de la Révolution de 1830*, p. 112.
44. L. DE POTTER, « La Révolution belge de 1830 », dans *Revue trimestrielle*, n°XVI.4, p. 135 ; J. LEBEAU, *op. cit.*, p. 10-11 ; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, « Les préliminaires de la Révolution belge de 1830 », dans *Revue de Belgique*, n°LXXXIV, p. 202 ; P. POULLET, *op. cit.*, p. 617 ; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 709.
45. Th. JUSTE, *Les fondateurs de la monarchie belge. Louis De Potter*, p. 46 ; L. DE POTTER, *Souvenirs personnels*, t. I, p. 36 et 67 ; Th. JUSTE, *Révolution belge*, t.I, p. 94.
46. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 369.
47. H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 701.
48. On trouvera un résumé des faits dans l'Histoire contemporaine de A. MALET et P. GRILLET, p. 61 et ss. On sait que la bourgeoisie française s'empara de la victoire des ouvriers de Paris. — Voir aussi P. REYNAUD, *Les trois glorieuses*, et Ch. DE BÉCOURT, *La Belgique et la Révolution de juillet*.
49. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 215 ; P. POULLET, *op. cit.*, p. 624 ; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 824-825 et ss.
50. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 221.
51. G.-C. DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 245 ; C. GEMELLI, *Histoire de la Révolution belge de 1830*, trad. de l'italien par P. Royer, p. 62.
52. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 233.
53. Th. JUSTE, *op. cit.*, t. II, p. 5 ; C.L. LESUR, *op. cit.*, 1830, p. 539.
54. Stances de Casimir Delavigne, musique de Romagnesi (cf. C.L. LESUR, *ibid.*, p.261).
55. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 239.
56. P.-A. HUYBRECHT, « La Révolution belge de 1830 », dans *Revue trimestrielle*, n°XVII, p. 160-161 ; G. OPPELT, *Histoire générale et chronologique de la Belgique de 1830 à 1860*, p. 72 ; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 365 ; *La Patrie belge*, 1930, p. 57.
57. Th. JUSTE, *Révolution belge*, *op. cit.*, p. 6.
58. *Idem, ibid.*, p. 10 ; P. POULLET, *op. cit.*, p. 792. — Voir également : J. BOSSCHA, *De Belgische revolutie*, Leeuwarden, 1856 ; P.J. BRUNELLE,

Récit de ce qui s'est passé dans la Belgique depuis le 24 août jusqu'à présent et des causes des troubles actuels, Bruxelles, 1830; DELCAMBRE, *Lettre écrite d'une maison, rue Ducale*, Bruxelles, 1830; Ch. DE LEUTRE, *Histoire de la Révolution belge de 1830*, Bruxelles, 1849; *Événements de Bruxelles du 25 août 1830 et jours suivants*, Bruxelles, 1830; Ch. FROMENT, *Études sur la Révolution belge*, Gand, 1834; J. JANSSENE, «Omwenteling van 1830», dans *Germania*, octobre 1902, p. 3-17; W.J. KNOOP, «Herinneringen aan de Belgische omwenteling van 1830», dans *De Tijdspiegel*, (La Haye), t. III, 1884 et IV, 1885; L.F. LEBÈGUE, *Notice sur l'histoire métallique de la Révolution belge de 1830*, Gand, 1832; Liège-Bruxelles – *Souvenirs 1830*. *Allocution du gouverneur de la province de Liège (de Luesemans)*, Liège, 1880; G. MOENS, *Considérations sur la Révolution belge de 1830*, Liège, 1930; J.-B. NOTHOMB, *Essai historique et politique sur la Révolution belge*, Bruxelles, 1876; K. PLETINCKX, *Souvenirs révolutionnaires*, Bruxelles, 1837; *La Révolution de la Belgique et les événements en septembre 1830*, La Haye, 1830; W. VAN BYLANDT, *Verhaal van het oproer te Brussel*, La Haye, 1831; F. VANLANGENHOVE, *La volonté nationale belge en 1830*, Bruxelles, 1917; J. VAN LIMBURG, *De revolutie van 1830*, Anvers, 1900; L. VAN NECK, 1830 illustré, Bruxelles, 1905.

59. H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 862. Van Maanen était ministre de la Justice.

60. E. DISCAILLES, *Charles Rogier (1800-1885)*, t. I, p. 183; P. POULLET, *op. cit.*, p. 793; V. FRIS, 't Jaar '30, p. 65.

61. P.-A. HUYBRECHT, «Règne», *art. cit.*, p. 257.

62. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 242; C. GEMELLI, *op. cit.*, p. 66; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 865.

63. P.-A. HUYBRECHT, «La Révolution belge...», *art. cit.*, p. 161; (Anonyme), *La Révolution belge, 1830*, p. 26.

64. P.-A. HUYBRECHT, *ibid.*; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 236.

65. Ch. WHITE, *ibid.*, p. 270.

66. Th. JUSTE, *Révolution belge*, *op. cit.*, t. II.

67. *Idem*, *ibid.*

68. G.-C. DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 246.

69. A. DE WARGNY, *Esquisses historiques de la Révolution de la Belgique en 1830*, p. 10.

70. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 12; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 10; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 566. Voir aussi J. ISNARDON, *Le Théâtre de la Monnaie depuis sa fondation jusqu'à nos jours*.

71. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 567; *La Patrie belge*, p. 58.

72. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 18 et 174; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 20.

73. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 413 ; A. DE WARGNY, *ibid.*, p. 15.
74. C. BUFFIN, *ibid.*, p. 474.
75. C.L. LESUR, *op. cit.*, 1830, p. 540.
76. Ch. NIELLON, *Histoire des événements militaires et des conspirations orangistes de la Révolution en Belgique de 1830 à 1833*, p. 9 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 14 ; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 207.
77. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 8.
78. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 575 et 581.
79. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 15 ; (Anonyme), *La Révolution*, *op. cit.*, p. 32.
80. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 18 et 174 ; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 20.
81. P.-A. HUYBRECHT, « Règne... », *art. cit.*, p. 256.
82. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 9 ; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 20 et 22 ; C. GEMELLI, *op. cit.*, p. 68.
83. L. DE POTTER, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 116.
84. *Lettre de M. Barbanson à son fils*, ARCHIVES DE LA VILLE DE BRUXELLES. Publiée par *Le Soir*, 30 novembre 1928 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 172 ; P. POULLET, *op. cit.*, p. 798.
85. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 9 ; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 421.
86. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 24.
87. *Idem*, *ibid.*, p. 27.
88. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 21 ; G.-C. DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 248.
89. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 375.
90. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 174.
91. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 25 et 33 ; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 256 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 20 ; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 375 ; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 209 ; P. POULLET, *op. cit.*, p. 799.
92. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 425.
93. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 74 ; P.-A. HUYBRECHT, « Révolution », *art. cit.*, p. 162.
94. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 298 et 300.
95. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 19.
96. *Idem*, *ibid.*, p. 20 et 174 ; C. BUPFIN, *op. cit.*, p. 298 ; DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 248.
97. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 20 ; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 253 ; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 257 ; H. CARTON DE WIART, *À propos du rôle de la garde bourgeoise dans les événements de 1830*, p. 2.
98. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 75 ; Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 10 ; *La Patrie belge*, p. 58.

99. C.L. LESUR, *op. cit.*, 1830, p. 542; P. POULLET, *op. cit.*, p. 794 et 796.
100. H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 526.
101. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 76.
102. *L'Union belge*, 1^{er} novembre 1830.
103. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 18.
104. « Le Combat du 30 septembre 1830 à Liège », dans *Wallonia*, IX, p. 242; DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 256.
105. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 31. Voir aussi A. BERTHOLET, « L'invention du drapeau national », dans *Wallonia*, IX, 1901.
106. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 302; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 31 et 36.
107. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 299; p. 302-303.
108. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 76; Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 9.
109. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 10; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 30.
110. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 299; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 78.
111. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 21-22; A. DE WARGNY, *op. cit.*, Supplément aux esquisses, p. 20.
112. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 303-304; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 83.
113. Ch. TERLINDEN, *La Révolution belge de 1830 racontée par les affiches*, p. 16-18; A. DE WARGNY, *Esquisses*, *op. cit.*, p. 48-49.
114. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 85; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 24; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 43.
115. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 22; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 85; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 37.
116. P.-A. HUYBRECHT, *Révolution belge*, *op. cit.*, p. 165; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 23; Ch. TERLINDEN, *op. cit.*, p. 14; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 18.
117. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 16.
118. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge*, *op. cit.*, p. 14.
119. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 18.
120. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 87; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 46.
121. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 263; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 70.
122. P.-A. HUYBRECHT, *Révolution belge*, *op. cit.*, p. 116; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 585.
123. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 190.
124. L. DE POTTER, *Souvenirs*, *op. cit.*, t. I, p. 118.
125. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 39; A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 116; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 291.

126. Ch. WHITE, *ibid.*, p. 376; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 243;
O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 211.
127. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 28.
128. *Idem, ibid.*, p. 190; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 57.
129. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 22.
130. G.-C. DE GERLACHE, *op. cit.*, p. 250.
131. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 36; Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*,
p. 29; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 70.
132. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 437.
133. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 34; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 297;
A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 70.
134. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 437; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM,
op. cit., p. 213; H.T. COLENBRANDER, *De Belgische omwenteling*, p. 159.
135. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 446 et 495.
136. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 74.
137. *Idem, ibid.*, p. 72.
138. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 37.
139. *Idem, ibid.*, p. 39; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *op. cit.*, p. 215.
140. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 12.
141. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 40 et 42; H. CARTON DE WIART, *op. cit.*, p. 5;
P. POULLET, *op. cit.*, p. 805; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 283.
142. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 42 (note) ; C.F. SIRTEMA DE GROVESTINS,
Notice et Souvenirs biographiques, p. 127.
143. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 43.
144. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 32 et 35.
145. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 84 ; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 45.
146. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 46.
147. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 484; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 47.
148. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 34 et 35; G. OPPELT,
op. cit., p. 148 ; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 90.
149. L. DE POTTER, *Souvenirs, op. cit.*, p. 51 et *Révolution belge, op. cit.*,
p. 135; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 96.
150. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 49 ; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 151; A. DE WARGNY,
op. cit., p. 97.
151. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 51 et 168 ; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 152.
152. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 45; G. OPPELT,
op. cit., p. 160; A. DE WARGNY, , p. 124.

153. O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 363;
A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 130.
154. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 391; E. DISCAILLES, *op. cit.*, p. 197 et ss.
155. S. DUPUIS, « La Brabançonne », dans *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, p. 160. Voir aussi E. CLOSSON, « Pourquoi la "Brabançonne" n'est pas devenue un chant populaire », dans *Revue belge*, p. 533;
Ch. VANDERSYPEN, *Jenneval-Campenhout: La Brabançonne*.
156. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 14.
157. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 49.
158. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 14; Ch. WHITE, t. II, *op. cit.*, p. 13.
159. Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 54; V. LOY, *Biographie des hommes de la Révolution*, p. 56; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 378.
160. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 71; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 379.
161. Ch. TERLINDEN, *op. cit.*, p. 54.
162. *Idem, ibid.*, p. 58.
163. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 181; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 138.
164. *Idem, ibid.*, p. 185 et 215.
165. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 187; V. LOY, *Biographie, op. cit.*, p. 56.
166. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 180; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 123 et 161.
167. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 182; L. DE POTTER, *Lettre à mes concitoyens*, p. 4 et *Souvenirs, op. cit.*, p. 121.
168. A. DE PONTÉCOULANT, *Pétition à MM. les sénateurs et représentants de la Belgique*, p. 16; Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 16; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 32; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 170; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 83.
169. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 183; Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 17.
170. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 197; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 386.
171. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 32 et 33.
172. G.-C. DE GERLACHE, *art. cit.*, p. 276.
173. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 11; B. CRUYPLANDTS, *Souvenirs d'un volontaire de 1830*, p. 5
174. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 315; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 226.
175. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 17; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 198.
176. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 36; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 198;
H.T. COLENBRANDER, *De Belgische, op. cit.*, p. 175.
177. H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 175.

178. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 202.
179. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 90; P.-A. HUYBRECHT, *Révolution belge, op. cit.*, p. 93; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 37; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 219; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 200.
180. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 37.
181. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 90; Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 21 et 22; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 234; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 176.
182. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 202 et *Supplément, op. cit.*, p. 20; H.T. COLEN-BRANDER, *op. cit.*, p. 176.
183. A. DE WARGNY, *Esquisses, op. cit.*, p. 205; G.C. GERVINUS, *Histoire, op. cit.*, p.262.
184. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 91; P.-A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 94 et 95; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 239; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 38; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 210; V. FRIS, *op. cit.*, p. 83.
185. F. VAN KALKEN, *Histoire de Belgique*, p. 489; C. HUYSMANS, *La Révolution de 1830 et le mouvement politique (75 années de domination bourgeoise: 1830-1905)*, p. 27.
186. J.VAN HALEN, *Les quatre journées de Bruxelles*, p. 6.
187. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 213.
188. P.-A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 93; C.BUFFIN, *op. cit.*, p. 316; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 235; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 203
189. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 103 et 104; P.-A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 94 et 95; C.BUFFIN, *op. cit.*, p. 91; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 209; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 220; G.C. GERVINUS, *op. cit.*, p. 262.
190. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 30; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 97.
191. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 40.
192. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 22; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 106 et 203; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 240; Ch. TERLINDEN, *Révolution belge, op. cit.*, p. 74.
193. Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 22; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 106; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 176.
194. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 104.
195. G. OPPELT, *op. cit.*, p. 242.
196. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 41; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 246; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 398; L. DE POTTER, *Souvenirs, op. cit.*, p. 125; H. CARTON DE WIART, *op. cit.*, p. 7; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 177.
197. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 106; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 250; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 402; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 227; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 178.

198. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 402; L. DE POTTER, *op. cit.*, p. 124. *Sur Roussel*, voir H.T. COLENBRANDER, *Gedenkstukken*, t. IX.2, p. 77 et ss.
199. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 399; H.T. COLENBRANDER, *Belgische, op. cit.*, p. 179 et 180.
200. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 42; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 319 et 320.
201. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 60.
202. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 61; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 255.
203. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 62; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 109 et ss.
204. C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 86; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 402.
205. E. DISCAILLES, *op. cit.*, p. 5; C.V. DE BAVAY, *Histoire de la Révolution belge de 1830*, p. 157; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 66; O. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *art. cit.*, p. 221; V. FRIS, *op. cit.*, p. 85.
206. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 55 et 62; V. FRIS, *op. cit.*, p. 85; H. KESSELS, *Précis des opérations militaires, pendant les quatre mémorables journées de septembre*, p. 6.
207. V. FRIS, *op. cit.*, p. 86.
208. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 112; H.T. COLENBRANDER, *Belgische, op. cit.*, p. 182.
209. C.V. DE BAVAY, *op. cit.*, p. 160; F. VAN KALKEN, *op. cit.*, p. 490.
210. P. VAN KALKEN, *op. cit.*, p. 491.
211. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 338.
212. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 70; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 246 et 343; *Biographie Nationale*, sub v° « Engelspach ».
213. Ch. WHITE, *op. cit.*, t. I, p. 391.
214. E.J. DE SAEGHER et M. JACQUIN, *Le général Juan van Halen*, p. 7; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 110 et 111.
215. Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 122; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 407; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 71.
216. A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 342.
217. J. LEBEAU, *op. cit.*, p. 125; Ch. NIELLON, *op. cit.*, p. 61 et 63; H.T. COLENBRANDER, *op. cit.*, p. 185.
218. E.J. DE SAEGHER et M. JACQUIN, *op. cit.*, p. 22.
219. F. VAN KALKEN, *op. cit.*, p. 491; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 318; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 474. Voir aussi J.-J. CHARLIER, *dit la Jambe de Bois, Les Journées de Septembre 1830 ou Mémoire de...*
220. E. DISCAILLES, *op. cit.*, p. 1-4; Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 72 et al.
221. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 85.
222. *Biographie Nationale*, VI, p. 598.

223. H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 413v; Th. JUSTE, *De Potter, op. cit.*, p. 85 et 86; L. DE POTTER, *Souvenirs, op. cit.*, t. I, p. 177; G.C. GERVINUS, *op. cit.*, p. 291.
224. L. DE POTTER, *op. cit.*, p. 134.
225. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 107; Ch. TERLINDEN, *Révolution, op. cit.*, p. 87; C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 187.
226. L. DE POTTER, *Lettre, op. cit.*, p. 11.
227. P.-A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 130.
228. C.V. DE BAVAY, *op. cit.*, p. 161; A. DE WARGNY, *Supplément*, p. 20 (liste des victimes); C. HUYSMANS, *op. cit.*, p. 31-52.
229. C.V. DE BAVAY, *op. cit.*, p. 8 et 171.
230. Ch. WHITE, *op. cit.*, p. 85; P. TIELEMANS, *Réponse à un anonyme*, p. 10; P.-A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 96.
231. Voir notamment: C. BUFFIN, *op. cit.*, p. 87, 142, 160, 177, 259, 415, 418, 512; P.-A. HUYBRECHT, *op. cit.*, p. 106, 126, 169; Th. JUSTE, *op. cit.*, p. 54; E. DISCAILLES, *op. cit.*, p. 197; J. LEBEAU, *op. cit.*, p. 11; J.S. LEWINSKI, *op. cit.*, p. 75; G. OPPELT, *op. cit.*, p. 115; H. PIRENNE, *op. cit.*, p. 378 et 388; Ch. WHITE, *op. cit.*, t. I, p. 300 et 325; t. II, p. 109; A. DE WARGNY, *op. cit.*, p. 122 et passim; G.C. GERVINUS, *op. cit.*, p. 249; H.T. COLENBRANDER, *Gedenksukken, op. cit.*, t. IX.2, p. 284; t. X.4, p. 493. — Voir en outre les monographies suivantes: A. BARTELS, *Les Flandres et la Révolution belge*, Paris, 1834 et *Documents historiques sur la Révolution belge*, Bruxelles, 1836; J. DE BÉTHUNE, « Documents relatifs à la persécution dans le Courtrais sous le gouvernement hollandais », dans *Bulletin du Cercle historique et archéologique de Courtrai*, 1911-1912, p. 223-231; J. LEJEAR, *Histoire de la ville de Verviers, période hollandaise et Révolution belge de 1830*, Verviers, 1906; J. MICHIELSEN, « Te Turnhout in het jaar 1830 », dans *Taxandria*, 1905-1906, n°1, p. 12-14; Ch. NIMAL, *Thuin sur le déclin du régime hollandais pendant la Révolution*, Liège, 1907; C. RODENBACH, *Episodes de la Révolution dans les Flandres*, Bruxelles, 1833; L. REYLANDT, « La révolution de 1830 à Bruges », dans *Annales de la Société d'Emulation de Bruges*, LV, 1905, p. 243-301; Th. STEVENS, « Kortrijk in omwenteling van 1830 », dans *Bulletin du Cercle archéologique et historique de Courtrai*, 3^e année, 1905-1906, p. 70-97; P.H. VAN DER KEMP, *De Belgische Omwenteling in Luik en Limburg*, La Haye, 1904; L. VERRIEST, « Tournai et la Révolution belge », dans *Revue Tournaisienne*, 1905, p. 33-39; G. WILLIAME, *La Révolution de 1830 à Nivelles*, Nivelles, 1895 (= *Annales de la Société archéologique de Nivelles*, t. V, 1895, p. 169-314); G. WILLEMSSEN, « Les événements de 1830-1831 à Saint-Nicolas », dans *Annales du Cercle archéologique du Pays de Waas*, t. XXIV, 1905, n° 1.
232. Ch. WHITE, *op. cit.*, t. I, p. 366; *La ville rebelle, par un témoin oculaire* (Libry Bagnano), p. 47; *Almanach de Gotha*, 1831-1832.

233. A. MEULEMANS, *op. cit.*, p. 87 et 98; L. DE LICHTERVELDE, *Le Congrès national de 1830*, p. 21; *Almanach de Gotha*, 1832. Voir aussi A.QUETELET, *Recherches sur la population dans le Royaume des Pays-Bas*, 1837.
234. F. MAGNETTE, *Précis d'histoire liégeoise*, p. 272.
235. L. DE LICHTERVELDE, *op. cit.*, p. 22.
236. A. MEULEMANS, *op. cit.*, p. 97 et 98.
237. L. JOTTRAND, *Louis De Potter*, p. 83; L. DE POTTER, *Lettre*, *op. cit.*, et *Souvenirs*, *op. cit.*, t. I, p. 152 et 153.
238. J. JOTTRAND, *op. cit.*, p. 84; Th. JUSTE, *De Potter*, *op. cit.* ; L. DE POTTER, *Souvenirs*, *op. cit.*, t. I, p. 198.
239. L. JOTTRAND, *op. cit.*, p. 88; Th. JUSTE, *De Potter*, *op. cit.*, p. 113 ; L. DE POTTER, *Souvenirs*, t. I, *op. cit.*, p. 232; V. LOY, *op. cit.*, p. 58; A. ROYER, *Les hommes politiques de la Belgique*, p. 57.
240. E. HUYTTENS, *Discussions du Congrès National de Belgique (1830-1831)*, t. II, p. 29.
241. S. BALAU, *Soixante-dix ans d'histoire contemporaine de Belgique*, p. 425.
242. J. LEBEAU, *op. cit.*, p. 26; L. DE POTTER, *Souvenirs*, *op. cit.*, t. I, p. 265; V. LOY, *op. cit.*, p. 10 (note); C. HUYSMANS, *op. cit.*, p. 42 et 51.
243. Maurice BOLOGNE, *Notre Passé wallon*, Institut Jules Destrée, 1973.
244. HAUPT, LOWY et Claudie WEILL, *Les marxistes et la question nationale*, Bibliothèque socialiste, François Maspero, Paris, 1974.

postface

Le prolétariat de Belgique en 1830

LA DEUXIÈME ÉDITION néerlandaise de *l'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique* – une première édition parut en effet dès 1929 – est suivie d'une longue postface due aux traducteurs de cette deuxième édition¹.

Le texte de G. Gale et G. Vanzielegem est une «défense et illustration» de la thèse de Maurice Bologne, à la lumière des travaux des historiens postérieurs à la publication de la première édition de l'ouvrage. Les auteurs commencent par constater que malgré un succès relatif au moment de sa première parution, l'ouvrage de M. Bologne est bien vite entré dans l'oubli. Citant les paroles de Gendebien à propos de la «confiscation» de la révolution de 1830, ils estiment qu'on peut les extrapoler à l'histoire de cette révolution, dont la bourgeoisie belge s'est également emparée pour la modeler en fonction de ses propres besoins. Les contributions de Bologne ou, plus tard, celle de R. Demoulin, à l'histoire de 1830 ont laissé bien peu de traces dans l'histoire vulgarisée dont les élèves sont abreuvés dans les écoles². D'autre part, dans la gauche marxiste elle-même, l'intérêt pour l'histoire, y compris celle de sa propre classe ouvrière et de son propre mouvement ouvrier, a connu une longue éclipse.

Gale et Vanzieleghem se sont posé quelques questions permettant de développer plus avant les thèses de Bologne. Les auteurs estiment que l'ouvrage de M. Bologne a une valeur d'œuvre de pionnier, car il a ouvert la voie à une recherche sur le rôle des classes sociales dans la révolution belge. Les questions qu'ils se sont posées ont essentiellement trait au prolétariat de Belgique tel qu'il existait en 1830. Quel était ce prolétariat ? Quel était son degré de concentration ? Peut-on parler d'une lutte consciente, alors qu'il s'agissait d'une lutte marquée par le bris des machines ? Quel est le rapport entre le développement brutal du capitalisme et l'insurrection populaire ? Quelle était la misère des classes populaires en 1830 dans une ville comme Bruxelles ? Comment une populace illettrée et s'adonnant à la boisson a-t-elle été capable de s'opposer, les armes à la main, aux troupes d'élite hollandaises ? Comment faut-il comprendre l'affirmation de M. Bologne selon laquelle la bourgeoisie a accompli un « coup d'État » en 1830 ? La révolution n'a-t-elle pas été, au-delà des différences de classe, l'œuvre des francophones, voire des francophiles ?

L'examen de la première de ces questions leur permet de réfuter ceux qui ont parlé, à propos de M. Bologne, d'un « forçage » de la vérité historique. Ils notent qu'aujourd'hui, depuis Pirenne et surtout J. Dhondt, les mots « révolte prolétarienne » sont devenus monnaie courante à propos de 1830. Ils se réfèrent à Engels et à Kautsky qui ont indiqué que toutes les révolutions bourgeoises et antiféodales contiennent, à un degré

variable, une composante prolétarienne. À la lumière des travaux de J. Kruithof et E. Scholliers, ils examinent la composition du prolétariat belge de l'époque et, à la lumière de ceux de Dhondt, ses formes d'organisation. Ainsi que Kruithof l'a montré, le prolétariat se composait essentiellement (prolétariat agricole mis à part – 42,5 % du total) de trois grands groupes de travailleurs : le prolétariat industriel, le prolétariat semi-industriel et le prolétariat artisanal. Le prolétariat industriel était, certes, relativement peu nombreux : un sixième du total. Mais il y avait déjà de fortes concentrations, notamment dans les charbonnages. Les autres grandes industries occupant des ouvriers étaient les industries du lin, de la laine, du coton, du métal et les carrières. Le prolétariat semi-industriel était essentiellement constitué de tisserands et de fileuses, de dentellières, etc. Enfin, le prolétariat artisanal – un quart au moins du total – se constituait notamment de métallurgistes des petites entreprises, de travailleurs du bois, de la confection, des industries de l'alimentation, du cuir, etc.

J. Dhondt a publié d'utiles études sur les formes d'organisation présyndicales des ouvriers belges. En se basant sur celles-ci, Gale et Vanzieleghem montrent que l'idée que l'on se fait trop souvent, à savoir l'absence de formes d'organisation prolétariennes avant la seconde moitié du XIX^e siècle, pêche par simplisme : nombreuses étaient les formes d'organisation souterraines ainsi que les tentatives de contourner l'interdiction des coalitions édictée depuis la Révolution française et

reprise à son compte par les bourgeoisies hollandaise et belge. Dès 1810, les ouvriers cotonniers gantois disposaient, par exemple, d'une caisse de résistance. Tout cela indique bien, estiment-ils, que l'on peut reprendre à son compte l'expression de E.J. Hobsbawm à propos des révolutions «à cachet prolétarien-socialiste» de 1830. La composition sociale des insurgés de 1830, décrite par M. Bologne, confirme pleinement cette appréciation : journaliers et ouvriers du textile, verriers, typographes, plafonneurs, tailleurs, chaudronniers, anciens militaires et intellectuels révolutionnaires luttent côte à côte.

Les auteurs se penchent aussi, à la lumière cette fois de travaux d'historiens ou de témoins du siècle passé, sur les destructions de machines, et font référence aux travaux de E.P. Thompson, l'historien marxiste britannique, sur les mouvements «luddistes» en Angleterre, appelés du nom du mythique «Général Ludd», dirigeant du mouvement qui fit son apparition à la charnière de l'ancien paternalisme et de la jeune économie politique arborant le drapeau libéral du «laissez-faire». Mais en Belgique aussi (ou plutôt sur le territoire de la future Belgique) des mouvements similaires font très tôt leur apparition (dès 1808 à Verviers).

Ils répondent ensuite aux critiques de van Kalken, qui avait prétendu que la politique économique du roi Guillaume ne pouvait pas avoir poussé les ouvriers à la révolte. Au contraire, écrivent-ils, preuves à l'appui, le développement industriel était fondé sur une exploi-

tation accrue des travailleurs. Diminutions des salaires, allongement de la durée du travail, impôts sur les denrées de consommation, crises et chômage, étaient les phénomènes-escortes de cette exploitation accrue.

Une contribution originale des auteurs réside dans leur étude du contraste entre les beaux quartiers de Bruxelles et ceux qui sont situés près de la Senne, où la misère règne.

Un chapitre de leur texte est consacré à la notion de « coup d'État » utilisée par Bologne. On pourrait superficiellement affirmer que le terme « coup d'État de la bourgeoisie » est utilisé improprement, puisque le prolétariat n'a jamais exercé le pouvoir d'État. Or, rappellent-ils, l'usage de ce terme correspond bien à la tradition marxiste, qui appelle le vote de la loi Le Chapelier (1791) un « coup d'État », de même que la loi du 31 mars 1850 sous Napoléon III en France.

À juste titre, G. Gale et G. Vanzielegghem notent que c'est moins l'analyse de la composition de classe des rangs insurgés de 1830 qui fait l'originalité du travail de Bologne – d'autres auteurs font référence aux classes sociales en général et au prolétariat en particulier – que l'utilisation de la notion de « coup d'État » de la bourgeoisie. Car c'est elle qui fait de l'ouvrage une étude se situant dans la tradition marxiste véritable : celle qui se prononce sans ambiguïté sur le caractère de classe de l'État.

Comment cet État bourgeois s'est-il mis en place ? Les auteurs montrent, ici encore en suivant les traces

de Bologne et les pistes indiquées par les historiens contemporains, ce que fut l'opportunisme des bourgeois des Pays-Bas du Sud, ce que fut la fonction du patriotisme belge (un « paratonnerre »), comment la prise du pouvoir s'opéra sur le plan institutionnel et enfin comment des forces armées en lesquelles les bourgeois pouvaient avoir confiance furent mises en place. Ils donnent des exemples de la manipulation du nationalisme par la bourgeoisie et montrent comment le représentant de la gauche radicale, Louis De Potter, fut écarté.

Dans ce processus, la proclamation de la « nation belge » était la manière la plus appropriée d'émasculer la révolte prolétarienne en la transformant en une insurrection nationale. La référence au concept « Belgique » serait autrement restée confinée dans les tiroirs. L'orangisme étant lié au capitalisme, il n'y avait pas de meilleure manière de faire dévier le combat du prolétariat.

Enfin, passant à la question des nationalités en 1830, les auteurs admettent que la participation du prolétariat de Flandre à la révolution était inférieure à celle des prolétaires de Wallonie. Mais ils font remarquer que cette participation n'était néanmoins pas négligeable et que, de plus, le prolétariat bruxellois de l'époque parlait le flamand et non le français.

Citant Louis De Potter, écrivant en 1850, ils rappellent que l'industrie wallonne a pris en Belgique la place qu'occupait précédemment le commerce hollandais, la langue française occupant, face à la langue flamande, la même place que le néerlandais face au français du

temps de Guillaume Ier. Ce qui devait durer, selon le compte rendu de l'ouvrage de M. Bologne, dû à la plume de Camille Huysmans, jusqu'en 1929-1930, c'est-à-dire jusqu'au moment où le parti catholique prit peur du mouvement national flamand dont il craignait qu'il allait dominer l'élément confessionnel. Une nouvelle phase de la problématique des nationalités devait alors s'ouvrir en Belgique. C'est dans ce cadre qu'il s'agit de lire le post-scriptum, ajouté en 1979 par Maurice Bologne, à son ouvrage écrit cinquante ans plus tôt.

Guy Desolre

Notes (Le prolétariat de Belgique en 1830)

1. « Proletarische opstand en Belgische revolutie » (Insurrection prolétarienne et révolution belge), dans Maurice BOLOGNE, *De proletarische opstand van 1830 in België. Met een naschrift van Gerard GALE* en Guido VANZIELEGHEM, Leuven, Kritak, 1979, p. 65-125.
2. On peut trouver toutes les références aux auteurs cités dans la bibliographie figurant aux pages 120-125 de l'édition Kritak.

La Révolution belge de 1830*

Robert Devleeshouwer, Professeur
à l'Université Libre de Bruxelles

* Texte d'une communication faite à Leipzig, à la Karl-Marx-Universität, au colloque international: «La Révolution française de Juillet 1830 et l'Europe», les 18 et 19 septembre 1980. Il sera publié également dans les Actes du colloque qui paraîtront prochainement à Leipzig (*Die Julirevolution in Frankreich 1830 – europäische Dimensionen und Wirkungen*).

LE TERME « RÉVOLUTION » s'utilise principalement dans deux sens :

a) celui d'une révolution nationale, celle par laquelle une communauté homogène d'hommes qui se ressent spécifique (par la langue, la religion, les traits culturels, la localisation...) rompt avec l'entité politique dans laquelle elle est incluse ;

b) celui d'une révolution sociale, celle par laquelle les structures économique-sociales, et par conséquent politiques, subissent des bouleversements fondamentaux à la suite desquels une redistribution s'établit à l'intérieur de ces structures, de nouvelles fractions de classes sociales ou des classes sociales tout entières accèdent au pouvoir.

Si l'on part de ces données, la révolution belge de 1830 apparaît de prime abord comme une révolution de type national – comme, à la même époque, la révolution grecque (réussie) et la révolution polonaise (manquée).

À la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e, cette perspective a été renforcée par le talent avec lequel Henri Pirenne a, dans le monument d'écriture historique qu'est son *Histoire de Belgique*, développé la thèse selon laquelle la Belgique constitue en quelque

sorte une entité historique naturelle, longtemps obnubilée par les contingences de l'Histoire, mais qui a fini par émaner du cours des événements de 1830. Cette thèse avait d'autant plus de crédibilité qu'elle était formulée à un moment où la Belgique présentait toutes les apparences d'un État spécifique cohérent. Depuis lors, l'évolution de la vie politique belge a considérablement affaibli le point de vue de celui qui a été et qui reste, le plus grand historien de mon pays par la puissance de sa pensée et la limpidité de son exposé. La contestation de l'État belge dans son unicité telle qu'elle a été entreprise par le mouvement flamand depuis le XIX^e siècle et reprise par le mouvement wallon a fait mettre en doute l'idée d'une Belgique à vocation unique, dominant ses contradictions. De plus en plus, des historiens flamands d'abord, wallons ensuite ont limité leur horizon à celui de leur région, éventuellement dans ses relations avec l'État lui-même.

Il est évident que cette évolution de l'historiographie de la Belgique a une influence sur la vision que l'on peut avoir de la révolution de 1830 en insistant avec plus ou moins de justesse sur le rôle de l'une ou de l'autre région dans les événements et dans leur suite. Mais, ce qui me paraît plus important, l'examen des événements peut se faire également en insistant sur le rôle des classes sociales en présence – notre deuxième hypothèse de départ. Dès lors, ces mêmes événements peuvent apparaître comme une commotion sociale (prolongeant celles qui se produisent un peu partout en

Europe à la même époque) où chaque classe sociale poursuivant ses finalités propres (c'est le mérite de Maurice Bologne d'avoir mis cet aspect considérable des choses en évidence *dans Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique*, Bruxelles, 1929) contribue, sans la poursuivre explicitement dès le début, à la création d'une entité nationale distincte.

Quoi qu'il en soit, aborder l'histoire de la révolution belge en terme de nationalité pose évidemment le problème du sentiment national.

Qu'en est-il en 1830 et depuis quand ce sentiment existait-il éventuellement? Poser le problème avant le début de la période contemporaine risque évidemment fort de constituer un anachronisme, s'agissant dans le cas «belge» de sujets de princes résidant ailleurs à l'étranger (à Madrid, à Vienne)... Mais, en 1789, se manifeste ce que l'on pourrait retenir comme l'ébauche d'un tel sentiment. L'espace correspondant à peu près à la Belgique actuelle est constitué de deux entités politiques: les Pays-Bas autrichiens et la Principauté de Liège. Dans chacun de ces territoires, la Révolution française avive de son éclat des oppositions qui s'y développent depuis bien avant.

À Liège, le conflit prend essentiellement la forme d'un affrontement où les forces radicales (Liège et ses environs sont fortement industrialisés pour l'époque) affrontent le pouvoir conservateur du prince-évêque et de ses tenants. Il s'agit essentiellement d'un conflit de classes.

Dans les Pays-Bas autrichiens, l'insurrection se développe dans deux directions. Son aile dominante est constituée de forces conservatrices, localistes, qui s'opposent aux réformes autoritaires mais modernistes prescrites par Vienne. Son aile minoritaire, elle, est constituée de forces modérément progressistes à l'image de celles qui dominent à Paris dans les premiers temps de la Révolution. Ce qu'il faut noter du point de vue qui nous intéresse, c'est qu'une référence explicite y est faite, outre les luttes d'intérêts, à la notion de Belge et de Belgique. L'État, faible et contradictoire, qui se crée dans cette conjoncture ambiguë porte le nom d'États belgique unis, et le terme de Belge est couramment employé pour désigner les habitants en révolte.

Comme on le sait, les deux «révolutions» de 1789 furent vaincues et les deux entités politiques tombèrent au pouvoir de la France (1792-1793 et 1794-1814).

En 1795, l'ensemble de ces territoires est annexé à la France et remodelé en départements. Cette opération a un double effet :

a) elle fait disparaître la dualité Pays-Bas autrichiens / Principauté de Liège ;

b) elle dissout cet espace dans l'ensemble français jusqu'en 1814.

Ces territoires bénéficieront, par voie d'autorité, des réformes politiques, administratives, judiciaires et économiques qui leur conféreront la modernité nécessaire à leur développement général. Un développement d'autant plus aisé à accomplir que dès la fin de l'Ancien

Régime l'industrie avait atteint, dans ces régions, un très haut niveau de production et de concentration que le marché français ne fit qu'accroître.

Pendant cette période, toute forme de singularité belge est donc effacée en principe. Mais, dans l'ensemble français, les neuf «départements réunis» qui en font pleinement partie en droit manifestent (à quelques exceptions près : Liège et sa région sont beaucoup plus intégrées que le reste) des traits communs de non-assimilation généralement liés à leur particularisme (attachements aux coutumes locales) plus qu'à un sentiment national commun. De son côté, le pouvoir montre de la réticence à accorder aux habitants toute la confiance qu'il devrait manifester à ses propres nationaux (peu de Belges deviennent préfets et un seul fonctionne dans les départements réunis).

Après les défaites de Napoléon, en 1814 et 1815, l'espace belge est conféré à Guillaume Ier par les puissances victorieuses. À ce moment, aucun mouvement d'opinion nationale ne se manifeste. On compte seulement un petit nombre de nostalgiques de l'Autriche (quelques militaires et fonctionnaires d'avant 1794), peu de partisans de la France (des acquéreurs de biens nationaux, d'une part, des militaires et des fonctionnaires de l'autre, et parmi ceux-ci certains se replient en France) et moins encore de partisans actifs de la Hollande.

Tout se passe comme si l'opinion publique dénationalisée se résignait à la solution qui lui est imposée. Elle s'accommode passivement (l'approbation de la Loi

fondamentale par les notables n'obtient pas la majorité et n'est admise que par un artifice de calcul du roi) d'un État auquel les habitants de la partie septentrionale (les Hollandais) s'identifient activement.

Dans cet État, le roi joue un rôle prépondérant dans l'organisation et la direction de la vie politique et économique, réfléchissant évidemment les structures dominantes hollandaises, mais renforçant leur expression de sa personnalité propre.

Du point de vue économique, il jouera un rôle actif important dans le développement des provinces méridionales, particulièrement en Wallonie (notamment dans la création de la Société Générale qui sous-tend le développement de bon nombre d'activités industrielles et commerciales). Du point de vue politique et administratif, au contraire, il manifeste à l'égard des habitants de ses provinces méridionales un dédain fait tout à la fois d'éléments politiques (les Belges sont des sujets « par surcroît »), religieux (les Belges sont catholiques, les Hollandais généralement protestants) et linguistiques (la Wallonie et des éléments importants de la bourgeoisie des Flandres sont de langue française).

En termes de classes, cette situation va entraîner des comportements parfois très différents à l'égard du pouvoir. On les schématisera comme suit :

a) l'**aristocratie**, généralement catholique, qui contrôle encore une part non négligeable des masses rurales,

notamment par l'encadrement religieux catholique qui est hostile au pouvoir hollandais, activement calviniste ;

b) la grande bourgeoisie industrielle et commerciale est généralement favorable au nouveau royaume des Pays-Bas, parce que :

1) le pouvoir contribue activement à son développement ;

2) la Hollande, commerçante, maritime et coloniale, lui ouvre un marché intéressant pour relayer le marché français perdu ;

c) la moyenne et la petite bourgeoisie, particulièrement celle dont la vie est liée au fonctionnement de l'État, lui deviendra de plus en plus hostile, parce que :

1) par la néerlandisation de la vie administrative en Flandre et la menace d'une néerlandisation de la Wallonie, l'État hollandais porte atteinte (ou menace de le faire) à des pratiques spontanées ou acquises par un personnel souvent formé à la française pendant la période 1794-1814 ;

2) les habitants des provinces méridionales, plus nombreux que ceux des provinces septentrionales, sont beaucoup plus mal représentés dans l'organisation politique, administrative, judiciaire et militaire, et d'autant moins représentés que l'on monte dans la hiérarchie ;

d) les éléments populaires, c'est-à-dire :

1) les petits artisans ;

- 2) leurs ouvriers ;
- 3) les noyaux d'un prolétariat industriel spécifique en développement.

En termes de classes, il s'agit évidemment d'un ensemble hétérogène. En effet :

1) les deux premiers groupes sont liés par des comportements paternalistes et solidaristes nés des traditions corporatives cependant supprimées dès le début du régime français ;

2) les deux derniers groupes (les salariés des petits patrons appartenant donc aux deux groupes) sont semblables par leur nature salariale ; mais

3) les trois groupes ont en commun :

a) de subir la pression structurelle de la grande bourgeoisie en expansion ;

b) de subir, au bas de l'échelle, la pression conjoncturelle de l'économie qui est médiocre à la fin des années vingt.

A ces données fondamentales s'en ajoutent des spécifiques qui intensifient le développement des griefs :

a) le heurt idéologique entre la conception autoritaire de Guillaume I^{er} (pas si éloignée malgré tout d'une conception napoléonienne de l'État) et l'idéologie géné-

ralement progressiste (liée à la Révolution française) acquise par les jeunes intellectuels pendant la période française (malgré qu'elle fût communiquée par un État tout aussi autoritaire que l'État hollandais) ;

b) les atteintes à la religion catholique, particulièrement en matière de désignation d'évêques et d'organisation de l'enseignement (qui était de qualité mais tendait à échapper au contrôle de la hiérarchie religieuse, même pour la formation des prêtres) ¹ ;

c) l'action répressive du pouvoir, particulièrement en matière de presse, poursuivie par une magistrature qui n'est pas indépendante. À noter que pendant les premiers temps, cette action porte surtout sur les journaux catholiques, ce qui laisse les milieux libéraux assez indifférents. L'« Union sacrée » des uns et des autres sur ce thème se forma au cours de la seconde moitié des années vingt où les poursuites et les peines imposées au plus radical des opposants, Louis De Potter, joueront un rôle mobilisateur ;

d) l'intensification de la crise économique de 1830.

L'ensemble de ces données mène les porte-parole de l'opposition (libéraux et catholiques) à formuler une série de revendications libéralisantes qui obtiennent le plus grand succès sous la forme d'un pétitionnement. Toutefois, il est important de noter que cette opposi-

tion se fait dans une perspective de réclamation spécifiquement belge, mais à l'intérieur d'un État hollandais auquel elle ne conteste pas d'appartenir.

Le dynamisme de l'opposition est avivé par le retentissement de la révolution de juillet à Paris.

Mais il faut savoir que les dirigeants de l'opposition n'y voient pas un modèle. Charles Rogier, l'un de ses leaders radicaux, estime que la Belgique n'a pas besoin, comme la France, d'une révolution pour acquérir la Liberté.

Les événements d'août-septembre 1830 confirment cette ambiguïté et se révèlent, à l'analyse, beaucoup moins convergents qu'une historiographie officielle tend à les présenter.

Alors qu'à Paris, tout se déroule en très peu de temps, la révolution belge s'étend, avec des péripéties contradictoires, entre le 25 août et le 27 septembre 1830.

La Révolution belge

I. Événements

1) Vu la tension intérieure et ce qui vient de se passer en France, le gouvernement hollandais prend des mesures de prudence. Il décommande notamment certaines cérémonies et festivités prévues pour l'anniversaire du roi.

2) À Bruxelles, le 25 août, se produisent des désordres qui peuvent se décomposer en deux éléments :

a) Animée surtout par de jeunes bourgeois, manipulés, selon certains, par des agents français, une manifestation bruyante d'hostilité au pouvoir dans et autour du Théâtre de la Monnaie (on y joue un opéra inspirateur de sentiments patriotiques) qui se poursuit par l'attaque d'un journal pro-gouvernemental (*Le National*) et d'immeubles appartenant à ceux qui symbolisent le pouvoir hollandais (le ministre de l'Intérieur, le commandant militaire hollandais) ;

b) Cette action politique est relayée par une action sociale. Des ouvriers en colère s'attaquent à des usines du faubourg dont ils détruisent les machines.

II. Réactions

A. Des autorités en place

a) *Hollandaises* : d'une manière générale, la gendarmerie et l'armée sont retirées de la rue parce que soit elles craignent des heurts, soit elles n'ont pas confiance dans les troupes de recrutement local et prolétarien ou paysan.

b) *Locales* : dès lors, le maintien de l'ordre et la défense des propriétés (on confond « patriotes » et « ennemis de l'ordre ») sont généralement confiés par la régence (municipalité locale) à des comités de sûreté et/ou à des gardes bourgeoises.

L'opération vise à :

1) défendre les biens contre les émeutiers ;

2) calmer l'émeute populaire en distribuant des cartes de pain ou en organisant du travail pour les chômeurs.

En même temps, les révoltés arborent : en Brabant, les couleurs brabançonne (parfois françaises à Bruxelles, tout au début) ou locales (à Bruges, à Verviers et à Liège en même temps que les couleurs françaises).

La situation évolue en fonction du rapport des forces locales :

1) les radicaux sont contenus puis l'emportent à Bruxelles et à Liège (où l'orangiste Cockerill est cependant appelé au Comité de sûreté, mais est représenté par son associé, et d'où des volontaires partent pour Bruxelles), ainsi qu'à Louvain ;

2) les radicaux sont matés à Bruges ;

3) les radicaux sont contenus à Nivelles, à Audenaerde et à Mons ;

4) les orangistes l'emportent à Gand et à Anvers.

En général, les armes sont refusées aux patriotes qui les réclament pour lutter contre les Hollandais².

B. Du pouvoir et de ses interlocuteurs

a) Le roi envoie le prince héritier à Bruxelles à la tête d'une force armée, non pour réprimer immédiatement, mais pour s'informer et contraindre ;

b) La bourgeoisie des villes les plus agitées (Bruxelles, Liège) envoie des délégations à La Haye pour que le souverain fasse droit, dans un État dont l'existence n'est pas contestée, aux revendications qui se sont accumulées au fil des ans :

- application honnête de la Charte fondamentale ;
- responsabilité ministérielle ;
- liberté de la presse, de l'enseignement, des langues ;
- jury en matière criminelle ;
- répartition égale des emplois ;
- nouveau statut électoral.

De part et d'autre, on espère ne pas devoir recourir à la force tout en menaçant³ :

- le roi, de la force armée ;
- les bourgeois, de la révolte populaire.

III. Ruptures

Ce jeu échoue de part et d'autre par l'obstination des extrêmes.

A. Absence de dialogue

En effet, à la tête de la pyramide politique, le roi refuse de faire écho aux revendications de la bourgeoisie : « On ne peut céder à l'émeute ».

À la base de la pyramide sociale, le refus du roi radicalise les positions et les bourgeois modérés non orangistes eux-mêmes deviennent favorables à la séparation administrative du Nord et du Sud, le roi restant commun aux deux entités.

1) À La Haye, dès lors, le roi réaffirme sa position à la réunion des états généraux du 13 septembre ;

2) À Bruxelles, la bourgeoisie perd le contrôle de la situation. La fraction radicale de la bourgeoisie qui

réclame l'indépendance est elle-même débordée. La rue appartient aux forces populaires ; le 20, la foule désarme la garde bourgeoise ;

3) Les encadreur bourgeois de l'émeute, effrayés de la radicalisation des événements, quittent la ville (y compris les plus radicaux d'entre eux) ;

4) A Gand, à Anvers et à Bruxelles, les éléments de la bourgeoisie comptent sur une intervention de l'armée hollandaise pour rétablir l'ordre.

B. Assaut des Hollandais

a) Dès lors, les Hollandais décident de pénétrer dans Bruxelles pour la contrôler (23 septembre) ;

b) Les éléments populaires, renforcés de « patriotes » venus de province, affrontent les troupes hollandaises qui pénètrent dans la ville :

- celles-ci sont repoussées dans les quartiers populaires du bas de la ville ;

- elles sont bloquées dans le haut aux environs du Parc de Bruxelles, près du Palais ;

- elles sont assaillies par les éléments populaires à nouveau renforcés de provinciaux de même origine.

C. Défaite des Hollandais

a) Dans ce contexte révolutionnaire, les Hollandais dont les troupes sont minées par le désarroi puis par la désertion des troupes d'origine belge, se retirent par surprise sans prolonger le combat (27 septembre) ;

b) La partie étant gagnée pratiquement sans direc-

tion politique, les encadreur bourgeois (d'abord mainteneurs d'ordre, puis en fuite, puis revenus et ayant le 24 septembre un embryon d'organe politique central) parlent à nouveau au nom de la population révoltée devenue victorieuse. Entre-temps, les couleurs brabançonne, de locale qu'elles étaient parmi les couleurs locales, deviennent le symbole de l'unité révolutionnaire.

La Belgique indépendante

La rupture étant consommée par le vote des états généraux (29 septembre), tout le monde (à l'exception de quelques orangistes, tenants de la grande industrie qui resteront fidèles au passé, certains pendant des années) se rallie à la réalité nouvelle.

Le noyau de ceux qui, à l'époque hollandaise, réclamaient la libéralisation du régime et l'amélioration du statut des provinces méridionales, va se faire le porte-parole de l'entité nouvelle qui s'est constituée au cours des événements, au-delà de leurs revendications. Ce sont eux qui, désormais, parleront au nom du peuple qui a fait la rupture.

Ils rédigeront une Constitution qui, pour l'époque, sera la plus libérale du monde, particulièrement dans le cas des libertés individuelles. Cette Constitution sera le fruit d'un compromis entre les libéraux agissant par idéologie et les catholiques cherchant à obtenir, sous couvert de liberté, un maximum de garanties pour l'Église et ses œuvres. Quant aux couches populaires par qui

la rupture s'était faite, elles furent tout simplement exclues de l'exercice des droits politiques : par les catholiques en raison de l'idéologie paternaliste qui était la leur, par les libéraux sous prétexte des craintes qu'ils avaient de voir les catholiques l'emporter par le vote d'un électorat étendu. La Belgique d'après 1830 comptera, en effet, quelques dizaines de milliers d'électeurs pour une population d'environ trois millions huit cent mille habitants. Il faudra attendre le contexte de la révolution en Europe en 1848 (cette année-là, il n'y eut pas de révolution ou de commotions populaires en Belgique) pour voir élargir quelque peu le droit de vote.

Conclusion

La révolution belge de 1830 fut-elle une révolution de type national ou social ?

Poser la question en ces termes risque de présenter un caractère bien artificiel. Mais comme un État belge est né des événements en question, le premier trait doit évidemment être retenu.

D'autre part, la Belgique, entité spécifique, est apparue au cours des événements de 1830 en termes singuliers.

En effet :

a) en 1815, il n'existait plus un sentiment national très actif dans les régions concernées ;

b) sous le pouvoir hollandais, c'est le régime discriminatoire imposé par le roi aux provinces méridiona-

les, qui donna à leurs habitants, avec des intensités variables selon les classes, le sentiment de leur singularité nationale ;

c) en 1830, la révolution part d'une contestation bourgeoise, puis tourne en émeute populaire. Les dirigeants bourgeois font tout pour mobiliser cette pression de manière à obtenir gain de cause sans rupture avec la Hollande. L'intransigeance du roi, d'une part, des classes populaires de l'autre, empêche d'arriver à cette solution. La rupture une fois consommée, ces mêmes dirigeants reprennent exclusivement à leur compte la mise en place des nouvelles institutions ;

d) ces institutions comportent une composante libérale de respect des droits individuels, tous les citoyens étant proclamés égaux sur ce point. Cette large proclamation des libertés est elle-même le résultat d'un compromis entre les libéraux qui agissent par idéologie spontanée et les catholiques qui cherchent à obtenir pour l'Église des garanties (tant pour la pratique religieuse que pour l'enseignement) que les régimes autrichien, français et hollandais ne leur avaient jamais données. Sur le plan politique, elles mettent en place une démocratie parlementaire bourgeoise, le corps étant constitué par un groupe censitaire très restreint représentant, par fiction, l'ensemble de la nation.

Notes (La Révolution belge de 1830)

1 Pendant la période hollandaise, l'Église catholique était très tournée vers la France de la Restauration, y compris en Flandre. Là, elle défendait le maintien de formes locales archaïques et patoisantes du néerlandais pour faire obstacle à la pénétration du calvinisme abhorré par le canal de la langue néerlandaise officielle.

2 Les auteurs (Pirenne y compris) insistent généralement sur le fait que la garde bourgeoise comporte également des ouvriers. Mais partout la bourgeoisie fait tout pour garder le contrôle des opérations de manière à ce que tout reste dans l'ordre.

3 Sur la place de Bruxelles, le prince héritier tente une démarche conciliante qui laisse chacun sur ces positions.

Table des matières

Lettre adressée par Henri Pirenne à Maurice Bologne en 1929	6
Un pavé dans la mare des mythes belges par José Fontaine	7
L'Insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique (1929) par Maurice Bologne	41
Introduction (1929) par Emile Vandervelde	42
Avertissement	45
L'insurrection prolétarienne	46
La bourgeoisie des provinces belges avant 1830	46
Le prolétariat des provinces belges avant la Révolution	50
Les partis politiques dans les provinces belges	56
Influence de la Révolution de Paris	58
L'insurrection prolétarienne d'août 1830	61
La garde bourgeoise	67
La répression bourgeoise	73
La triste entrée du prince d'Orange en sa ville de Bruxelles	79
La Commission de sûreté publique et la Réunion centrale	85
L'insurrection prolétarienne de septembre 1830	88
La résistance	93
Le coup d'État des chefs bourgeois	98
L'insurrection dans les autres villes du sud	103
L'indépendance des provinces du sud et la confiscation bourgeoise	105

Post-scriptum (1979) **III**

Bibliographie **II2**

Le prolétariat de Belgique en 1830

Postface, par Guy Desolre **131**

La Révolution belge de 1830

par Robert Devleeshouwer **139**

S'il faut en croire les livres scolaires, la Belgique serait née un soir d'été 1830, lorsque quelques types excités par un opéra organisent une émeute et chassent les Hollandais. Cette version caricaturale de la naissance de la Belgique empêche d'en saisir les enjeux politiques... En effet, la période qui court de 1789 à 1848 a été «la plus grande mutation de l'histoire humaine». Elle combine les effets de deux révolutions: la révolution française et la révolution industrielle. Bien que n'étant pas des opéras, ces deux faits majeurs auront un impact indéniable sur la création de la Belgique. A ce titre, le livre de Maurice Bologne est précisément un «pavé dans la mare». La version qu'il nous propose contredit, terme à terme, celle écrite et sanctionnée par les tenants de l'histoire officielle car il restitue la dimension cachée de la révolution: sa dimension plébéienne.

Au-delà de la Belgique, ce livre dévoile la composante populaire et prolétarienne des révolutions bourgeoises du XIX^e siècle. Il permet de saisir l'ampleur de la lame de fond qui allait secouer l'Europe en 1830 et qui annonçait la naissance du socialisme moderne.

Maurice Bologne (1900-1984) est le fondateur de la Société historique pour la Défense et l'Illustration de la Wallonie (1938) qui devient l'Institut Jules Destrée en 1960.

Avec des textes de Louis Vandelvande, José Fontaine,
Robert Desclauxhewer, Guy Desclaux.

10 euros